

CONTRIBUTION A L'ETUDE
DU
DÉLIT POLITIQUE
EN
DROIT FRANÇAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Vendredi 29 Mai 1931, à 14 heures

PAR

René RODIÈRE

MEMBRES DU JURY:

Président : M. HUGUENY

Suffragants { MM. MESTRE
DONNEDIEU DE VABRES } *Professeurs.*

PARIS
LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU
ROUSSEAU & C^{ie}

ÉDITEURS

14. rue Soufflot et rue Toullier, 13

— 1931 —

THESE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

CONTRIBUTION A L'ETUDE
DU
DÉLIT POLITIQUE
EN
DROIT FRANÇAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Vendredi 29 Mai 1931, à 14 heures

PAR

René RODIÈRE

MEMBRES DU JURY:

Président : M. HUGUENEY

Suffragants { MM. MESTRE
DONNEDIEU DE VABRES } Professeurs.

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU & C^{ie}

ÉDITEURS

14, rue Soufflot et rue Toullier, 13

— 1931 —

OUVRAGES CITÉS PAR LE SEUL NOM DE L'AUTEUR

BEAUCHET. — *Traité de l'Extradition*. Paris 1899.

BLANCHE. — *Etudes pratiques sur le Droit Pénal*. 2^e édition par Dutruc, 1889.

CHAUVEAU et FAUSTIN Hélie. — *Théorie du Code pénal*, 5^e édition par Villey.

FABREGUETTES. — *Délits politiques et infractions par la parole*, 2^e édition.

GARÇON. — *Code pénal annoté*.

GARRAUD. — *Traité : Traité théorique et pratique de Droit pénal français*, 3^e édition.

GARRAUD. — *Précis de Droit criminel*. 14^e édition, 1926.

GRIVAZ. — *Nature et effets du principe de l'Asile politique*.

LOMBROSO et LASCHI. — *Le crime politique et les révolutions*. Traduction française par Bouchard, 1892.

ORTOLAN. — *Eléments de droit pénal*. 5^e édition par Desjardins, 1886.

THIRY. — *Cours de droit criminel*.

VIDAL et MAGNOL. — *Cours de droit criminel*, 7^e édition, 1928.

INTRODUCTION

La division des infractions en politiques et non politiques est consacrée par la législation française : de nombreux intérêts y sont attachés : les infractions politiques ne peuvent être sanctionnées de la peine de mort ; elles ne donnent pas lieu à l'extradition ; les crimes de cette nature sont punis de peines spéciales. Et cependant l'article 7 C. P. énumère pêle-mêle toutes les peines criminelles et les qualifie « peines afflictives et *infamantes* ». Cette appellation pourrait choquer le sentiment populaire, car il n'attache aucune note d'infamie à la commission de ces infractions. C'est bien certain, mais n'en fait-il pas autant pour toutes les infractions qui lèsent l'Etat ? qu'il s'agisse de douanes, de perceptions ou de forêts domaniales « voler l'Etat c'est ne voler personne ». Le juriste et particulièrement le criminaliste doit tenir compte généralement du sentiment public, mais celui-ci qui s'inspire d'une vue trop courte des choses, ne vaudrait pas la peine d'être considéré. Cependant ce sentiment de faveur est de plus la manifestation d'une idée de justice : le sentiment populaire fait ici œuvre de psychologue : il n'est pas déshonorant d'après lui de fomenter une sédition ; le conspirateur n'est qu'un combattant politique d'autant plus violent qu'il est plus

convaincu ; le voleur en général n'est qu'un paresseux ou un lâche, l'assassin une brute.

En vérité, ainsi présentée, l'analyse populaire n'apparaît pas très nuancée et c'est cependant sous cette première forme grossière que le Législateur l'a consacrée par la division en infractions politiques et de droit commun.

Combien plus nuancée parce que plus compréhensive elle nous apparaît dans la réalité quotidienne des réactions publiques devant les « faits divers » ! La conscience populaire distribue le blâme ou réserve sa pitié pour des crimes politiques mais aussi pour des meurtriers ou des voleurs (1). Elle s'occupe avant tout des mobiles du délinquant : déshonneur pour celui qu'a guidé une passion basse ; sanction peut-être, mais aucune tache d'infamie pour les malheureux que seuls de nobles sentiments ont poussés, exacerbés quelquefois par l'injustice du monde.

Ainsi la distinction telle qu'elle existe dans la loi n'y satisfait pas : le Législateur n'a pris que la grossière étiquette ; il n'a pas consacré les nuances de fond.

Quant aux infractions politiques d'ailleurs, il était impossible de donner entière satisfaction au sentiment populaire : sur ce point devait fatalement s'engager une lutte entre ces élans d'indulgence et le nécessaire utili-

(1) Nous ne pensons pas ici à ces verdicts dictés par la sentimentalité ou qui sont la marque de l'étonnement éprouvé par des personnes ne réalisant pas facilement l'horreur des choses et pour qui le crime semble plutôt du théâtre que de la vie.

tarisme de la loi pénale. Le Législateur doit se montrer prudent, prévoyant : Comment pourrait-il absoudre ceux qui attaquent la base même de la Société qu'il régit ? Comment ne montrerait-il pas de la défiance à l'égard de ceux qui ne se contentent pas de violer ses lois, mais en attaquent l'autorité même ?

Pendant tout le xix^e siècle, dit-on, le Législateur français a multiplié les faveurs aux délits politiques ; c'est vrai, mais dans la forme seulement.

Aujourd'hui nous assistons en Europe à un changement complet : la Russie soviétique pour sauver le régime nouveau prévoit tout un luxe de dispositions réprimant les actes contre-révolutionnaires ; l'Italie fasciste a promulgué un code pénal qui réserve toutes ses rigueurs à la répression des crimes politiques. Y a-t-il eu intervention dans le sentiment populaire ? Certes il faut faire la part du changement général dans la façon de comprendre la vie ; on est plus âpre aujourd'hui ; les discussions aimables ne sont plus de mode ; le scepticisme a fait place à la mystique, à la foi dogmatique en tel ou tel régime.

Mais au fond, ce que l'on a considéré autrefois avec faveur c'étaient les joutes sur le pouvoir, la mise en pratique, quelquefois violente, de ces conflits qui divisaient les théoriciens sur les mérites respectifs de telle ou telle forme de gouvernement.

Dès que la crainte pénètre dans le cœur des hommes il ne s'agit plus de respect pour les mobiles des insurgés : sous la tourmente révolutionnaire, il eût fallu beau voir que l'on proposât des mesures de clémence ; il est vrai

que le scepticisme n'y était pas de mode. Mais en 1890, au moment où, paraît-il, il faisait si bon vivre, il faut voir la réaction brutale de la société entière, du Législateur surtout, devant les attentats anarchistes. Leurs auteurs étaient dangereux certes mais n'étaient-ils pas des utopistes ? N'étaient-ils pas estimables, honorables même ? Il fallait une sanction certes, éliminatrice même puisqu'ils étaient si dangereux, mais pas la Mort, pas plus pour eux que pour les autres criminels politiques. Ces distinctions de crimes politiques purs et de crimes complexes ce sont des arguties de juristes : elles ne correspondent pas au sentiment populaire qui regarde les mobiles et non aux moyens.

Et la jurisprudence actuelle devant le péril communiste permet de ranger la France aux côtés de la Russie ou de l'Italie. Quant à la théorie si riche des « peines non déshonorantes », les Législateurs italien et russe semblent bien peu s'en soucier. Où les retrouvons-nous ? Dans le projet tchécoslovaque, dans le projet suédois de M. Thyren ; Donc dans des pays relativement tranquilles ou dans des Etats neufs qui se préoccupent certes des mesures de défense sociale mais ne craignent pas d'accorder toute son importance à cette fonction que devrait remplir la peine de justice distributive. Le matérialisme de la Russie ou de l'Italie ne les a pas obnubilés, elles accordent encore quelque marque de faveur à une conception idéaliste de la justice : il ne suffit pas d'éliminer les individus dangereux ; il faut encore satisfaire les sentiments populaires de réprobation ou au contraire de pitié et de sympathie.

PLAN

L'étude des délits politiques est d'ordinaire entreprise en deux points : on traite successivement des délits politiques purs et des délits complexes ou connexes. Nous avons adopté cette division comme base fondamentale de notre étude.

Les raisons qui légitiment la création d'une différence entre les délits selon qu'ils attentent ou non à l'ordre politique sont fort différentes suivant que l'on veut établir cette division sur le plan interne ou dans les rapports entre Etats.

Nous aurions dû combiner les deux divisions précédentes si les motifs justificatifs de l'asile politique n'étaient tels que l'on dût donner de plein pied à la notion du délit politique, en matière d'extradition, une telle enveloppement que l'étude séparée des délits politiques purs et des délits complexes eût apparue comme parfaitement illogique.

Nous aurons ainsi à traiter successivement :

I. — Les délits politiques purs en droit interne ;

II. — Les délits politiques complexes et connexes en droit interne ;

III. — Les délits politiques en matière d'extradition.

Enfin nous grouperons la liste des intérêts pratiques de la distinction dans notre droit actuel — intérêts que

nous aurons étudiés au cours de nos trois premières parties — et nous rechercherons à quelle autorité incombe la charge de classer les infractions dans l'une ou l'autre de ces deux catégories : délits politiques et délits non politiques.

PREMIÈRE PARTIE

Les Délits politiques purs en Droit Interne

I

ABSENCE DE NETTETÉ SCIENTIFIQUE DU SENTIMENT POPULAIRE

C'est dans la conscience publique, dit-on, qu'est apparue d'abord la nécessité d'un départ à établir entre les infractions politiques et les infractions non politiques. Mais ce sentiment est-il ferme ? Est-il précis ? Nous ne le croyons pas : il se réduit à un respect instinctif pour des mobiles en général élevés, et à la considération qu'on témoigne à ceux qui poursuivent même aveuglément les buts que leurs croyances leur commandent d'atteindre. Bien plutôt qu'un sentiment nettement canalisé c'est une tendance vague. Et il est intéressant de le faire remarquer au début même de cette première partie : il sera donc impossible de dire d'après le seul sentiment populaire quels sont les délits politiques et ceux qui ne le sont pas.

Tout au moins pouvons-nous avoir une vague idée des tendances qui le guideraient dans sa distinction : Croit-on qu'il se guiderait sur le danger plus ou moins grand de telle ou telle infraction : Une guerre civile paraîtrait-elle moins grave qu'un assassinat isolé ? La panique engendrée par celle-là justifierait au contraire la plus sévère répression : on n'aime pas à avoir eu peur. On constate ici encore que le sentiment populaire se fonde sur un critère purement subjectif : serait politique non pas le délit dont l'effet serait politique ou dont le but même aurait été politique mais celui qu'auraient inspiré des mobiles politiques ; en gros ce sera « le délit auquel on aura été poussé par ses idées politiques ».

II

PLAN

Un pareil critérium ne peut pas constituer un point de départ juridiquement solide ? Où le trouver alors ? La législation française, nous l'avons vu, connaît notre distinction. Comment a-t-elle procédé ? Son étude positive fera l'objet d'un premier ordre de recherches.

La ligne générale établie lors de la confection ou de la révision du Code en 1832 a-t-elle été suivie par les Législateurs postérieurs ? N'y a-t-il pas au contraire quelque contradiction entre la conception du délit politique qui les a conduits à établir telle ou telle nouvelle mesure en sa faveur et le critère qui présidait encore à la reconnaissance de ces délits ? Ces comparaisons seront la matière de

toute une série de développements qui formeront un deuxième chapitre de cette partie.

Et si au cours de cette deuxième étude nous entrevoyons une conception générale de la législation au xix^e siècle, nous aurons enfin à comparer cette conception avec celle des rédacteurs du Code cette comparaison se faisant alors sur le terrain critique et à la lumière du Droit comparé.

CHAPITRE PRELIMINAIRE

LE LEGISLATEUR A-T-IL ATTRIBUÉ FORMELLEMENT LE CARACTÈRE POLITIQUE A CERTAINES INFRACTIONS ?

III

DES DÉFINITIONS « A PRIORI » DU DÉLIT POLITIQUE

Les ouvrages destinés aux Etudiants commencent par définir le Délit politique (Garraud, *Précis* N° 43, p. 90) ; entendons par là qu'ils indiquent quels caractères particuliers doit présenter une infraction pour qu'ils la qualifient de politique. Partant de cette définition, ils donnent quelques exemples de délits politiques : non pour étayer leur thèse, mais pour illustrer celle-ci et en montrer les conséquences (1).

Cette façon de procéder est fâcheuse. M. Garraud s'en rend si bien compte que, dans son *Traité*, c'est après

(1) De même, MM. Vidal et Magnol, dans leur *Cours de Droit criminel*, définissent tout d'abord le délit politique. Partant de cette définition, ils indiquent, d'une part quels sont les Délits politiques du Droit français, d'autre part quel est le domaine de cet ordre politique dont la violation caractérise, d'après eux, le délit politique (n° 76-3, page 104). Eux aussi donc, quoique moins visiblement précédent de cette méthode défectueuse car, voulant, comme nous le pensons, aboutir à une étude positive de notre droit pénal, ils commencent par donner une définition qui leur est personnelle

avoir démontré longuement la déficience du Législateur de quelque façon que l'on essaye d'avoir recours à lui, qu'il aboutit à cette conclusion : « C'est donc à la Doctrine qu'il appartient de déterminer, pour que l'Autorité Judiciaire ou Administrative en fasse l'application, la nature politique ou non politique d'une infraction » (Traité I, p. 266).

Cette conclusion n'est-elle pas un peu précipitée ? N'y a-t-il donc pas la moindre possibilité d'extraire de tous les textes portant Droit Pénal des éléments qui suffiront à déterminer le signe distinctif de l'infraction politique ?

Mais pour aborder pareille recherche il nous faut avoir l'assurance que certaines infractions, cataloguées dans le Code Pénal ou établies par la Législation postérieure, sont bien politiques, et étant donné le caractère positif de notre recherche, le *Législateur* devra les avoir reconnues comme telles pour que nous les retenions.

IV

LES PEINES CRIMINELLES — INDICES DE CRIMES POLITIQUES

I. — Lors de la révision du Code Pénal (1), en 1832, le souvenir de la Révolution de juillet, très proche encore, fit sentir vivement au Législateur la nécessité de

(1) Pareille préoccupation avait été tout à fait étrangère aux Rédacteurs du Code Pénal; on peut en donner comme exemple la discussion qui s'engagea au Conseil d'Etat (séance du 18 octobre 1808) au sujet de la peine qui devait réprimer le crime défini par l'article

distinguer parmi les peines criminelles celles qui s'appliqueraient aux crimes politiques de celles qui s'appliqueraient aux crimes de Droit commun, et, en effet, depuis la Loi de Révision du 28 avril 1832, une double échelle de peines criminelles : existe l'une d'elles comprend acclément la déportation dans une enceinte fortifiée, la déportation simple, la détention et le bannissement (1) : Ces peines ont été réservées à des crimes politiques (2) ; selon sa méthode habituelle le Législateur distinguait les caté-

108 du Code : le Projet prévoyait la peine de la déportation ; or, c'est par une pure préoccupation de dosimétrie pénale, qu'on y substitua la combinaison de peines plus rigoureuses : le maximum des travaux forcés à temps et la marque ; une comparaison avec la peine qui frappait le faux en écritures notariées fut la cause du changement. Berlier fit remarquer : « Celui qui contrefait la signature d'un ministre commet un crime qui paraît appeler une peine plus forte, parce qu'il compromet encore plus la paix publique ». Locré XXIX, page 365.

(1) Le caractère commun de toutes ces peines n'est pas la moindre infamie qui s'attache à elles : cette différence avec les autres peines criminelles non politiques tient au sentiment public en faveur pour les délinquants politiques beaucoup plus qu'à la façon même dont ils subissent leurs peines.

Ils résident bien plutôt en ce que, des buts différents, que la peine peut se proposer, plusieurs sont délibérément mis de côté par le Législateur. Leur organisation participe avant tout de la double nécessité de l'élimination et de la « General Prevenzion » ; l'amendement du condamné n'y est nullement recherché (on ne voit pas bien par exemple comment le bannissement pourrait y pourvoir) ; On ne s'est pas préoccupé non plus de la réadaptation du condamné à la vie normale lorsqu'il aura accompli sa peine.

(2) V. infra n° 88, ce que nous disons du bannissement — loi du 13 mai 1863.

gories d'infractions par des catégories différentes de peines (comp. art. 1 C. P.). L'existence de cette double échelle se manifeste par les dispositions des articles 56 et 463 C. P. : Ils empêchent de passer d'une échelle à l'autre par le procédé soit de l'aggravation, soit de l'abaissement de l'une des peines. L'élévation d'un degré, qu'en principe la récidive criminelle entraîne, sera appliquée respectivement dans l'une et l'autre échelle (1). De même la déclaration de circonstances atténuantes par le

(1) Une seule exception semble résulter de l'Al. 6 de l'article 56. A l'époque de sa rédaction, la peine de mort était applicable en matière politique; le second crime entraînant la déportation, devait donc l'entraîner et c'était une faveur du Législateur que la disposition de cet alinéa 6. L'abolition de la peine de mort en matière politique et le dédoublement consécutif de la peine de la déportation ont-elles changé la situation ? Lorsque le deuxième crime entraîne la peine de la déportation simple il est généralement admis que c'est la peine de la déportation dans une enceinte fortifiée, qui s'appliquera (Garraud Traité III — n° 1.025, page 289 ; Vidal et Magnol, n° 295). Mais lorsque le second crime entraîne déportation dans une enceinte fortifiée, faut-il admettre l'opinion de Garraud (cod. loc) qu'alors la lettre de l'article 56 emporte application de la peine des travaux forcés à perpétuité. MM. Vidal et Magnol remarquent avec raison que « ce qui était autrefois une faveur pour les condamnés politiques ne serait plus qu'une exception non justifiée à la séparation des échelles politiques et le Droit commun ». La déportation dans une enceinte fortifiée étant la peine politique la plus élevée ne peut être aggravée. Nous en voyons une autre preuve dans la constatation suivante : la séparation entre les échelles politiques et de Droit commun n'était pas parfaite en 1832 ; la peine de mort leur était commune et c'est par cet échelon commun que l'on a pu passer d'une peine toujours politique à une peine de Droit commun : l'aggravation, dans notre hypothèse, conduisait normalement à la peine de mort ; il n'y avait rien

Jury, qui entraîne pour la Cour l'obligation d'abaisser de un degré la peine prévue par la Loi et la faculté de l'abaisser de deux degrés, ne permet pas à la Cour d'appliquer une peine, qui, quoique d'un rang inférieur dans l'échelle générale de l'art. 7 C. P. n'est cependant pas considérée par le Législateur comme une peine politique (article 463 C. P.).

Nous voici donc certains que toute une série de crimes sont bien des crimes politiques : ce sont tous ceux que le Législateur punit de la Déportation dans une enceinte fortifiée ou simple, de la détention ou du bannissement (1).

V.

LA DÉGRADATION CIVIQUE NE RÉPRIME-T-ELLE

QUE DES CRIMES POLITIQUES ?

II. — Pourrons-nous dire la même chose de la dégradation civique ? Est-elle toujours indicative de la crimi-

de choquant à ce que par faveur on descendît à une peine de l'ordre non politique, puisque *la peine de mort appartenait aussi à cet ordre* ; pareille opération serait impossible aujourd'hui : la peine de mort n'est plus jamais applicable en matière politique. Les deux échelles n'ont plus aucun point commun. Le passage de la déportation à la peine des travaux forcés serait un non sens.

(1) En ce sens : Garraud, Traité I, n° 123, page 261 ; Faustin Hélie et J. Depeiges — Pratique criminelle n° 32 ; adde : C. P. annoté Dalloz (suppl. 1899), art. 75, n° 2489.

nalité politique ? Laborde (1) a soutenu le caractère politique de cette peine ; il tire sa conviction de l'article 56 C. P. ; cette opinion fut aussi incidemment celle de la Cour de Cassation dans l'affaire Durand (2) on peut tirer aussi argument de l'incident qui se produisit dans les circonstances suivantes : l'article 35 C. P., inspiré par la nécessité d'un effet expiatoire dans toute peine, permet au Juge d'accompagner d'une peine de prison la dégradation civique prononcée à titre principal. Cet emprisonnement est même obligatoire si le coupable est un étranger ou un français ayant perdu la qualité de Citoyen.

M. Gaillard de Kebertin avait proposé de substituer dans ce dernier cas le bannissement à la dégradation civique ; or cette mesure fut repoussée pour des raisons de politique criminelle, d'autres députés ayant fait remarquer avec raison que cette peine du bannissement serait encore moins dure pour un étranger que la peine de la prison. Ainsi c'était une peine certainement politique qui était substituée alors qu'*aucune circonstance politique de plus* ne motivait ce changement.

Cependant, si, pour des raisons, on peut conclure au caractère en général politique de cette peine, lorsqu'elle est principale, il est bien certain qu'elle est appelée à réprimer des délits où l'on chercherait vainement

(1) 2^e édition, n^o 245 ; dans le même sens : D. Supp. au Rép. Legisl. V^o Peine — n^o 54.

(2) Crim 3 février 1849, S. 1849-1-145.

un élément politique quelconque : par exemple dans l'art. 183 C. P.

Nous ne pourrions donc pas conclure du caractère politique de cette peine au caractère toujours politique des délits qu'elle réprime (1)

VI

LES CRIMES PUNIS DE LA PEINE DE MORT ET COMPRIS DANS LES 2 PREMIERS CHAPITRES DU LIVRE III SONT-ILS POLITIQUES ?

III. — La peine de mort fut abolie par l'article 5 de la Constitution du 4 novembre 1848. Mais à quel signe pourrait-on reconnaître un crime politique d'un crime de Droit commun ? Cette question ne fut pas tranchée et pourtant la nécessité d'une pareille déter-

(1) Mais ne devons-nous pas tirer une conclusion identique pour le bannissement et cela du fait de l'art. 229 C. P. ? Certes aucun élément politique ne colore l'infraction définie par l'article 228. Ne devrions-nous pas en conclure dès lors que le fait qu'une infraction est punie du bannissement ne suffit pas à nous assurer de son caractère politique ?

Il n'en est rien ; remarquons que tout le raisonnement que nous avons fait au sujet de la dégradation civique ne valait qu'au cas où elle était peine principale. C'est de la nature de la peine principale que nous pouvons en effet déduire le caractère de l'infraction. Or, dans notre hypothèse le bannissement n'est que l'aggravation d'une peine complémentaire. Pouvons-nous déduire de sa nature de peine criminelle que l'infraction de l'art. 228 est devenu un crime ? Non, de même nous ne pourrions déduire de sa nature de peine politique que la même infraction est politique.

mination avait été fort bien démontrée par Isambert : « Je demande s'il est possible de laisser à une Cour d'Assises cette détermination. Jusqu'à présent on n'a pas procédé ainsi et on n'a pas pu le faire. Lorsqu'en 1830 on a spécifié une catégorie de Délits politiques, immédiatement on a déclaré quels étaient les délits politiques.

Aujourd'hui vous créez une loi beaucoup plus difficile à appliquer, une loi qui abolit la peine de mort. Il y a des dispositions qui sont mixtes, et qui, par suite de l'examen que j'en ai fait, me mettraient dans la plus grande anxiété si j'avais à appliquer la loi ». Vivien fit repousser cette demande d'Isambert en déclarant : « L'Assemblée a décidé que *tous* les crimes politiques sans distinction ne seraient plus passibles de la peine de mort. Une loi interviendra qui dira quelle peine remplacera la peine de mort ». Si elle laissait le soin de déterminer le caractère du crime au Jury ce serait une délégation à lui donnée par la Loi. Or la loi du 8 juin 1850 s'est bornée à dire dans son article 1 : « *Dans tous les cas où la peine de mort est abolie par l'article 5 de la Constitution cette peine est remplacée.....* ». Et toute la longue discussion qui se poursuivit devant la Chambre porta sur l'organisation de cette nouvelle peine et jamais sur son domaine d'application.

Mais il faut d'abord remarquer que le Législateur s'est par la suite comporté comme si, en 1850, on avait modifié les textes qui, visant des crimes politiques, les punissaient de la peine de mort. Ainsi, lors de la modification de l'art. 463 en 1863 ; il résulte nettement, de

l'alinéa 4 de cet article, que les articles 96 et 97 C. P. prévoient la peine de la Déportation dans une enceinte fortifiée. Or, leur texte prononce toujours la peine de mort.

Ne pourrait-on pas aller plus loin et dire : « Lorsque la loi de 1848 est intervenue la loi du 8 octobre 1830 était encore en vigueur ; cette loi ne visait que les délits politiques ; c'était pour elle les délits qui étaient visés par certains chapitres, sections ou paragraphes du Code Pénal qu'elle énumérait. Ces chapitres ne doivent contenir que des infractions politiques ; la loi de 1830, s'occupant des seuls délits, n'a visé que ceux-ci, mais toutes les infractions, sans distinguer entre les crimes et les délits, que ces chapitres ou sections contiennent doivent être considérés comme politiques ».

La raison, que donne Molinier (1) du rejet de cette conception à savoir que la loi de 1830 ne vise *in terminis* que les Délits contenus dans ces chapitres nous paraît à elle seule peu déterminante. Ce qui nous conduit cependant à adopter sa solution, c'est la présence des art. 99 et 118 dans les chapitres 1 et 2 du Titre 1 du Livre III C. P. ; il vise le recel d'individus appartenant à des bandes armées poursuivant certains buts, et le punit des travaux forcés à temps. Ce crime est-il cependant un crime politique ? Nous ne pouvons maintenant préjuger de la question. Quant à l'article 118 qui prévoit la même peine, il vise certainement un crime de Droit Commun. Mais à ce point de notre étude par l'effet de

(1) Revue de D^{rt} Franç. et Etr. 1848, page

la méthode que nous avons adoptée — à savoir ne retenir comme politiques que les seules infractions que le Législateur a *manifestement* considérés comme telles — nous ne pouvons admettre ici que tous les crimes punis de la peine de mort, et prévus dans ces chapitres ou sections énumérés par la loi de 1830, sont des crimes politiques. La présence des articles 99 et 118 nous fait craindre que certains de ces crimes ne puissent être des crimes de Droit commun, puisque le Législateur en 1832 avait conservé à cette peine un caractère amphibologique.

VII

LES INFRACTIONS PRÉVUES PAR LA LOI DU 8 OCTOBRE 1830

IV. — La réforme du Code Pénal en 1832 n'a pas établi de peines correctionnelles de natures différentes pour réprimer les Délits Politiques et les Délits de Droit commun. L'emprisonnement et l'amende sont des peines aussi bien politiques que non politiques.

Mais la loi du 8 octobre 1830 avait établi la compétence dérogatoire de la Cour d'Assises relativement à certains délits politiques qu'elle énumérait. On a beaucoup discuté du caractère limitatif ou énonciatif de cette énumération contenue dans l'article 7 de la loi. Cette controverse ne nous intéresse pas à cette place ; ce qui est certain c'est que ces délits énumérés dans l'article 7 étaient tous politiques (1) ; le législateur les a tous con-

(1) V. infra, n° 81.

sidérés comme tels et l'abrogation de cette loi de compétence par le Décret du 25 février 1842 n'a pas été un désaveu du caractère politique de ces délits.

Et aux délits énumérés par l'article 7 de la loi de 1830, nous ajouterons ceux prévus par des lois postérieures attribuant compétence à la Cour d'Assises à raison de leur caractère politique : par exemple la loi du 7 juin 1848 sur les attroupements.

CHAPITRE PREMIER

QUEL EST LE SIGNE DISTINCTIF DES INFRACTIONS POLITIQUES DANS NOTRE DROIT POSITIF ?

VIII

OBJET DE CE CHAPITRE

Ce chapitre a pour but de rechercher quel est l'élément de caractère politique qui se trouve dans chacune des infractions, auxquelles nous avons reconnu la nature d'infractions politiques.

L'objet de cette recherche est double :

1° Quel est cet *élément* ?

Ce pourrait être soit l'effet de l'infraction, soit le but final du délinquant, soit ses mobiles immédiats ; ce pourrait être encore le risque couru c'est-à-dire l'effet que l'agent pouvait prévoir comme conséquence de son acte ou a même peut-être prévu sans que cet effet eût été voulu par lui (alors que cet effet d'ailleurs ne s'est pas produit).

2° Quand peut-on dire que cet élément a un *caractère politique* ?

Sera-ce lorsque il a trait aux principes constitutifs des Gouvernements et à leurs relations avec les citoyens et avec les autres Etats ?

Ainsi nous allons, pour chaque infraction que nous avons considérés comme politique, nous demander d'une part, si le Législateur, pour la classer comme telle, a considéré le but final de l'agent, ou ses mobiles, ou l'effet qu'il a atteint ou a tenté d'atteindre (dans la mesure ou la tentative en sera punissable) ; et d'autre part ce qui fonde le caractère politique de cet effet ou de cette intention.

Cette recherche terminée une contre épreuve s'imposera : cet élément politique ne se retrouve-t-il pas identique dans quelque autre infraction pourtant considérée comme délit de droit commun ?

Section I. — Etude de certaines infractions politiques.

IX

LA TRAHISON PAR CORRESPONDANCE

L'article 78 C. P. punit de la détention la correspondance avec les sujets d'une puissance ennemie lorsqu'elle a eu pour résultat de fournir à cette puissance des instructions nuisibles à la situation militaire ou politique de la France ou de ses Alliés. Il prévoit donc un crime politique.

La question de savoir si ce crime est ou non intentionnel ne nous importe pas : en effet, si le crime est inintentionnel, solution que le texte semble imposer, il est alors impossible de ne pas soutenir que le caractère politique de ce crime provient du caractère politique de ses effets : tous éléments subjectifs sont sans intérêt en

effet. Admettons au contraire avec la majorité des auteurs que ce crime est intentionnel : l'élément intentionnel consiste alors dans la prévision par le criminel que l'ennemi pourra tirer de sa correspondance des renseignements militaires ou politiques sur la situation de la France. Dans quel but correspondait-il ? Cela importe peu. Comme le dit M. Garçon (1) cette disposition du Code Pénal paraît surtout viser les correspondances commerciales interdites par le Blocus Continental. Il n'est donc pas nécessaire que le criminel ait poursuivi un but politique, ni même que ses mobiles aient été tels. Le crime ne tire sa qualité politique que de la nature de ses effets. Ainsi donc le crime de l'article 78 est politique *parce que ses effets sont politiques*. Comme il s'agit d'une guerre internationale c'est l'*intégrité territoriale* et peut être même la *Souveraineté* de la France qui risquent d'être atteintes par ce crime.

X

LA TRAHISON PAR LIVRAISON DE PLANS

Des deux articles 81 et 82 C. P. ressort le caractère politique de toutes les infractions qu'ils définissent. Seules les différences extérieures existent entre elles, que le Code Pénal, par une casuistique qui lui est chère, traduit en différences de gravité dans les peines correspondantes.

(1) C. P. annoté, art. 78, n° 1.

L'objet de ces diverses infractions, leur substratum commun, est nettement exprimé ; il consiste en la livraison de plans de fortifications, arsenaux, ports ou rades. Les différences proviennent alors soit du moyen grâce auquel l'agent s'est trouvé en possession des dits plans (il en est le dépositaire public — il les a soustraits par corruption, fraude ou violence — ou bien ils sont entre ses mains sans l'emploi préalable de ces divers moyens), soit de la qualité alliée ou ennemie de la puissance réceptrice.

Mais dans quel but ou pour quelles raisons l'infracteur livre-t-il ces plans ? Le Code Pénal ne s'en préoccupe pas. Le crime doit avoir été accompli sciemment : en cela consiste l'élément intentionnel du délit. Son caractère politique ne peut donc provenir que *du caractère politique des effets* ; et celui-ci réside, au fond, en une atteinte éventuelle à l'*intégrité territoriale* ou à l'*indépendance de la France*.

XI

LES ACTES DANGEREUX POUR LA PAIX INTERNATIONALE

Les crimes prévus et définis par les articles 84 et 85 C. P. sont des crimes politiques. Or ce n'est manifestement ni l'intention ni les mobiles de leurs auteurs qui permettent de leur appliquer pareille qualification : la nature de l'intention ou des mobiles est en effet si peu intéressante, que même d'excellents auteurs ont soutenu qu'il fallait considérer ces crimes comme des crimes

inintentionnels (1). Sans aller jusque là il faut au moins reconnaître avec la Jurisprudence que le but des inculpés peut être quelconque. Ce n'était assurément pas une pensée politique qui animait les envahisseurs d'un poste de douane sarde qui avait confisqué un tonneau de vin introduit par contrebande de France en Sardaigne (2).

Et Dupin dans ses conclusions lors de l'affaire Jauge (3) pouvait dire : L'article 84 s'applique en cas de contrebande à main armée, d'abigeat, d'enlèvement de troupeaux ; si les pasteurs des Pyrénées, franchissant la frontière enlevaient par la force des bestiaux ». Et nous ajouterons qu'il en sera ainsi quelque que soit le mobile de ces pasteurs ou de ces contrebandiers : Ce ne sera pas nécessairement une pensée étroitement patriotique qui les poussera à agir en territoires étrangers, mais la ferme conviction que des malfaiteurs abrités derrière

(1) Garçon, C. P. annoté, art. 84, n° 21. Garraud, Traité III, n° 1164. — Fabreguettes, II, page 807. Un arrêt de la Cour de Douai (Chambre d'accus., 15 mai 1873 — Af. « La vraie France », S. 74-2-152) a cependant statué en sens contraire : le Journal, *La Vraie France* avait ouvert une souscription en faveur de l'insurrection Carliste. Ce fait était de nature à susciter des difficultés aux sujets français résidant en Espagne. La Cour de Douai jugea la poursuite impossible les éléments du crime de l'art. 85 n'étant pas réunis « Attendu qu'il n'y a pas de présomption suffisante que dans les écrits dont il s'agit soit entrée la pensée des représailles auxquelles par suite de leur publication, les français pouvaient être exposés ».

(2) Affaire Cayen, Grenoble, 25 avril 1831, D. Rép. V° Cr. contre l'Etat, n° 74, note 1.

(3) Crim., 28 novembre 1834, D. Rep. V° Cr. contre l'Etat, n° 28 ; S. 34, 1, 822.

une frontière d'Etat sont plus difficilement poursuivis (1).

Plus significative encore est l'affaire Arnould (2). Celui-ci, courtier de bourse, avait envoyé de Pagny à Paris, à l'Agence Fournier, à plusieurs journaux, au Syndic des Agents de Change, à diverses Maisons de Banque, des Dépêches annonçant de prétendus incidents de frontière (Meurtre d'un officier français...) *dans le but de faire baisser la Bourse*. Il fut condamné sur la base de l'article 84, ainsi donc comme *coupable d'un crime politique*, par la Cour d'Assises de Meurthe-et-Moselle.

C'est donc bien leur *effet politique* qui rend crimes politiques les infractions définies par les articles 84 et 85 C. P. Et cet effet est, à bien considérer, *le risque des complications internationales pour la France*.

XII

ATTENTAT CONTRE LA FORME DU GOUVERNEMENT

* L'analyse de l'article 87 C. P. ne nous apportera pas un grand appoint. Comme le dit M. Garçon (3), ce crime est politique à tous les points de vue. Encore peut-on prévoir des hypothèses où l'article 87 serait applicable

(1) V. par exemple l'affaire Cabane (Crim. 10 août 1838, B. cr. n° 275) il s'agissait d'une association de malfaiteurs formée en France pour attaquer les personnes et les propriétés espagnoles. La Cour y trouva les éléments du crime de l'article 85 C. P.

(2) Rapportée par Fabreguettes, II, p. 805, note 1.

(3) C. P. annoté art. 87, n° 40.

malgré le défaut de toute intention politique chez leurs auteurs : le changement de Gouvernement, l'excitation à la guerre civile ne serait pas le but final des auteurs, mais le moyen leur permettant, à la faveur du désordre, des pillages plus fructueux et sûrement impunis. Ces hypothèses ne sont pas théoriques : il ne serait pas impossible d'en trouver des exemples aux Etats-Unis ou certaines sanglantes journées d'élections ont été « montées » par quelque puissante firme de bandits.

Dans l'affaire Fogal, la Cour de Cassation a pu affirmer implicitement que la circonstance de but non politique n'était pas nécessaire à l'existence du complot prévu par l'article 87 C. P. — Il s'agissait de colons français qui, mécontents des hauts fonctionnaires envoyés en Guyane par le Gouvernement français, avaient formé un complot pour les chasser. La Cour d'Assises de la Guyane avait cru pouvoir les acquitter « le complot ne s'appliquant pas à la destruction du Gouvernement de la République ». La Chambre criminelle cassa cet arrêt (1) la Cour ayant violé en ne les appliquant pas les articles 87 et 89 C. P. colonial ». Et nous pensons que la Chambre criminelle a bien jugé : cette révolte des colons français contre les fonctionnaires de la Métropole créait le danger très réel d'un soulèvement des indigènes profitant de ces dissensions entre leurs conquérants, et l'intégrité territoriale de l'Empire français risquait d'être atteinte.

(1) 1^{er} février 1849, D. 1849, I, 125.

XIII

LE COMLOT

L'analyse des crimes prévus par les alinéas 1 et 2 de l'article 89 C. P. ne nous donnera rien de plus. Le complot réside dans la résolution d'agir concertée et arrêtée entre 2 ou plusieurs personnes. Ce qui fait son caractère politique, ce n'est pas nécessairement l'intention politique de l'agent. Elle n'est pas plus définie, que pour le crime de l'article 87 et la seule raison d'être de l'article 89 est d'incriminer le complot qu'aucun acte d'exécution ne peut permettre de poursuivre sous la qualification d'attentat. Le caractère politique du complot dérive de l'objet de la résolution ; il naît du *danger politique* qu'il présente. De même que pour l'art. 87 C. P., on ne doit pas parler du but nécessairement politique des conspirateurs (1). L'attentat peut n'être pour eux qu'un moyen.

La proposition faite et non agréée de former un complot ne comporte pas non plus comme élément constitutif une intention politique définie. Le délit de l'article 89 alinéa 4 ne tire sa nature politique (2) que de celle du danger que ce délit fait courir.

(1) Contra. Le Comte, p. 71.

(2) Ce délit doit en effet être considéré comme politique, puisque dans l'énumération de la loi du 8 octobre 1830,

XIV

L'EXCITATION A LA GUERRE CIVILE

L'excitation à la Guerre Civile, attentat prévu par l'art. 91 C. P. est un crime politique. Ce caractère tient-il à l'intention de l'agent ? M. Garraud répond affirmativement (1) : « Ce crime est politique par son but, comme par les moyens employés » dit-il. Cette opinion est combattue par Blanche (2) et par M. Garçon (3). La guerre civile est pour eux la guerre entre « les enfants de la même patrie », quelques soient les raisons qui l'animent. La condition de généralité de la lutte, corollaire de la théorie de M. Garraud — il ne considère en effet comme guerre civile que la mise en œuvre de la force destinée à remplacer le règlement pacifique et constitutionnel des différents politiques ou sociaux — est repoussée par ces auteurs et M. Garçon donne comme exemple d'attentat le cas de lutte armée aux abords d'un chantier entre grévistes et non-grévistes.

Nous nous rallierons à l'opinion de M. Garçon : le texte de l'art. 91 C. P. n'impose aucune discussion à faire. Le but final des excitateurs n'est pas pris en considération. C'est le *danger politique de l'attentat* qui en fait la nature. Ce danger est double : A l'extérieur, l'état

(1) Traité III, n° 1219, dans le même sens, C. P. annoté Dalloz, article 91, n° 4.

(2) II, n° 500.

(3) C. P. annoté, art. 78 C. P., n° 36.

divisé de la France peut susciter à un peuple étranger la pensée d'une attaque plus sûre ; d'où, au fond, crainte d'une atteinte à la souveraineté ou à l'intégrité territoriale de la France, à l'intérieur : la guerre civile peut aboutir à un changement de gouvernement, même à une transformation radicale dans les conditions de la vie politique en France, dans la participation à celle-ci des diverses classes de citoyens.

Et nous sommes fortifiés dans notre croyance par la présence dans le même article 91 C. P. d'un deuxième attentat pour l'existence duquel certainement et de l'aveu de tous, une intention politique n'est pas nécessaire. C'est une forme de jacquerie que prévoit cet article en punissant le fait de « porter la dévastation, le massacre et le pillage dans une ou plusieurs communes ». Son caractère local n'est pas nécessairement exclusif de toute intention politique. La jacquerie peut être un efficace moyen de pression sur le Gouvernement, mais ce moyen peut servir à tout autre but : le crime n'en restera pas moins politique. C'est l'opinion de M. Garçon (1) : « on doit tenir pour certain que ces attentats sont politiques *de leur nature et objectivement* ». La Cour de Cassation n'a jamais eu l'occasion de se prononcer formellement dans la controverse, ce qu'elle aurait dû faire si un pourvoi avait été formé contre quelque arrêt repoussant l'application de 91 C. P. pour la raison que l'intention politique des auteurs n'était pas démontrée. Mais elle a eu à diverses reprises l'occasion d'affirmer le caractère

(1) Loc Cit, n° 41.

politique des crimes prévus par l'art. 91 C. P. (1). Et lorsqu'elle eut à trancher des éléments constitutifs de ces attentats, elle n'exprima jamais la nécessité d'une intention politique chez leurs auteurs.

XV

ENTRAVES A LA LEVÉE DES GENS DE GUERRE

L'effet politique du crime prévu par l'article 94 C. P. alinéa 1 est certain : l'entrave mise à la « levée régulière des gens de guerre » peut avoir un inconvénient au cas de guerre civile, comme au cas de guerre étrangère. Quant au but politique de leur auteur, ici encore il ne semble pas être un élément nécessaire à l'existence du crime.

XVI

LES BANDES ARMÉES

Ce sont des crimes politiques que définissent l'art. 96 C. P. et l'article 97. C'est la solution formellement quoique implicitement admise par le Législateur en 1863. De l'alinéa 4 de l'art. 463 C. P. il ressort bien, en effet, que c'est la déportation dans une enceinte fortifiée qui leur est applicable. Cette conséquence est maintenant admise (2).

(1) Crim., 14 août 1873, Af. Abdelkader el Ouarani, B. Cr., n° 231. Crim., 5 avril 1884, af. Hua Xiem, B. cr. n° 130.

(2) Garçon, C. P. annoté, art. 96, n° 12. Garraud, Traité III n° 1230, page 595, texte et note 15.

Les articles 96, 97 et 98 répriment l'organisation des bandes armées. La pénalité varie selon divers critères qui combinés par le Législateur ont été encore pour lui l'occasion d'une savante casuistique : il distingue selon que l'inculpé était un commandant ou un subalterne, selon qu'il a été ou non saisi sur les lieux. Mais trois éléments leur sont communs : il faut 1° que la bande ait été organisée ; 2° qu'elle ait été armée ; 3° qu'elle ait poursuivi certains *buts* déterminés et énumérés par l'alinéa 1 de l'article 96 C. P. : envahissement de propriétés appartenant à l'Etat ; pillage ou partage des Propriétés Publiques ou Nationales ou encore protection de ceux qui poursuivent de pareils buts.

XVII

SUITE — BANDE ARMÉE ET ASSOCIATION DE MALFAITEURS

L'article 265 C. P. prévoit et l'article 266 réprime l'association de malfaiteurs contre les personnes ou les propriétés ; ces Associations peuvent affecter la forme de bandes armées et organisées. C'est donc leur but qui les différencie de celles dont les membres sont des criminels politiques pour le Législateur.

Mais cette différence est-elle la seule à rendre nécessaire une distinction entre le crime politique de l'art. 96 et le crime de droit commun de l'article 265 ? On conçoit d'abord assez difficilement qu'une différence puisse exister entre eux sur le terrain *effet* ou *danger* politique. L'un et l'autre entretiennent cet état d'anarchie et de terreur favorables à une invasion étrangère ou

à la propagation d'une guerre civile. Et cependant sur ce terrain une différence doit être relevée et elle provient de la différence dans l'état d'esprit des Membres de bandes armées et des malfaiteurs vulgaires organisés. L'existence des bandes à but politique sera bien plus dangereuse que la simple présence de voleurs de grands chemins : celles-ci apparaîtra comme le signe d'une lassitude générale dans la Nation, et d'un relâchement dans la répression des crimes. Elle ne manifestera pas, comme la première, de profondes divergences sociales ou politiques. Or, n'est-ce pas celles-ci qui entretiennent les dissensions politiques, attisent les convoitises sociales et attirant les impérialismes étrangers ?

Si cette considération d'un plus grand danger politique a déterminé cette dualité de dispositions, bien que ce plus grand danger ne puisse s'expliquer que par le but politique des auteurs du crime de l'article 96, le Législateur n'a pas parlé de ce but politique. Les criminels devaient avoir certains buts déterminés par l'alinéa 1 de l'article 96 — on peut constater que ce ne sont que des moyens. Du but final le législateur ne parle pas, il *présume l'intention politique* lorsqu'un de ces buts est visé, mais ne la rend pas nécessaire formellement (1).

(1) Aussi ne faut-il pas prétendre qu'un des éléments constitutifs du crime de l'article 96 est le but politique de ses auteurs. V. cependant : Fabreguettes, II, page 756.

Et il est inexact de dire que la Cour de Cassation exige cet élément. V. cependant : Petit Code Pénal Carpentier sous l'article 96 C. P. qui cite en son sens l'arrêt Desoyer du 23 janvier 1873 (B. cr. n° 21). Or la Cour a exigé la constatation non pas du but politique des inculpés, mais de l'un des buts énumérés à l'article 96. alinéa I. C. P.

XVIII

SUITE — CAS DE COMPLICITÉ PRÉVUS SPÉCIALEMENT

Le second alinéa de l'article 96 énumère précisément plusieurs cas de complicité du crime défini au paragraphe 1. L'assimilation des Directeurs, recruteurs et organisateurs, aux chefs de bande ne donne pas lieu à de nouvelles remarques sur ce qui fait le caractère politique de leur acte.

Le second cas de complicité est constitué par l'approvisionnement d'une bande armée, en armes, munitions ou subsistances. En quoi réside l'élément intentionnel de ce crime ? Les fournisseurs doivent avoir agi « sciemment et volontairement », c'est-à-dire en connaissance du but poursuivi par les bandes et sans contrainte, non pas sous la pression d'une réquisition. Est-ce qu'on déclare par là nécessaire l'intention politique de l'agent ? Non. Il pourra avoir agi pour la seule satisfaction d'intérêts égoïstes : esprit de lucre par exemple.

De même enfin les intelligences avec les bandes armées pourraient consister en des renseignements sur la situation et l'importance numérique des troupes envoyées contre ces bandes et la livraison de ces renseignements pourrait avoir été obtenue à prix d'argent, sans que l'espion eût nécessairement la moindre sympathie pour le but politique ou social poursuivi par la bande.

Ainsi, bien que tous ces crimes soient de nature politique, il n'est pas nécessaire que l'intention de leurs auteurs soit telle. Leur qualification s'explique par le concours qu'ils apportent à ces bandes spéciales : il augmente le danger créé par elles.

XIX

LES INFRACTIONS ÉLECTORALES DU CODE PÉNAL

Les diverses infractions électorales prévues par les articles 109 et 113 C. P. sont des délits politiques (1). D'où vient ce caractère ? Quelque soit le délit nous remarquons qu'il aboutit à fausser le principe fondamental du vote en France : chaque citoyen doit disposer d'une voix ; il peut en faire l'usage qu'il lui plaît à condition d'exercer personnellement son droit de vote. L'effet politique du délit est donc certain. L'intention politique de l'agent l'est moins et il est par exemple difficile d'imaginer qu'elle guide celui qui vend son suffrage (2).

XX

LES ATTENTATS A LA LIBERTÉ INDIVIDUELLE

Les infractions définies par les articles 114 et 115 C. P. sont politiques. Pour l'acte attentatoire aux droits civils des citoyens ou à la charte on peut admettre que ce caractère dérive de son effet politique indépendamment de la qualité ou de l'intention de l'agent. Mais il est assez

(1) En ce sens : Civ., 11 avril 1881 (Ferrand et Cervetti) D. 1881-I-271 : « attendu que les délits de fraude en matière électorale portant atteinte à l'exercice d'un droit civique ont le caractère de délit politique ».

Adde : Crim., 30 décembre 1871 (Pieri) D. 71-I-367 (motifs).

(2) Aussi cette solution du droit français est-elle repoussée par les législations étrangères. Le Code Pénal Norvégien de 1902 présume que la vente du suffrage est un délit de droit commun (ou du moins ce qui correspond chez nous à un délit de droit commun) : V. art. 106.

surprenant à première vue de vouloir expliquer de la même façon le caractère politique de l'acte attentatoire à la liberté individuelle visé par la première partie de cet article 114 C. P., et au contraire le caractère non politique de l'arrestation ou de la séquestration illégale visée par l'article 341 du même Code. Veut-on voir le signe et la raison de la distinction dans la qualité différente de l'agent : fonctionnaire public dans le premier cas, individu quelconque dans le deuxième ? Cette distinction serait peut-être un peu puérile, et surtout ne justifierait pas une différence sur le plan de notre distinction en crimes politiques et non politiques. Aussi certains auteurs vont-ils jusqu'à dire que l'article 341 atteint tous ceux qui commettent une arrestation arbitraire alors mêmes qu'ils seraient fonctionnaires publics. On ne peut d'après Blanche (1) aller contre la généralité des termes de l'article 341 C. P. Cette opinion nous semble cependant devoir être rejetée : l'article 114 vise un cas particulier qui précisément déroge à la disposition générale de l'article 341. D'autre part Faure a déclaré à propos des articles 341 et suivants : « Il ne s'agit pas ici des arrestations illégales commises par des fonctionnaires publics ; Cette matière est traitée par le Titre 1^o du Livre III » (2). Indépendamment de l'inexactitude actuelle de la formule de Faure, on ne peut cependant disconvenir que de cette opinion, qui n'est pas celle d'un législateur quelconque mais de l'orateur du Gouvernement

(1) V. n^o 237.

(2) Locré, XXX. Page 481.

chargé de l'exposé des motifs, on peut déduire la volonté chez les rédacteurs du Code, de donner à l'article 114 un domaine d'application propre sur lequel l'article 341 ne peut pas empiéter.

XXI

SUITE — JURISPRUDENCE

Et la Cour de Cassation qui s'était ralliée un temps à l'opinion admise par Blanche (1) ne tarda pas à la répudier (2).

Approuvée par les meilleurs auteurs, elle voit aujourd'hui le signe de la distinction dans l'intention de l'auteur : le fonctionnaire public sera poursuivi sur la base de l'article 114 ou de l'article 341 selon qu'il aura agi dans l'exercice de ses fonctions et par abus de l'autorité qui lui aura été déléguée ou pour la satisfaction de ses intérêts personnels (3).

Etant donné ce critérium, comment expliquer alors que dans le premier cas l'agent soit coupable d'un crime politique et non dans le deuxième. Peut-on parler d'*effet politique* du premier délit lorsqu'on a l'exemple de l'affaire Bouis (4) : Des agents de police furent reconnus coupables du crime de l'article 114 C. P. pour avoir pénétré dans une chambre d'une maison de tolérance où

(1) Affaire Gissy et Vouthron, 25 mai 1832, S. 1832, I, 511.

(2) Affaire Roger, 4 décembre 1862, S. 1863, I, 51.

(3) Cass. Affaire Roger précitée. En ce sens : Garraud, III, n° 1271.

(4) Cass. 23 juin 1892, D. 1893, I, 297.

ils pensaient que le sieur Bouis se livrait à des « actes immoraux » sur la personne d'un jeune arabe. Peut-on découvrir le moindre élément politique dans cette affaire ? Nous en doutons.

Aussi pensons-nous que la jurisprudence pour l'établissement de son critérium n'a pas été guidée par des préoccupations purement juridiques. Elle a cédé bien plutôt à ses sentiments : pouvait-elle vraiment, lorsque l'agent avait cru faire son devoir et avait agi par excès de zèle, le condamner aux travaux forcés à temps ?

Malgré ce louable souci d'équité, les Rédacteurs du Code Pénal seraient certainement étonnés de cette jurisprudence. Il ne nous paraît pas douteux que ce qu'ils ont voulu viser par l'article 114 ce sont les actes attentatoires à la liberté individuelle accomplis dans un but politique. Tel serait aujourd'hui le cas de l'arrestation illégale d'un manifestant parce qu'il est communiste.

XXII

LES COALITIONS DE FONCTIONNAIRES

Sont des infractions politiques les coalitions de fonctionnaires prévues par les articles 123 et suivants du Code Pénal, qui visent les dépositaires d'une partie de l'autorité publique. La loi ne concerne pas seulement les coalisés dont le but est politique (ce pourrait être par exemple une entente destinée à obtenir un relèvement de traitements) ; mais étant dépositaires de l'autorité publique toute coalition de leur part crée un *danger politique* car elle entraîne au sein de l'Etat un déséquilibre de

pouvoir. Et la sauvegarde de l'ordre politique risque encore plus de disparaître si le concert se produit entre autorités civiles et militaires (article 124 alinéa 2).

XXIII

LES DÉMISSIONS DES MEMBRES DE COURS DE JUSTICE

L'article 126, comme tous ceux de la même section s'explique historiquement : c'est à un réel danger politique que les rédacteurs du Code Pénal ont voulu pallier : Ils ont entendu éviter ces démissions en masse des Cours de Justice qui avaient si fréquemment ébranlé l'ancienne monarchie. Les membres des Cours souveraines démissionnaient dans l'ancien régime pour des motifs politiques et l'effet de leur acte était politique aussi. Le Code Pénal a supposé que leur but serait tel encore, et il ne l'a pas énoncé formellement. Le danger politique existe dès qu'à été délibérée cette démission en masse et c'est la délibération même qui est frappée par l'article 126.

XXIV

LES INFRACTIONS COMMISES PAR LES MINISTRES DU CULTE SOUS L'EMPIRE DU CODE PÉNAL

Le caractère politique des infractions commises par les Ministres du Culte (1) que visaient les articles 201 à

(1) Ce caractère résulte tant de la peine réprimant certaines de ces infractions que du fait qu'ils étaient visés par la loi du 3 octobre 1830.

La Cour de Toulouse notamment a reconnu que l'art. 201 C. P. visait un délit essentiellement politique, 29 avril 1882 (Cros) S. 1884, 2, 145.

203 et 208 C. P. — quoiqu'elles aient été abrogées par l'article 44 de la Loi du 9 décembre 1905 est cependant intéressant à analyser. Or ce qui se retrouvait toujours dans une quelconque de ces infractions, c'était *l'effet de danger politique* : dans la critique des actes gouvernementaux, formulée en chaire ; dans des excitations fanatiques à la rébellion (et ici les rédacteurs ne pouvaient pas ne pas songer au rôle politique des Prêtres de la Vendée pendant la Révolution de 1789 et à la résistance des Prêtres non assermentés sous la Constituante). Il n'est pas douteux qu'en de telles occasions, les Ministres du Culte soient toujours guidés par un but politique. Mais celui-ci n'était pas prévu comme élément constitutif. Et même l'article 207 définissait un délit inintentionnel : son texte imposait cette solution admise d'ailleurs par la doctrine (1).

XXV

SUITE — JURISPRUDENCE

Cette inutilité du but politique poursuivi par le Ministre des cultes fut affirmée avec force par la Cour de Rennes dans l'affaire de l'abbé Delafosse (2).

Il s'agissait des discours, prononcés en Chaire, renfermant des critiques violentes de la loi scolaire du 28 mars 1892. L'Ecole neutre y était dénoncée comme « le principal engin de guerre mis en œuvre par l'enfer et ses sup-

(1) Garçon, C. P. annoté, art. 207, n° 13.

(2) Rennes, 11 août 1892, D. 1892, 2, 590.

pôts ». La Cour n'a pas admis le procédé de défense de l'abbé Delafosse affirmant « qu'il n'avait jamais eu l'intention d'attaquer les lois ou le Gouvernement, que son *unique but* avait été d'éclairer les familles sur le genre d'éducation préférable pour leurs enfants ». La Cour a cependant retenu la qualification de l'article 201 ; il ne pouvait appartenir au prévenu d'être à lui seul l'appré-
ciateur du caractère réel et de la portée de ses discours. Ainsi l'Abbé même s'il ne *l'avait pas recherché*, aurait pu susciter (1) chez ses auditeurs des pensées de critique contre le Gouvernement et ses actes. Ce *danger politique suffisait*. Et la Cour de Cassation n'a jamais repoussé l'application de l'article 201 C. P. pour la raison que le but politique de l'inculpé n'était pas démontré. Elle n'a jamais dans la recherche des éléments du délit fait allusion à la nécessité d'un but politique chez l'agent (2).

Quoique moins exprès on peut citer dans le même sens l'arrêt de la Cour de Lyon du 7 août 1884 (3). L'inculpé prétendait n'avoir pas voulu critiquer la loi sur l'enseignement en traitant les écoles laïques de « chiennes d'écoles » mais la direction de l'école laïque de sa commune. L'arrêt le condamne néanmoins, car il trouve dans la généralité des expressions de l'abbé la critique de la loi elle-même, acte du Gouvernement. Que l'abbé

(1) En fait il était même constaté que les discours avaient produit un effet contraire à celui que l'abbé pouvait en attendre.

(2) Cr., 26 juin 1903, D. 1903-1-332 ; cr. 24 nov. 1905.
D. 1906, 1, 304. Rapp. Rennes, 6 mai 1903 (Affaire Lemaire)
D. 1903-2-160.

(3) Aff. abbé Morel, Gaz. Pal. 1885-1-136.

ait dépassé sa pensée, cela n'a pas d'importance — tous les éléments du délit sont réunis, dit la Cour.

Aussi stricte est l'application de l'article 201 C. P. par la Cour d'Amiens lorsqu'elle dit « La volonté formelle du Législateur est de soustraire le Gouvernement, les lois, les décrets et tous les autres actes de l'autorité publique à des critiques et censures se produisant dans un discours prononcé en Assemblée publique par un ministre des Cultes alors qu'il exerce son ministère ; que la réunion de ces circonstances imprime à ces critiques, censures un caractère délictueux, quels que puissent en être le motif, la valeur et le but » (1).

XXVI

ASSOCIATIONS ILLICITES

Il est enfin permis de penser que si la loi du 8 octobre 1830 considérait comme politiques les délits d'association ou de réunions illicites (art. 291 et 293 C. P.), cette qualification tenait au *danger politique* qu'elles pouvaient faire courir : le Gouvernement pouvait être obligé de compter un jour ou l'autre avec une multitude de petits noyaux inconnus de lui. Ceci résulte de l'indifférence de l'objet de l'association et de son but.

XXVII

LES ATTROUPEMENTS

La loi du 7 juin 1848 réprime certains attroupements

(1) (Amiens 19 nov. 1881, Gaz Pal. 1882-1-179.

formés sur la voie publique — suivant certaines circonstances les membres se seront rendus coupables d'un crime ou d'un délit. — Or, l'article 10 de cette loi, abrogé depuis, stipulait « les poursuites pour crimes ou délits d'attroupements seront portés devant la Cour d'Assises ». C'était une sorte de complément apporté à l'article 7 de la loi du 8 octobre 1830. Les *délits* d'attroupements étaient donc politiques et cette qualification ne leur a pas été enlevée par l'abrogation d'une loi de compétence (1). Quant aux crimes d'attroupements, la compétence normale de la Cour d'assises ne peut nous permettre une pareille conclusion et leur caractère politique ou non se déduira de la nature correspondante de leur peine. Les attroupements ont été prévus parce qu'ils sont en général soit la préparation, soit le premier acte de la sédition. Est-ce à dire qu'il faut comme élément constitutif y découvrir un caractère séditieux ? M. Garraud (2) l'affirme mais les arrêts qu'il cite en son sens ne le disent pas : l'arrêt de la Cour de Cassation du 24 novembre 1899 (D. 1900 — 1 — 447) se contente d'exiger que l'attroupement

(1) Les circonstances qui ont provoqué cette loi imposent aussi cette qualification politique : il y avait une multiplication étonnante de manifestations tumultueuses accompagnées le plus souvent de cris séditieux, de provocations de menaces d'attaque contre la Société ou de changements dans la forme du Gouvernement. On en était aux premiers âges de la République. La loi de 1848 allait lui permettre « de grandir par l'ordre » disait le Ministre de l'Intérieur à la Séance du 5 juin (Moniteur du 6 ; P. 1272).

(2) Traité III, n° 1236. Texte et note 27. Dans le même sens ; note du D. 1848-4-105, col. 3.

ait apporté un trouble à la tranquillité publique (1). Et l'opinion de la Cour nous semble préférable à celle de M. Garraud : nous tirons notre conviction d'un incident de rédaction de la Loi : Un amendement de Jules Favre substituait dans l'article 1 aux mots « qui pourrait troubler la tranquillité publique », l'expression : « qui aurait un caractère séditieux ». Il fut repoussé sur cette observation qu'il ne fallait pas attendre que l'attroupement eût pris ce caractère séditieux pour le disperser (2).

Ainsi donc c'est une présomption d'atteinte à l'ordre politique qui dicte la solution de la loi. Et la lecture de l'article 4 nous conduit à cette remarque que *tout attroupement est délit politique jusqu'à l'usage des armes*. Son al. 6 surtout est révélateur de cette conception du législateur.

Ainsi les délits d'attroupement sont politiques parce qu'ils sont présumés avoir un but, et par suite un effet politiques. Cette présomption ne peut tomber que devant

(1) Au contraire c'est bien l'opinion de M. Garraud que l'on peut trouver exprimée dans un jugement du Tribunal Correctionnel de Chateaudun, du 22 mars 1851. Affaire Brière (D. 1851-3-45). Ce jugement a refusé de considérer comme ayant un but politique l'attroupement où ne furent poussés que quelques cris isolés. Et le jugement tire sa conviction de la disposition de la loi du 1^{er} avril 1831 qui maintenait la compétence des « Tribunaux correctionnels excepté dans le cas où l'attroupement aurait un caractère politique ». Le Tribunal commet à notre sens une pétition de principe : Tout attroupement a en effet été présumé politique par le Législateur de 1848 — son apparence séditieuse résulte de sa seule existence.

(2) Moniteur du 8, page 1291.

l'usage de leurs armes par les attroupés (1). Ne peut-on pas l'expliquer par le risque de la lésion *des intérêts privés* ? Cette solution cadrerait avec celle à laquelle nous conduira l'étude de la loi de 1834 sur la détention des armes de guerre.

XXVIII

LA PROVOCATION A L'ATTROUPEMENT

L'article 6 de la loi du 7 juin 1848 vise la provocation à l'attroupement.

Ce délit *politique*, actuellement de la compétence des Tribunaux correctionnels, n'a pas été abrogé par la loi de 1891 sur la Presse. Cette solution est admise par les auteurs (2) et la Jurisprudence (3).

XXIX

LES DÉTENTIONS D'ARMES

La loi du 24 mai 1834 dite « sur les détenteurs d'armes et de munitions de guerre » a pour objet outre l'incrimination de certains ports d'armes prohibées, la répres-

(1) La circonstance de nuit entraîne aussi application d'une peine de droit commun — si l'attroupement a été dispersé par la force, quoique sans usage des armes. Cette disposition est assez ténébreuse : le Législateur semble avoir considéré la réclusion comme une peine supérieure à la détention ce qui est une erreur (du moins juridiquement).

(2) Garraud, III, n° 1236 *in fine*.

(3) Crim. 12-2-1897, D. 1899-1-89 ; S. 1898-1-249 *Note Lacointe*. Crim. 28-7-1883. Af. Feuillant, D. 1884-1-310 ; 30 juillet 1891. B. Cr. n° 158.

sion des mouvements insurrectionnels. Elle a pour utilité une plus facile et plus sûre atteinte, par la loi, des complots. C'est ce que son rapporteur a fort bien dit (1) : « Poursuivez un approvisionnement d'armes à titre d'infractions à la loi qui défend de tenir des armes, la preuve est faite dès que l'approvisionnement est prouvé. Poursuivez-le au contraire à titre de complot, il faut prouver encore que c'est dans un but criminel avec la résolution concertée et arrêtée d'atteindre ce but que cet approvisionnement a été fait ». Ainsi, cette loi, venant après les insurrections de Paris et de Lyon était bien d'inspiration politique.

Cependant les délits spéciaux prévus par les quatre premiers articles de cette loi sont-ils politiques ? On peut en douter d'abord : la loi fut édictée à une époque où il était de mode de confier au Jury le jugement de toutes les infractions politiques. Or ces délits furent laissés à la compétence des Tribunaux correctionnels.

Et cependant c'est parce qu'il les présumait préparatoires à un complot que le législateur a cru utile de les prévoir spécialement et son but ressort encore du fait qu'il laisse en dehors de son atteinte les armes de commerce (article 3 *in fine*).

Cette solution ne laissera peut-être pas de surprendre surtout si l'on pense à ce qui se passe en Algérie : les indigènes achètent des fusils de guerre pour la montre et nullement dans un but de rébellion. Ils seraient ce-

(1) Rapporteur Dumon à la Chambre des Députés (Moniteur du 1^{er} mai 1834).

pendant coupables d'un délit politique, et cette solution, même dans cette hypothèse, se justifie croyons-nous par la *nature politique du danger* que cet état de fait présente. De même quand le Gouvernement français poursuit, sous l'inculpation de ports d'armes ou de munitions prohibées, les séparatistes catalans rassemblés dans nos départements pyrénéens c'est bien encore d'un délit politique qu'il s'agit : le danger de complications internationales existe pour la France, quoique le but des insurgés n'ait pas été de les faire naître (1).

XXX

INFRACTIONS COMMISES DANS UN MOUVEMENT

INSURRECTIONNEL.

Quant aux crimes définis par les articles 5 et suivant de la loi, ils sont punis de peines politiques ou de droit commun selon certaines distinctions assez entremêlées. Remarquons d'abord que le substratum commun à tous les crimes est la participation à un *mouvement insurrectionnel*. Nous constatons alors que le crime est puni d'une peine politique sauf dans deux hypothèses : 1° L'auteur a lésé des intérêts privés ; 2° il a opéré par le moyen du pillage.

Ainsi la loi oppose l'envahissement par violence d'une maison privée (art. 7) à l'occupation même par violence

(1) La Cour de Cassation a incidemment jugé que le délit de complicité de fabrication d'armes de guerre était politique : Chamb. Crim. (Cass.) affaire Billot, 4 janvier 1851 (motifs) B. crim. n° 6.

des Etablissements publics (article 8, alinéa 1) ou des Postes Télégraphiques (article 9 *in fine*).

Et de l'opposition qui existe entre le *pillage* de magasins publics ou privés et la destruction des lignes télégraphiques ne doit-on pas déduire une différence à faire entre les faits légitimes ou, au contraire, illégitimes au cours d'une guerre internationale ?

C'est l'effet immédiat procuré par l'acte des insurgés qui le qualifie et par exemple l'occupation d'une maison habitée par les révolutionnaires, si elle concourt au développement et aux progrès de l'insurrection, donc au *but final politique* des insurgés, n'en sera pas moins considérée comme crime de droit commun du fait de la lésion *immédiate* d'intérêts privés (1) ; sera au contraire un crime politique puni de la détention l'envahissement, même par violence, d'*immeubles publics*. Il y a seule *lésion d'intérêts publics* et ce fait constitue par ailleurs un fait de guerre non réprouvé par la morale internationale : l'occupation de points stratégiques est l'élément même de la guerre de positions.

De ceci on trouve une vérification dans l'alinéa 2 de l'article 8 : l'occupation de maisons privées faite sans violence est assimilable à l'envahissement d'établissements publics.

C'est au contraire à une autre idée qu'il faut recourir si l'on veut comprendre que le pillage constitue un

(1) C'est la raison même qu'en a donné le rapporteur M. Dumon. V. p. 1089, col. 2. Moniteur du 1^{er} mai 1832. Par deux fois, à propos des articles 6 et 7 de la loi, il a répété : « Ici la violence *personnelle* aggrave et domine même le fait de rébellion ».

crime de droit commun. Ce n'est pas à l'idée de lésion d'intérêts privés qu'il faut faire appel car le pillage d'arsenaux de l'Etat est assimilé au pillage de boutiques d'armuriers. C'est que le pillage n'est *pas un fait de guerre régulier* : il ne s'impose pas comme élémentaire dans une guerre, au contraire de l'interception des communications ennemies (article 9 *in fine*) ou de l'édification de retranchements (article 9, alinéa 1).

Enfin les ports d'armes ou d'insignes ou d'uniformes constituent des crimes politiques pour la double raison qu'ils ne lèsent aucun intérêt privé, qu'ils sont des nécessités de toute guerre. Aussi sont-ils punis de la détention ou de la déportation (article 5, alinéa 1 et 2).

Nous réservons l'hypothèse de l'alinéa 3 de l'art. 5. La peine de mort qu'il édicte était en 1834 une peine politique et une peine de droit commun. L'usage des armes est assurément un fait de guerre régulier. D'autre part il s'agit de l'usage sans effet car l'homicide ou les coups et blessures à un particulier constituerait un autre crime dont l'article 10 réserve la poursuite en dehors de la loi de 1834. Il n'y a donc pas lésion d'un intérêt privé déterminé. Enfin le but politique de l'agent pourrait entraîner qualification politique du fait (1). Cependant nous ne pouvons conclure ici.

(1) En ce sens Fabreguettes II, p. 763. On peut aussi argumenter en ce sens d'un amendement de Glaiz-Bazoin proposant dans cette hypothèse la peine de la déportation. Il fut rejeté non à cause du caractère non politique du fait (il fut au contraire affirmé) mais à cause de sa gravité. Moniteur, p. 1259).

XXXI

LES EMBLÈMES SÉDITIEUX DE LA LOI DU 25 MARS 1822

Etaient enfin considérés comme délits politiques par la loi du 8 octobre 1830 et à ce titre déférés à la Cour d'Assises les délits définis par l'article 9 de la loi du 25 mars 1822 ; cet article prévoit trois infractions : La première est l'enlèvement ou la dégradation des signes publics de l'autorité royale ; le texte de la loi exige qu'ils aient été effectués en haine ou mépris de l'autorité : Il y a donc but politique et surtout danger politique car ce geste qui peut manifester simplement les sentiments de son auteur sans intention de prosélytisme en entraînera peut-être d'autres qui entretiendront l'esprit de révolte dans l'ensemble de la population. C'est encore à une idée de *danger politique* que se rapporte la qualification « du port public de tous signes extérieurs de ralliement non autorisés » : Ce danger réside dans la facilité pour les porteurs des emblèmes de se retrouver, de se reconnaître, pour les chefs d'évaluer le nombre de leurs séides dans une réunion politique avant de faire obstruction, ou avant de tenter une sédition. Le troisième délit est constitué par la mise en vente d'emblèmes séditieux ; il est clair qu'ici le but politique de l'agent n'est pas considéré et cette vente effectuée par un camelot si elle avait un effet de désordre, pouvait n'être déterminée que par l'esprit de lucre, sans que son auteur visât d'autre but.

Peut-être cependant étant donné l'expression de la

loi, les Tribunaux auraient-ils dû exiger que l'auteur de ce troisième délit eût une intention politique : il s'agissait de « signes destinés à propager l'esprit de rébellion ou à troubler la paix publique ».

La première interprétation qui vient à la pensée consiste à dire que cette destination devait avoir été considérée et voulue par l'auteur. « Destinée » équivaldrait à : « destiné dans la pensée de l'auteur ».

Mais avec une pareille interprétation, la loi risquerait fort de ne pas atteindre son but : quelle que soit l'intention de l'auteur l'exposition d'un signe séditionnel risque d'entraîner le résultat que la loi craint : la propagation ou l'entretien de l'esprit de sédition.

Ainsi la Cour de Cassation (quoiqu'elle n'ait pas eu l'occasion de se prononcer formellement contre l'interprétation subjective et restrictive) employait-elle une formule qui ne laissait aucun doute sur la solution qu'elle eût consacrée si la question avait été posée expressément devant elle : « Signes propres à propager l'esprit de rébellion ou à troubler la paix publique » (1). Tout élément subjectif était ainsi banni de sa considération.

Section II. — Recherche de l'élément caractéristique de l'infraction politique en général.

XXXII

L'ÉLÉMENT SUBJECTIF DANS L'INFRACTION POLITIQUE

La question de la part faite aux éléments subjectifs

(1) Crim. 20 sept. 1832. B. Cr. n° 363 (Debourg de Montgay).

pour reconnaître l'existence d'un délit politique se pose de la façon suivante : Est-ce que pour donner à un fait la qualification d'un délit politique, c'est-à-dire est-ce que pour reconnaître l'existence d'un complot, d'une excitation à la guerre civile, de la livraison des plans de fortifications..... le juge doit se livrer à une analyse psychologique différente de celle qui lui est impartie lorsqu'il reconnaît un individu coupable d'un abus de confiance ou d'une séquestration de personnes ?

M. Saleilles (1) a découvert un triple degré de pénétration psychologique dans l'évolution du droit pénal : Le fait matériel est seul considéré — on se préoccupe du degré de discernement et de liberté décelé par le fait de l'agent — enfin au lieu de peser la somme de volonté, on en étudie la qualité, c'est-à-dire les motifs du délinquant.

Indépendamment de ces infractions contraventionnelles où la *volonté* de l'agent suffit le Code Pénal en est resté en principe au deuxième stade : dans l'intention simple réside toute la part faite aux éléments subjectifs du délit, et elle consiste en la volonté consciente du délinquant. Son absence entraîne l'inexistence du délit (article 64 C. P.). Le Législateur la passe le plus souvent sous silence. Dans quelques cas au contraire il prend soin d'énoncer que l'acte doit avoir été accompli « volontairement » (souvent dans les articles prévoyant des délits volontaires par opposition à des délits d'imprudence correspondants, art. 295, 309, 312 C. P.) ou « sciemment et volontairement » (art. 118 C. P. —

(1) Individualisation de la peine, p. 246.

article 96, alinéa 2). L'agent sera coupable de coups et blessures lorsqu'il aura porté les coups en le sachant et en le voulant. Son but n'était pas de blesser son adversaire : cela n'a pas d'importance pour la qualification. Quelquefois le Code Pénal va plus loin : il exige chez l'agent la volonté de perpétrer le délit lui-même : il emploie les expressions : « à dessein », « dans le but de nuire » (articles 379, 407) ; il ne suffit pas que l'acte ait été accompli avec intelligence et volonté ; il faut que l'agent ait agi dans une intention criminelle.

Et par exemple, il n'y a meurtre que si l'agent a agi *animo necandi*.

Enfin la loi pénale ne se contente pas quelquefois de cette intention criminelle, elle exige que l'agent ait commis l'infraction dans un but déterminé. M. Garraud parle alors de considération du mobile, de mobile spécial frauduleux (1). Il est préférable de parler de but. Le mot « mobile » prête à confusion avec « motif ». Or il ne s'agit pas du tout de celui-ci : le motif de l'agent peut être la cupidité, la vengeance. Un écrivain s'est même amusé à décrire un crime sans motifs (2). Au contraire il y a une tendance assez nette aujourd'hui à définir les infractions par le but particulier que l'agent poursuivait, ce but spécial étant un élément sans lequel le délit n'existe pas. Ainsi la loi du 28 juillet 1894 vise certaines menées accomplies dans un but de propagande anarchiste ; la loi du 31 juillet 1920 réprime la divul-

(1) Traité 1, n° 290, p. 581.

(2) André Gide, Les caves du Vatican, p. 235 (éd. N. R. F.).

gation des remèdes dans un but de propagande anticonceptionnelle et récemment enfin la loi du 12 février 1924 a sanctionné les atteintes au crédit de l'Etat en définissant certaines de ces atteintes par leur but : But de dépréciation des valeurs nationales ou but de spéculation (1). Cette méthode n'est cependant pas nouvelle et l'on peut signaler dans le Code Pénal quelques infractions qui déjà comportaient comme élément essentiel un dol spécial de leur auteur : tel l'article 96 sur la répression des bandes armées (c'est même ce dol spécial qui les différencie des associations de malfaiteurs de l'article 440 C. P.).

Ainsi la doctrine moderne française distingue 4 termes dans l'élément moral des infractions :

La volonté

L'intention simple

L'intention criminelle

Le dol spécialisé

Si nous distinguons quatre catégories d'infractions selon qu'elles comportent l'existence d'une de ces quatre « mesures », nous constatons que les délits politiques et les délits non politiques se partagent indifféremment entre ces quatre catégories :

1° Dans la première catégorie qui est celle des infractions contraventionnelles, rentrent en effet aussi bien les coups et blessures par imprudence que le crime politique de l'article 85 C. P.

(1) Signalons aussi que certaines lois de guerre répriment des manœuvres accomplies dans un but de spéculation illicite, loi du 20 avril 1916 ; du 23 octobre 1919.

2° De même dans la deuxième on peut ranger par exemple le crime de livraison de plans à l'ennemi de l'article 81 C. P. et le délit d'exposition d'enfant de l'article 349.

3° Dans la troisième prennent place ensemble la four-niture d'armes ou de vivres à une bande armée (art. 96, alinéa 2 C. P.) et l'abus de blanc-seing article 407).

4° Dans la quatrième enfin : la propagande anticon-ceptionnelle (Loi du 31 juillet 1920 — article 3) et l'at-tentat de l'article 91 C. P.

XXXIII

CONCLUSION

Il n'est donc pas une seule de ces catégories qui soit affectée spécialement aux infractions politiques. Il est dès lors impossible de concevoir d'une façon générale que la distinction entre les délits politiques et les délits non politiques puisse se faire sur une base subjective, pareille proposition impliquerait nécessairement que cha-que fois qu'un fait serait retenu sous la qualification d'un délit établi comme politique par la loi, un de ses éléments serait le but politique de l'agent (même envi-sagé d'une façon aussi générale que possible). *Toutes les infractions politiques seraient donc cantonnées dans notre 4^e catégorie. Ceci est en contradiction formelle tant avec la loi qu'avec la Jurisprudence* (1).

Il convient ici de nous arrêter quelques instants afin de dissiper une confusion que l'on pourrait nous repro-

(1) En outre des nombreux arrêts analysés supra, on peut citer deux arrêts de Cours d'appel rendus tous deux en 1831 qui ont décidé de la façon la plus explicite que le but politique de l'auteur

cher de commettre : dans toutes les infractions politiques intentionnelles on peut dire qu'il y a intention

d'un acte ne pourrait pas faire qualifier cet acte de politique. Dans l'affaire Montalembert, la Cour de Paris a déclaré : « Considérant que le fait imputé aux prévenus ne se trouve pas classé parmi ceux que l'art. 7 répute délit politique ; que d'ailleurs l'intention présumée ou même déclarée dans laquelle un délit aurait été commis ne peut donner à ce délit un caractère autre que celui qui lui est attribué par la loi ». Comme on le voit la Cour a élevé le débat au-dessus de la controverse classique sur le caractère énonciatif ou limitatif de l'énumération contenue dans l'art. 7 de la loi du 8 octobre 1830 (V. sur cette question : *infra* p.). Elle s'est placée au point de vue plus général de la qualification d'une infraction déduite de l'intention de l'auteur (Paris, 17 juin 1831 Rép. D. V^o Délit Politique n^o 6 en note 2). La Cour de Grenoble un mois plus tard a décidé dans le même sens dans des termes identiques (Aff. Raffin 22 juillet 1831 S. 31-2-170).

Tout récemment encore certaines Cours d'appel ont été conduites à donner une définition complète du délit politique : il est remarquable que c'est un critérium purement objectif qu'elles ont adopté : La Cour de Nancy a dit expressément : « Il faut pour s'attacher au caractère politique d'une infraction considérer la *nature essentielle du délit* lui-même et non le but indirect que l'agent peut se proposer pour raison ou pour prétexte à son acte ; que si même pour parvenir à des fins politiques indirectes ou éloignées des actes sont commis qui constituent par eux-mêmes des troubles à l'ordre social ces actes n'en conservent pas moins le caractère d'infractions de droit commun que détermine leur nature » Nancy, 21 déc. 1927 (K...) S. 1928-2-84.

Plus récemment la Cour de Nîmes a eu l'occasion d'affirmer la même opinion : « L'infraction politique est celle qui a pour objet exclusif de détruire ou de troubler l'ordre public dans un de ses éléments, de modifier illégalement ses institutions... que toute autre infraction qui attente à l'ordre social conserve le caractère de délit de droit commun ». Nîmes, 24 juillet 1929 (Ronchin) D. H., 1929, p. 563.

politique en ce sens qu'elles supposent par définition même chez leurs auteurs l'intention simple c'est à dire la volonté consciente d'accomplir tel délit ; or ce délit étant politique on pourrait dire que l'intention de l'auteur est politique.

Mais ce n'est pas dans ce sens que les auteurs comprennent l'expression « but politique » lorsqu'ils y voient le signe de l'infraction politique. Ils entendent par là la volonté d'atteindre tel effet politique, *ce résultat correspondant aux désirs mêmes de l'agent.*

Par exemple lorsqu'un individu livre des plans de fortifications contre rémunération, on peut dire si l'on veut qu'il a poursuivi un but politique en ce sens qu'il a bien eu le dessein de livrer les plans. Mais ce n'était pas là son désir même : c'était pour lui un *moyen* et non pas un *but final*.

Donc chaque fois que l'agent accomplit une infraction politique pour la satisfaction d'un intérêt quelconque on peut bien dire *toujours qu'il a employé un moyen politique mais certes pas nécessairement qu'il a eu un but politique.*

XXXIV

L'ÉLÉMENT INTENTIONNEL CARACTÉRISE CERTAINES

INFRACTIONS POLITIQUES

II. — Cette première observation n'est pas en contradiction avec le fait que le but politique de l'agent est parfois pris en considération par la loi. Nous ne faisons

pas ici allusion aux délits de droit commun qui accomplis dans une intention politique ont été appelés par les auteurs « délits politiques complexes » ; l'assassinat d'un chef d'Etat en est l'exemple. Nous avons ici en vue ces dispositions doubles du Code Pénal dont nous avons déjà rencontré un exemple en étudiant les domaines d'application respectifs des articles 114 et 341. Nous étions arrivés à cette conclusion, contraire à la jurisprudence, que le premier visait les arrestations et séquestrations illégales accomplies par un fonctionnaire public dans un but politique, le deuxième tous les actes attentatoires à la liberté individuelle opérées par un fonctionnaire public dans un but non politique ou par un particulier quelle que soit son intention.

Lorsque nous avons étudié aussi l'article 96 et que nous l'avons comparé à l'article 440 nous avons vu que la différence entre la bande armée et l'association des malfaiteurs tenait aux buts différents qu'elles se proposaient : il faut bien reconnaître qu'au fond les buts spéciaux, visés par le premier alinéa de l'article 96, correspondent à ce qu'on appelle plus généralement le but politique.

Nous pouvons donc conclure : lorsque la loi pénale consacre deux dispositions distinctes prévoyant deux infractions de matérialité identique mais dont la première est punie d'une peine politique, l'autre d'une peine de droit commun, cette dualité de dispositions témoigne de la volonté chez le Législateur de distinguer l'infraction accomplie dans un but politique de celle accomplie dans un tout autre but.

C'est ainsi d'une façon assez exceptionnelle car ces dualités de dispositions sont rares que l'on devra prendre en considération le but politique de l'auteur comme élément déterminant le caractère politique d'une infraction. Mais ce n'est pas à un critérium subjectif que l'on peut recourir en principe pour une définition générale du délit politique.

XXXV

LES EFFETS DES INFRACTIONS POLITIQUES

III. — Examinons donc la *matérialité de l'infraction*. Est-ce pour son effet dans le domaine politique que l'on appliquera à un délit la qualification politique ? Disons immédiatement qu'il faut ici comme en toutes matières de responsabilité (pénale ou civile) ne pas s'attacher à une notion formelle de la causalité. — Au contraire, toute infraction deviendrait politique car le trouble qu'elle suscite peut être considéré comme un des innombrables éléments déterminant l'état d'esprit de la population dans le domaine politique comme dans tous les domaines où se fait sentir l'influence des idées : social, moral, économique : tout vol, tout assassinat peut être considéré comme préparant, hâtant ou favorisant la Révolution ou la rébellion prochaine. Or, manifestement on ne peut imputer celle-ci à fauteur ou voleur ou à l'assassin. Il faut admettre que la chaîne de causalité est rompue avant

(1) V^o Garraud I, p. n^o 297, alinéa : Principii di diritto penale, I, page 335, 336. La théorie de la *causa remota* et de la *causa proxima* est abandonnée : V. note Hugueney au S. 1925-1-289.

d'en arriver là. Les auteurs adoptent couramment la notion de « causabilité-prévidibilité » (1), le lien de causalité est rompu par l'intervention d'une cause étrangère que l'agent ne pouvait pas prévoir : le premier élément « intervention d'une cause étrangère » ne pourrait pas en effet suffire. Il arrive souvent qu'un fait soit imputable à quelqu'un dont l'action n'a pas été *seule* déterminante de ce fait : si un individu meurt des coups bénins que je lui ai portés, parce qu'il est de santé extrêmement fragile, je n'en serai pas moins coupable de coups et blessures ayant entraîné la mort, quoique pour cette mort la part de la santé faible de la victime ait été peut-être plus grande que celle des coups que je lui ai donnés. Et si je suis coupable c'est que je pouvais, que je *devais* prévoir qu'un coup porté peut avoir d'aussi graves conséquences (2).

Est-ce donc que dans chaque infraction reconnue politique par le législateur et la Jurisprudence on peut découvrir comme effet prévisible un effet politique ? ou plus exactement, après considération de la théorie de la tentative, est-ce que chaque infraction politique réside en des faits qui pourraient entraîner des conséquences politiques ? Ce qu'on pourrait exprimer plus nettement et plus brièvement en disant : une infraction est-elle politique parce qu'elle présente un danger de cette nature ? L'analyse que nous avons faite des articles de code ou de lois qui prévoient des infractions certainement politiques nous conduit à une réponse affirmative. Cette réponse nous est imposée de façon particulière.

(2) Ex. du cheval emballé — cr. 6-8-1903-S-1905-I-377, note de M. Roux.

ment pressante par les premiers articles de la loi du 24 mai 1834. Est-il vraiment possible de penser que c'est à la considération d'un autre élément que le danger politique entraîné par ces délits, qu'est due la qualification politique de la détention d'armes de guerre, ou leur dépôt...?

XXXVI

SUITE. — SENS EXACT DE LA CAUSALITÉ PRÉVIDIBILITÉ

Nous avons parlé tout à l'heure de causalité prévidibilité. Est-ce à dire que nous sommes revenus par un chemin en vérité détourné à donner à notre distinction une base subjective ?

Il s'agirait non pas de ce qu'à voulu l'agent, non pas de son but plus ou moins final, mais de ce qu'il aurait prévu sans nécessairement le vouloir ? En définitive, toutes les infractions politiques seraient des « *délits preterintentionnels* ». Mais pas du tout : il ne s'agit pas d'une prévision de l'agent, il s'agit d'une prévision en quelque sorte abstraite : Etant donnée telle action, peut-on raisonnablement entrevoir qu'elle aura telle conséquence politique ? C'est bien la question à laquelle la Jurisprudence nous semble s'arrêter, quelquefois même expressément, et nous rappelons à ce sujet l'arrêt de la Cour de Rennes dans l'affaire Delafosse : « Att. qu'il ne peut appartenir à l'accusé d'être à lui seul l'appréciateur de la portée de ses discours et que ce droit d'appréciation est du domaine des Tribunaux chargés de recher-

cher s'il y a eu ou non violation des prescriptions d'un article de la loi pénale (1). Il suffit comme l'a dit la Cour de Cassation que le fait soit propre à procurer le résultat craint par la loi. Il s'agissait d'une inculpation sous le Chef de l'article premier de la loi du 25 mars 1822, punissant ceux qui par discours ou écrits cherchaient à « troubler la paix publique en excitant au mépris ou à la haine des citoyens contre une classe de personnes ». La Cour de Limoges (Chamb. d'accus.) avait jugé que le délit n'existait pas dès que le prévenu n'avait pas eu l'intention de troubler la paix publique. Cet arrêt fut cassé (2) « parce que le fait prévu par l'article 10 étant *de nature* à produire des divisions, à exciter des haines, à semer la discorde entre les citoyens et à troubler ainsi la paix publique constitue par lui-même le délit que l'article précité a eu pour objet de prévenir ou de réprimer ».

Et nous rapprocherons cet arrêt de celui que nous avons cité (3) ou il était symptomatique de voir la Cour de Cassation en matière d'emblèmes séditieux, remplacer le mot « *destinés* » par le mot « *propres* » ce qui excluait toute appréciation *personnelle* du délinquant sur l'effet de son acte.

(1) Rennes, 11 août 1892, D. 1892, 2, 590.

(2) Crim. 3 octobre 1834 (Af. Thomas). B. crim. n° 328.

(3) Rapportée par Fabreguettes, II, P. 805, note 1.

XXXVII

LES MOYENS EMPLOYÉS POUR OBTENIR L'EFFET

« DE DANGER POLITIQUE »

Ainsi le danger politique est nécessaire à l'existence d'un délit politique. Mais peut-il à lui seul, constituer le signe distinctif de l'infraction politique ? En d'autres termes peut-on considérer comme telle toute infraction présentant un danger politique ?

L'analyse des lois du 24 mai 1834 sur les armes de guerre et du 7 juin 1848 sur les attroupements nous semble imposer la nécessité d'une condition de plus à sa définition. Nous la formulerons ainsi : condition de non lésion immédiate de certains intérêts privés. Il ne faut pas que le *moyen* employé par l'agent consiste en la lésion directe de certains intérêts privés déterminés : intégrité corporelle et propriété individuelle ; il est ici encore nécessaire de briser la chaîne de causalité mais ce n'est pas le critérium ordinaire que nous croyons s'imposer ici ; il ne s'agit pas ici des effets plus ou moins lointains que l'on peut rattacher à la commission du délit lui-même car même avec la limitation provenant de la prévidibilité par l'agent de ces effets, il serait impossible de découvrir une infraction qui n'entraînât pas lésion d'un intérêt privé quelconque ; le changement de la forme du Gouvernement opéré de la façon la plus pacifique possible n'en entraînera pas moins suppression de la liste civile des anciens chefs du Gouvernement, or ce résultat pouvait être prévu par

l'auteur de l'attentat. La distinction des délits politiques et des délits non politiques risquerait de sombrer. Et rien dans le Code Pénal ou dans les lois postérieures ne nous oblige à admettre cette condition ainsi énoncée (1). Au contraire ce que ces textes nous semblent imposer c'est ce que nous disions plus haut. L'agent ne doit pas opérer *au moyen de la lésion immédiate d'un intérêt privé fondamental* : ainsi l'usage de leurs armes par les attroupés enlève à leur acte leur qualification politique. Ainsi, encore l'occupation d'une maison habitée par des insurgés constitue un crime politique ou un crime de droit commun, selon qu'ils auront envahi cette maison à l'aide de violences ou menaces (l'art. 7 de la loi du 24 mai 1834 les punit aux travaux forcés à temps) ou au contraire l'auront occupée avec le consentement du propriétaire (ils encourront alors la détention : art. 8 de la même loi) (2).

(1) L'art. 85 C. P. la condamne même directement : les représailles subies par des sujets français étant un élément essentiel de ce délit pourtant politique.

(2) Cette condition supplémentaire n'est pas contrariée par l'existence de ce que l'on est convenu d'appeler les « délits politiques complexes. Ce sont des délits opérant lésion immédiate d'intérêts privés mais qui, parce qu'ils ont été accomplis pour une fin politique sont à certains égards traités comme des délits politiques.

Ces délits complexes n'en restent pas moins au fond *des délits de droit commun*.

Lorsque nous les étudierons nous verrons d'ailleurs qu'au fond leur reconnaissance comme classe distincte tient à une considération différente de celle qui a conduit originairement à la distinction fondamentale entre les délits politiques et les délits de droit commun.

Nous avons parlé d'intérêts fondamentaux, c'est l'Etat a comme puissance privée certains droits de propriété de même nature que les droits de propriété a citoyens (1). Leur attaque ou leur atteinte ne doit cependant pas enlever à une infraction son caractère politique, même si elles furent le moyen de la perpétrer. Cette proposition, affirmée par l'art. 95 C. P., s'explique par le but même de la distinction entre D. P. et D. non P., on a voulu distinguer les atteintes à l'Etat, corps socialement et politiquement organisé, des atteintes aux personnes déterminées. Il est interdit nous l'avons vu, sous peine de sortir du domaine de la criminalité politique de tenter une attaque au premier au moyen des atteintes à la vie ou aux propriétés des personnes. On comprend au contraire qu'il soit tout à fait normal au but des insurgés d'atteindre l'Etat non seulement dans ses œuvres vives politiques, mais aussi dans ses intérêts privés.

XXXVIII

CONCLUSION. — DÉFINITION DU D. P.

Nous sommes ainsi arrivés aux trois conclusions suivantes :

- 1° Le but de l'agent est indifférent en principe.
- 2° Toute infraction politique comporte un danger politique.

(1) Aussi comme Puissance Publique pour certains auteurs. V. Hauriou, p. 638. Précis de Droit Administratif.

3° Le moyen employé par l'agent ne doit pas consister en un acte lésif d'un intérêt privé.

Ainsi est politique toute infraction non réalisée par le moyen de la lésion immédiate d'un intérêt privé et susceptible d'entraîner un danger politique prévisible par l'agent.

XXXIX

L'ORDRE POLITIQUE

De cette définition nous avons pesé tous les termes sauf les mots « danger politique », c'est l'atteinte à l'ordre politique. Qu'entend-on par ces derniers mots ?

L'ordre politique comprend à l'extérieur l'indépendance de la Nation, l'intégrité territoriale de l'Etat et les relations internationales de l'Etat avec les autres Etats (1). L'ordre politique intérieur comprend : la forme du Gouvernement, l'organisation des pouvoirs politiques et leurs rapports mutuels, les principes de la représentation politique en France (2). La forme du

(1) Le contenu de la notion d'ordre politique extérieur que nous donnons est celui qu'indiquent d'excellents auteurs dans des termes identiques (Garraud, traité n° 124, p. 268 ; précis p. 90, Vidal et Magnol, n° 76-3, Haus, n° 347, p. 253). Dans cette matière cette unanimité doit s'expliquer par le petit nombre des crimes contre la sûreté extérieure de l'Etat.

(2) Ici au contraire les divergences entre les auteurs s'accusent. MM. Vidal et Magnol parlent du fonctionnement des Pouvoirs politiques et M. Garraud de l'organisation des Pouvoirs Publics. Ils sont au fond du même avis, mais la terminologie de M. Garraud risque de laisser quelque confusion dans l'esprit avec les services publics.

Gouvernement c'est-à-dire l'existence des corps constitués par nos lois constitutionnelles qui actuellement donnent à la France la qualité de République parlementaire indivisible, ainsi toutes infractions dans le but de changer la forme républicaine de la France, ou de remplacer le régime parlementaire par le régime direct ou semi-direct, ou enfin d'introduire des principes de régionalisme constitueraient des atteintes à l'ordre politique intérieur (1).

L'organisation des pouvoirs politiques réside dans les droits spéciaux de chaque corps constitué: Président de la République, Ministres et chambres. Le complot faisant naître une agitation en faveur d'une modification dans l'élection du Président de la République par exemple constituerait une atteinte à l'organisation des Pouvoirs politiques.

Les « principes de la représentation politique » sont ceux qui déterminent les droits civiques des Français, ils répondent à la question : Les corps sociaux, religieux ou économiques ont-ils une vie politique indépendante de celle de leurs membres ? Ces principes sont connus et fermement établis en France sur la base de l'unité et de l'individualité du droit de vote de chaque citoyen. Aucun corps de quelque discipline qu'il relève n'a de rôle *politique* reconnu par la loi. L'agitation qui tendrait à contredire à ce principe constituerait un délit politique. C'est à cet ordre de matière que nous rattacherons

(1) Le C. P. a d'ailleurs prévu d'une façon générale ces atteintes aux lois constitutionnelles :

L'art. 114 vise « les actes attentatoires à la Charte »

les atteintes ou les fraudes dans l'exercice de droits civils des citoyens, la coalition des fonctionnaires, autrefois les associations illicites.

SECTION III

APPLICATIONS DE LA DEFINITION DU DELIT

POLITIQUE

Notre définition doit nous permettre de découvrir quelles sont les infractions politiques. Donnons-en quelques applications pratiques.

XL

PORTS D'ARMES CONTRE LA FRANCE

L'article 75 punit de mort le Français qui a porté les armes contre la France. Tous les auteurs s'accordent pour reconnaître le caractère politique de ce crime (1) et admettent en conséquence le remplacement de la peine de mort inscrite dans la loi par la déportation dans une enceinte fortifiée. Cet article 75 est la reproduction littérale de l'art. correspondant du Code Pénal de 1791 (2). Ce dernier visait les émigrés dont l'action avait un but politique. Mais actuellement pareille considération ne prévaudrait certainement pas et dans la mesure où il s'applique (dans le domaine restreint que lui laisse le

(1) Garraud, traité III, n° 1183 ; Garçon C. P. annoté sur l'art. 75, n° 33, Fabreguettes 11, p. 768.

(2) Art. 3 section des Crimes contre la sûreté extérieure de l'Etat.

Code J. M. terre) tout Français ayant porté les armes contre la France commettrait le crime politique de l'article 75 quelque soit son but .Mais ce n'est pas tant un effet politique immédiat qu'un danger de cet ordre qui explique la nature de ce crime. L'art. 75 est surtout une disposition d'exemplarité, le législateur craint les dissensions entre les membres de la Patrie. Normalement le crime parut atroce au législateur de 1810 ; politiquement il en a craint le danger, ce n'était pas une crainte vaine à cette époque.

XLI

EXCITATION A LA GUERRE CONTRE LA FRANCE

L'art. 76 C. P. renouvelé de la loi de 1791 (1), visant un crime politique de l'aveu de tous les auteurs (2), fut lui aussi écrit à une époque où l'on concevait difficilement que l'agent n'eût pas un dessein politique. Les menées des émigrés constituaient une véritable atteinte à la souveraineté de la France puisqu'ils poussaient les puissances étrangères à une intervention dans les affaires intérieures de leur pays. Et le silence du législateur sur le but final des agents de ce crime a permis à la Jurisprudence, de réprimer sous le couvert de cet article 76 des crimes où l'on chercherait vainement le but politique de leurs auteurs.

(1) Art. 1, même section.

(2) Garraud, traité III, p. 526. Garçon, art. 76, C. P., n° 17.

XLII

SUITE. — APPLICATIONS JURISPRUDENTIELLES

L'affaire tranchée par la Cour de Cassation le 24 mai 1917 (1) est nette à ce point de vue : il s'agissait d'industriels Français qui en 1912 s'étaient engagés à livrer à l'Allemagne de massives quantités de ferro-silicium, matière permettant la fabrication d'engins de guerre. Les éléments de l'art. 76 étaient réunis bien que ces industriels eussent poursuivi « dans un *but de lucre* l'exécution de ce contrat de nature à leur assurer des avantages commerciaux ». Il faut avons-nous dit (2) que le danger politique ait pu être prévu par l'agent. Or, dans l'affaire, il l'avait été réellement « ils avaient envisagé l'éventualité d'une guerre dans le contrat lui-même » prend soin d'énoncer la Cour de Cassation. On peut rapprocher de cet arrêt de la Cour suprême le jugement rendu le 22 février 1908 par le Conseil de guerre maritime de Toulon dans l'affaire Ullmo. Celui-ci avait été condamné à la déportation dans une enceinte fortifiée, sur la base de l'art. 76, pour avoir divulgué à une puissance étrangère certains plans intéressant la défense nationale ; il avait agi « dans un esprit de lucre pour satisfaire aux désirs d'une maîtresse coûteuse ».

A propos d'ailleurs de cette affaire on peut remarquer qu'il est assez rare actuellement de trouver, dans la pratique, des crimes contre la sûreté extérieure de l'Etat

(1) Affaire Giraud Jordan et de Riva. *Berni G. P.*, 1916-1917, p. 661.

(2) *Supra* : n° 36.

déterminés par de pures passions politiques. Ceux qui sont déterminés par l'esprit de lucre sont les plus nombreux peut-être. Le plus souvent les « traîtres » sont intéressés et le mot dans le langage populaire semble réservé à ceux qui ont été payés.

C'est au contraire la pure passion politique qui anime les régionalistes qui pour obtenir la séparation font appel à un autre pays ou les coloniaux révoltés contre la métropole (1) ou enfin ceux qui font appel à un Etat où leurs idées politiques sont admises par le Gouvernement (communistes faisant appel à l'U.R.S.S.).

XLIII

TRAHISON PAR RENSEIGNEMENTS OU APPROVISIONNEMENTS

FOURNIS AUX ENNEMIS

Par l'article 77 le Code Pénal prévoit quatre crimes qu'il punit de mort. L'un d'eux, la fourniture aux ennemis de vivres ou de munitions, a soulevé une vive controverse. Tandis que certains auteurs éminents (2) soutiennent la nécessité de l'intention politique chez l'auteur, ne le reconnaissant pas passible de la disposition qui nous occupe s'il n'a songé qu'à faire un gain illícite, M. Garçon (3) soutient au contraire que pareille condition n'est pas exigée par la loi et il cite en son

(1) P. ex. Cas. Aff. Soufi Abdelkader Taleb. Crim. 6 janv. 1916 P. cr n° 2.

(2) Garraud III, n° 1191 p. 529-530 ; Haus. 1 ; n° 309.

(3) Art. 77, n° 11.

sens un arrêt de la Cour de Cassation du 8 juin 1872 (1). Si cet arrêt n'a pas tranché formellement la question, cependant l'un des moyens du pourvoi était que les éléments constitutifs de l'art. 77 n'étaient pas réunis. La Cour l'a rejeté : « attendu que l'arrêt attaqué relève contre Besnard des faits qui consisteraient à s'être mis notoirement en rapport avec les Prussiens et à être devenu l'un de leurs principaux fournisseurs de vivres au moyen de relations directes avec les agents de l'ennemi, attendu que les faits ainsi imputés à Besnard ont exactement le caractère légal du crime prévu par l'article 77 C. P. ».

Si cet arrêt ne semblait pas déterminant à Monsieur Garraud (2) la solution formelle donnée sur l'art. 76 C. P. par la Cour de Cassation dans l'arrêt précité du 24 mai 1917 pouvait lui donner à penser que désormais la Cour suprême n'hésiterait pas à trancher formellement la controverse dans le sens préconisé par M. Garçon et c'est bien ce qu'elle a fait à l'occasion de la dernière guerre dans l'affaire Bayot (3) : contre rémunération il dénonçait à la police allemande les stocks de métaux cachés dans les régions envahies, la constatation qu'en fait la Cour lui semble impliquer l'existence de l'élément intentionnel de l'article 77. Or le pourvoi était fondé sur le défaut de déclaration dans l'arrêt que le but de l'agent était de favoriser les entreprises de l'ennemi.

L'art. 205 C. J. M. ancien punissait aussi les livrai-

(1) Affaire Besnard D. 72-I-381.

(2) P. 530, note 2.

(3) Crim. (rejet) 22 février 1923, D. 1924-I-136.

sons de vivres et munitions faites à l'ennemi « dans le but de favoriser les entreprises ». Ce but est un élément constitutif de l'infraction ; l'arrêt qui ne le constaterait pas encourrait la cassation (Chb. crim. 11 déc. 1929 aff. Reinert B Cr. n° 271). Mais est-ce là exiger *l'intention politique* de l'agent ? Non l'arrêt précité reconnaît lui-même que l'inculpé était poussé par son esprit de lucre. Assurément Reinert avait conscience que son acte favorisait les entreprises de l'ennemi et en ce sens on peut bien dire que c'était son but : il *voulait* bien les livraisons qu'il faisait puisque c'était pour lui un moyen de gagner de l'argent. Mais ainsi entendu le but se confond avec *l'intention criminelle pure et simple*. Au fond Reinert se moquait complètement des entreprises de l'ennemi et de leurs succès. Ainsi, favoriser ces entreprises n'étaient pas son « but » au sens que lui donnent les auteurs qui voient dans le but politique le signe de l'infraction politique : ce n'était pour lui qu'un moyen.

XLIV

LIVRAISON DE SECRETS D'ETAT

L'article 80 punit la livraison de certains secrets d'Etat, le danger politique est certain, les mobiles indifférents mais peu importe nous le savons ; l'agent peut agir dans un pur esprit de lucre, son crime n'en restera pas moins politique. Et les meilleurs auteurs d'ailleurs, à quelque dissociation des éléments constitutifs de ce crime qu'ils se livrent, reconnaissent son caractère

politique sans mentionner la nécessité d'une intention politique chez son auteur (1).

XLV

RECEL D'ESPIONS

La doctrine est aussi unanime à décider que le recel d'espions prévu par l'art. 83 est puni de la déportation dans une enceinte fortifiée à cause de son caractère politique (2). Nous le croyons aussi, on y rencontre les éléments de danger politique, de non lésion immédiate d'intérêts privés déterminés. Peu importera donc le but du délinquant, il pourra ne pas sympathiser avec la puissance ennemie, ne fournir son hospitalité que contre rémunération, il n'en restera pas moins coupable d'un crime politique.

XLVI

LEVÉE DE TROUPE

Le crime prévu par l'article 92 est un crime militaire, s'il devient politique disent certains auteurs c'est à cause du but de l'agent (3). Pour nous le crime apparaît comme tel parce que le danger politique qu'il entraîne est certain et qu'il ne se produit pas au moyen de la lésion immédiate d'intérêts privés. Le but de l'agent doit être criminel disent les auteurs et ils signifient par

(1) Garraud traité III, n° 1194, p. 535, Garçon, ar. 80 C. P., n° 8.

(2) Garçon ar. 83 C. P., n° 9.

(3) Garraud traité III n° 1224 ; le Comte p. 50.

là que la pensée de l'agent doit avoir été mauvaise ; l'agent ne sera pas coupable s'il a levé des troupes françaises pour défendre la Patrie envahie encore qu'il n'ait reçu aucune autorisation du Gouvernement. Et l'on pourrait argumenter d'un incident de rédaction de l'art. 92, on avait proposé au Conseil d'Etat d'ajouter à la fin de l'article 92 les mots : « pour quelque destination que ce fût que les engagements eussent été faits ». Cet amendement fut rejeté par la considération que l'auteur de l'engagement loin d'être toujours coupable aurait quelquefois au contraire bien mérité de la Patrie (1).

De cette nécessité d'un but politique, un auteur donne en vérité une raison peu solide : « sans un but politique, dit-il, l'infraction de l'art. 92 C. P. ne pourrait constituer qu'une infraction aux lois de police car lorsque l'agent se propose seulement de secourir un pays étranger l'Etat n'en éprouve aucun trouble punissable selon l'art. 92 » (2). Cet argument est spécieux, l'auteur doit nous semble-t-il faire allusion à l'inutilité en pareil cas de l'art. 92, les articles 84 et 85 suffisent. Il nous semble que le danger politique étant plus certain et plus grave dans le cas de l'article 92, une disposition particulière créant cette hypothèse était parfaitement justifiable.

Ainsi le but de l'agent n'a pas à être pris en considération pour l'incrimination *légale* sur la base de l'art.

(1) De cet incident, rapporté au D. Rép. V^o crimes contre la sûreté de l'Etat n^o 128, nous avons vainement cherché trace dans l'ouvrage de Locré.

(2) Le Comte p. 50.

92 C. P. Ainsi a d'ailleurs statué la Cour de Cassation par un arrêt en vérité ancien (1) elle a décidé que le but de l'armement n'avait pas à être déterminé dans les questions posées au Jury.

XLVII

EXPLOSION. — DESTRUCTION DE MONUMENTS PUBLICS

La similitude des articles 95 et 435 C. P. pose un problème de discrimination que tous les auteurs français (2) se sont attachés à résoudre. L'opinion dominante actuellement est représentée par MM. Garraud et Garçon. Ils admettent comme évident que le premier article vise un crime politique alors que le deuxième définit un crime de droit commun. Et l'explosion ou l'incendie sera l'un ou l'autre selon qu'il aura été commis au cours d'une insurrection ou comme crime isolé (3). M. Garçon considère son opinion conforme à la Jurisprudence sur les crimes politiques et M. Garraud donne comme argument la place qu'occupe l'art. 95 « il est placé dans la section qui punit les faits de guerre ».

Cette solution nous paraît cependant critiquable. L'argument de M. Garraud constitue une pétition de principe : le titre du paragraphe où se trouve placé notre article est « des crimes tendant à troubler l'Etat par

(1) Aff. Duret, Cass. 13 février 1823, D. Rép. V^o crimes contre la sûreté de l'Etat n^o 128, texte et note I. En ce sens : Garçon art. 92 n^o 2.

(2) Moins heureux en cela que les auteurs belges qui n'ont pas vu surgir pareille difficulté; le C. P. de 1867 ayant fait disparaître l'article 95 de sa nouvelle rédaction.

(3) Garçon, art. 95, n^o 9, Garraud, Traité III, n^o 1, 227, p. 590.

la guerre civile, l'emploi illégal de la force armée, la dévastation et le pillage publics » tous ces moyens ne supposent pas nécessairement la guerre civile et le titre n'exclut nullement pour eux l'état isolé.

XLVIII

SUITE. — BUT POLITIQUE DE L'AGENT

On pourrait songer alors au critérium-but politique : l'explosion ou le pillage serait crime politique ou crime de droit commun selon le but de l'agent. Cette opinion a été effectivement soutenue par Chauveau et Hélie (1) mais celle-ci semble avoir perdu tout crédit depuis que les tenants de la première lui ont reproché de tenir compte d'éléments que la loi pénale ne prend pas en considération : à savoir le but de l'agent. Et c'est pourtant cette solution que nous voudrions tenter de rajeunir.

Que le but de l'agent ne soit pas, ordinairement le signe distinctif du caractère politique ou non d'une infraction, nous l'avons constaté. Mais il n'en faut pas conclure que le législateur ne le considère jamais. Il ne serait pas extraordinaire qu'il en fût ainsi dans le cas présent. D'abord nous avons constaté déjà que lorsque des infractions d'éléments matériels identiques étaient l'une politique, l'autre de droit commun, cette dualité s'expliquait par le vœu du Législateur de tenir compte du but de l'agent. D'autre part, nous constatons qu'ici à une différence de but correspondait bien cette diffé-

(1) II, n° 490.

rence dans la nature du danger qui nous a toujours paru typique. Et en effet à une explosion, provoquée par de vulgaires malfaiteurs correspondra une émotion peut être violente mais qui n'atteindra pas l'opinion *politique* du pays. Au contraire ce même crime accompli dans un but politique paraîtra à la masse comme le signe de la puissance d'un parti, suscitera de nouvelles passions politiques pourra enfin être le moteur premier de toute une révolution. Au surplus l'article 435 fut modifié en 1892 ; la loi du 2 avril 1892 fut la première en date contre les attentats anarchistes. Pour elle donc ces explosions accomplies dans ce qui devait être plus tard « un but de propagande anarchiste » ne pouvaient être fondées que sur la base de l'article 435. Comme nous le verrons (1) le but de propagande anarchiste n'a pas été assimilé par la loi au but politique, il a été au contraire traité comme un but vulgaire, distingué simplement par son caractère particulièrement répréhensible. Ainsi le législateur s'est préoccupé d'une façon indirecte il est vrai du *but* de l'auteur d'un crime d'explosion. Ne pouvons-nous pas y trouver un nouvel indice de l'exactitude de notre solution ?

XLIX.

L'ESPIONNAGE

La loi du 18 avril 1886 qui établit des pénalités contre l'espionnage a eu pour but de compléter les dispositions fragmentaires du Code Pénal (art. 76 s.q. et art. 81 s.q.).

(1) *Infra*, n° 152.

Elle ne prononce que des peines correctionnelles et il est pourtant remarquable que certains des délits qu'elle définit sont constitués des mêmes éléments matériels que certains crimes du Code Pénal. Cette contradiction n'a pas été atténuée par la Jurisprudence ; des faits de matérialité identique ont été punis de la déportation dans une enceinte fortifiée (aff. Dreyfus) ou des peines correctionnelles de la loi de 1886 (aff. Wanault de Malberg (1)). Pour faire cesser cette confusion, sources d'injustices, les auteurs se sont appliqués à établir une ligne de démarcation d'ordre un peu plus juridique que l'inspiration des juges militaires ou du Ministère Public.

Remarquons d'abord que les délits d'espionnage de la loi de 1886 sont politiques (2). Le but de la loi, qui est de compléter les dispositions politiques du Code Pénal, le prouve. Nous y trouvons ce risque de danger politique non atteint par la lésion immédiate d'intérêts privés déterminés qui pour nous en est le signe. Et l'étude détaillée de cette loi et des incriminations qu'elle établit va nous donner une fois de plus l'occasion de constater que le caractère politique d'une infraction est indépendant en général du but de son auteur.

L'art. 4 prévoit un *délit d'imprudence*, et le délit de levée de plans aux abords d'une place forte que l'article 6 définit par la simple exécution à été considéré

(1) Paris 20-2-1890, S. 92-2-119.

(2) En ce sens : Garçon : art. 1^{er}, n° 178 ; Garraud, III, n° 1.203, p. 553 ; D. Rép. Prat. Supp. 1^{er} Délit politique n° 16 ; Plassard, p. 49. M. Garçon convient même du fait, quoique pratiquement il ait une fâcheuse conséquence : les espions ne seront pas exclus des corps réguliers de l'armée.

par les Tribunaux comme une infraction contraventionnelle (1).

L

SUITE. — INUTILITÉ DU BUT POLITIQUE — JURISPRUDENCE

Avec les autres délits définis par la loi nous ne voyons pas plus apparaître la nécessité d'une intention politique. Ainsi en a jugé le Tribunal correctionnel de la Seine le 25 juillet 1927 (Aff. Provost, Dadet et autres, G. Trib. 6 août 1927). Une entreprise d'espionnage essayait de surprendre le mécanisme et les moyens de fabrication de certains masques à gaz. Ils prétendirent échapper aux pénalités de la loi de 1886 ayant agi « non pour renseigner une puissance étrangère mais pour coopérer à l'action syndicale de défense ouvrière et surtout, au cas de répression au cours de grèves, pour munir la classe ouvrière de masques efficaces contre l'émission de gaz nocifs par la force publique. « Le Tribunal répondit que » la loi de 1886 ne fait pas du dessein préalable de communiquer à une puissance étrangère les documents et renseignements protégés, un **élément constitutif** des différents délits qu'elle spécifie, mais qu'elle tient pour punissable le seul fait de se livrer sous quelque prétexte que ce soit, fut-ce même par curiosité, aux investigations qu'elle réprime ». Et la Cour de Cassation sur pourvoi contre l'arrêt confirmatif de la Cour de Paris

(1) Aix 6 juin 1890 (Contin) S. 1892-2-119; Trib. Corr. Nancy 27 novembre 1890 (Andréac) G. Pal. 1891-1-240. Rapp. Garraud III n° 1.199, p. 544.

jugea que les éléments constitutifs du délit étaient réunis dans l'espèce (Crim. 10 mai 1928 ; G. Pal. 1928-2-82). Et même la base de la distinction entre le champ d'application des articles du C. P. et celui de la loi de 1886 consisterait pour les meilleurs auteurs dans l'intention du délinquant ; politique dans le premier cas, elle serait vulgaire dans le deuxième ; l'agent ayant été déterminé et ayant agi dans une pensée de vengeance ou de cupidité.

LI

L'ESPIONNAGE DE LA LOI DE 1886 ET LA HAUTE-TRAHISON DU CODE PÉNAL

En vérité ce critérium ne nous séduit point quoiqu'il ait reçu l'adhésion d'éminents professeurs (1). C'est aussi la thèse que présentait Ullmo pour sa défense dans son pourvoi à la Cour de Cassation (2) ; son rejet prouve que la Cour suprême n'admet pas cette base de distinction et nous pensons en effet qu'elle n'est pas fondée. C'est M. Roux qui en a présenté en détail la défense ; examinons ses arguments. D'abord, dit-il, ce criterium explique la peine criminelle réservée par le C. P. et la peine correctionnelle de la loi de 1886 ». Si aucune pitié ne doit être accordée à l'être assez pervers pour ne pas craindre de déchaîner ou d'essayer de déchaîner sur son pays les calamités de la Guerre, une sévérité moindre doit atteindre l'être vil qui trafique les secrets qu'il a

(1) Garraud III, n° 1188, p. 523. — Garçon, art. 76, n° 15 ; Roux : note au Sirey, 1911-1-121.

(2) Crim. 22 mai 1908, S. 1911-1-121.

surpris ou qu'il possède, mais qui ne travaille pas à la rupture de la paix, qui ne croit pas la plupart du temps en compromettre le maintien par ses coupables divulgations ». Cet argument s'il était psychologiquement exact serait excellent : en effet comme nous le verrons (1) en 1886 on était dans la période où le Législateur considérait volontiers les délinquants politiques sur le plan sentimental.

Mais M. Roux comme M. Garraud considèrent qu'un individu agit par cupidité, donc est coupable selon la loi de 1886, quoiqu'il se soit rendu compte que son acte nuit à la sûreté de l'Etat. Et alors nous nous demandons si l'on peut vraiment considérer avec pitié celui qui pour satisfaire à des besoins de dépense, celui qui pour entretenir une maîtresse coûteuse, joue avec la vie de ses citoyens ?

D'autre part, M. Roux voit un signe de l'approbation donnée à son opinion par le Législateur dans la différence de terminologie employée par lui : Le traître de l'art. 76 est traité par le Comte Berlier « de Français dénaturé » par Bruneau Beaumetz « d'homme pervers qui ose diriger contre le sein de sa Patrie le fer de ses ennemis » tandis que M. Cadaud en 1886 emploie comme expression la plus dure celle de « mauvais français ». Mais pourquoi voir dans ses différences d'expressions autre chose que la différence des styles oratoires aux deux époques ? le délinquant le plus chétif voyait en 1810 s'abattre sur lui les foudres des orateurs des plus emphatiques.

(1) V. *infra*, chapitre II.

Enfin, dit M. Roux, la loi de 1886 ne spécifie pas le but de l'agent, au rebours de l'art. 76 C. P. Remarquons d'abord que certains des délits d'espionnage prévus par la loi de 1886 correspondent aux crimes définis par les art. 81 et 89 C. P., lesquels ne parlent pas du but de l'agent. Mais plus directement l'art. 76 exige que l'agent ait agi pour engager les puissances étrangères à commettre des hostilités contre la France ou pour leur en procurer les moyens ». M. Roux donne de ce dernier membre de phrase une explication historique très subtile. Comme les puissances étrangères avaient à l'état latent le désir d'ouvrir les hostilités contre la France, ce qu'il fallait craindre c'était non pas qu'on leur en donnât le goût qu'elles avaient déjà, mais qu'on leur en procurât les moyens ou l'occasion qu'elle n'avaient pas. Mais, cette explication ne postule nullement la nécessité chez l'agent de la volonté d'atteindre à l'ouverture des hostilités. La question reste entière puisque le texte ne la tranche pas.

LII

SUITE. — CONCLUSION

La Jurisprudence n'a ainsi aucune base sûre pour distinguer les champs d'application respectifs du Code Pénal et de la loi sur l'espionnage, ces deux textes visent des infractions politiques. Ce n'est pas le but de l'agent qui les caractérise comme telles. Et entre elles il en est de même ; en accomplissant un délit d'espionnage ou un crime de haute trahison l'agent peut avoir

poursuivi n'importe quel dessein. Seule une refonte de notre législation sur ce point pourrait faire cesser une confusion inextricable (1).

LIII

BANNISSEMENT DES MEMBRES DES FAMILLES AYANT RÉGNÉ

SUR LA FRANCE

La loi du 22 juin 1886 interdisant aux membres des familles régnantes l'accès du territoire de la France crée aussi une infraction politique. Quelle que soit la cause de l'infraction on peut assurer que la présence, aujourd'hui interdite, peut être en partie pour cela, d'un prince ne manquerait pas de créer un foyer d'agitation politique. Contre le gouvernement de la République se dresserait une espèce de « Gouvernement en expectative ». Le danger politique serait certain, quelque soit le dessein du prince entrant sur le territoire de la France, quand même la nostalgie seule l'y aurait-elle poussé, quand même son seul dessein serait-il de venir respirer l'air de la Touraine.

« L'infraction est un délit purement contraventionnel existant par le seul fait de la présence sur le territoire ». Ainsi en a jugé le Tribunal de la Seine (2).

(1) V. projet Marc Sauzet et autres. « De lege ferenda » la meilleure solution semble être celle proposée par M. Garraud : la trahison serait commise par un Français, l'espionnage par un étranger. Cette solution correspondrait à la fois à la gravité respective des deux infractions en conservant à la première le caractère de crime et à la seconde celui de délit. Elle serait d'autre part conforme à la différence étymologique des deux mots.

(2) 12-2-1890, G. Trib. 18-2-1890, Bataille, Causes criminelles et mondaines de 1890, p. 153 à 176.

LIV

DÉLITS DE PRESSE

Les délits de la parole et de la presse ne sont pas tous politiques. L'injure envers un particulier ne peut être considérée comme telle : on n'y trouve aucun élément qui ait ce caractère (1). Cependant en premier lieu certains délits définis par la loi de 1881 sont politiques par leur nature c'est-à-dire, pour nous, parce qu'ils présentent un danger politique. Mais quelques auteurs soutiennent qu'en outre certains autres délits de presse sont tantôt politiques et tantôt de droit commun selon le but poursuivi par l'agent. Nous allons successivement examiner ces deux questions.

LV

CRIS SÉDITIEUX

1° Les cris et chants séditieux sont punis par le dernier paragraphe de l'article 24 de la loi du 23 juillet 1881. Ils avaient été définis pour la première fois en 1815 (Loi du 9 novembre 1815, article 5). Il est intéressant de remarquer qu'en dépit des vicissitudes législatives que ce délit a couru, son caractère politique ne s'est jamais démenti (2). On peut dire de lui que le Législateur l'a

(1) Rappr. aff. De Magnoncourt. — Cr. 22 sept. 1832 — B. cr. n° 372 pour la diffamation.

(2) En ce sens : Crim. 21 juill. 1876 (Astolfi et Orsini) D. 77-1-147 cassant un arrêt de Bastia (S. 76-2-288). Crim. 25 nov. 1830 (Lux). B. cr. 254 — contra Fabreguettes II, p. 260.

toujours considéré comme politique non seulement par nature, mais par *définition*. Mais quel est l'élément qui lui donne ce caractère. Est-ce le *dessein* de l'agent ? Est-ce la *nature* de sa *manifestation* ? L'opinion que se font les auteurs sur ce point résulte de la définition même qu'ils en donnent. Pour certains les deux possibilités sont réunies : « Le Délit de cris et chants séditieux est par son *mobile* et par la nature de sa manifestation un délit politique » (1). D'autres au contraire le caractérisent par le *mobile* de l'agent : « ce sont les cris qui constituent un appel à la sédition (2) qui provoquent au renversement du Gouvernement » (3). Certaines décisions de Jurisprudence pourraient être invoquées à l'appui de cette opinion : le délit se caractériserait par le but de l'agent, but prouvé ou même but présumé étant données les circonstances de l'infraction ; la solution semble dictée aux magistrats par la préoccupation du dessein de l'agent ; telles exhortations, telles violentes attaques contre les corps constitués ne sont considérées comme cris ou chants séditieux que si elles semblent avoir pour but d'atteindre le Gouvernement lui-même (4). Nous ne croyons pas que cette solution corresponde au vœu de la loi : s'il est bien vrai que le délit politique se caractérise par la nature même du *danger* qu'il crée, nous ne

(1) Rap. Prat. Dalloz V^o Presse n^o 384 — Dans le même sens circulaire M. Jce 22 juin 1849 — D. 49-3-60.

(2) Rep. Sirey. V^o presse, n^o 116.

(3) Barbier, I. n^o 304.

(4) Trib. S. Police Paris (Carpentier et autres), 26 janvier 1909. G. Trib. 29-1-1909.

voyons pas pourquoi le cri de « A bas la République » poussé sur le passage du Président par un mauvais plaisant qui en a fait le pari ne serait pas considéré comme cri séditieux. Le but de l'agent semble parfaitement indifférent à l'effet, dangereux pour l'ordre politique, de son acte. Le cri séditieux est la manifestation de l'opinion d'un homme qui souhaite le rétablissement d'un régime aboli, le renversement de l'état politique actuel ou même l'établissement d'un régime nouveau, jamais instauré en France. C'est cette manifestation par elle-même qui est dangereuse pour l'ordre politique.

LVI

SUITE. — OUTRAGE AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Lorsque les cris ou chants proférés constituent une injure au Président de la République les magistrats ont dû résoudre une question plus difficile : quels sont les champs d'application respectifs du délit de cris séditieux et du délit d'offense au Président de la République ? (1). La question présente un intérêt pratique, ce deuxième délit étant puni plus sévèrement que le premier.

Mais l'un et l'autre délit sont politiques. Il est en effet impossible, croyons-nous, d'insulter le Président de la République sans compromettre le prestige même de la République. Et en effet l'insulteur n'aurait-il l'in-

(1) La loi du 9 novembre 1815 (art. 5) confondait ces deux délits. De même la loi du 9 sept. 1835 (art. 2) parle de l'offense qui a « pour but d'exciter à la haine ou au mépris de la personne du Roi ou de son autorité constitutionnelle. »

tention d'atteindre que la personnalité même du Chef de l'Etat il ne pourrait empêcher le peuple de penser que seul un régime politique pourri a pu porter à la tête du pays un homme qui n'est qu'un satyre ou une fripouille.

Assurément nous pensons qu'il faut distinguer pour faire le départ entre les champs d'application respectifs des 2 incriminations selon que l'expression outrageuse par sa contexture même vise l'homme lui-même ou la fonction qu'il représente (1). Et nous serions volontiers porté à penser que la distinction se fera selon le caractère plus ou moins précis de la proposition offensante : « A bas Loubet » serait un cri séditieux : ce que l'on veut atteindre ce n'est pas tant la personnalité même de M. Loubet que le Président de la République, quelque soit celui qui occupe ce poste, au contraire le cri : « A bas cette canaille de Loubet » serait constitutif du délit d'offense au Président de la République. C'est sa personne même qui est visée, mais le régime tout entier s'en trouvera atteint. Le danger politique entraîne le caractère politique de l'infraction.

LVII

SUITE. — OUTRAGE AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

ET DÉLIT DE L'ART. 222 C. P.

Dans le même cadre une deuxième difficulté s'est

1) Cette explication permet de comprendre la confusion faite par la loi de 1815 : il est impossible de dissocier l'autorité suprême de la personne du Roi.

présentée : Existe-t-il un délit d'outrage au Président de la République ? Ce serait l'art. 222 C. P. qui le viserait comme il prévoit les outrages à tous les magistrats de l'ordre administratif ou judiciaire. Quelle différence y a-t-il entre cette infraction et l'offense au Président de la République prévu par l'article 26 de la loi sur la Presse ? La Cour de Cassation ayant répondu affirmativement à la première question a dû résoudre la deuxième (1) elle a qualifié d'*outrages* les insultes adressées au Président de la République en sa présence, l'art. 26 de la loi du 29 juillet 1881 réprimant seulement les offenses dirigées par la voie de la presse ou par des discours proférés dans les lieux ou réunions publiques contre le Président de la République (2). A la simple lecture des textes cette distinction paraît justifiée, mais M. Roux a démontré qu'elle était tout à fait contraire à l'origine même du délit d'offense. On avait voulu élever le chef de l'Etat au-dessus des insultes. Les mots de diffamation, d'injure et d'outrage avaient été écartés parce qu'ils marquaient l'effet d'un préjudice. Or, lorsqu'on insulte le Président de la République, il y a délit, mais il n'y a point dommage, il y a un criminel, mais il ne peut pas y avoir de victime. Ainsi « déclarer que le Président de la République peut être outragé et offensé, c'est dire qu'il est vulnérable et invulnérable au trait lancé contre son honneur, blessé et non blessé, victime et non victime, du délit commis contre sa personne » (3).

(1) Crim. (cass.) 6 janv. 1900 (Leblond), S. 1902-1-425, note critique de M. Roux.

(2) Dans le même sens : crim. (cass.) 26 juil. 1902 (Bartolieri) S. 1904-1-204.

(3) Note Roux précitée, p. 426, col. 3.

LVIII

DIFFAMATIONS DE PERSONNES PUBLIQUES

Les délits de diffamation à raison de leurs fonctions envers les ministres ou les membres du Parlement, les offenses aux chefs d'Etat étrangers, les outrages envers les agents diplomatiques étrangers, tous ces délits sont des délits politiques (1). Ils créent tous un danger politique : déconsidération du régime dans le premier cas, crainte de complications internationales dans le deuxième. S'il est obtenu au moyen de la lésion d'un intérêt privé, il faut cependant remarquer qu'il n'y a pas mépris d'un intérêt privé fondamental. L'intérêt privé ne peut pas équilibrer le danger politique.

LIX

FAUSSES NOUVELLES

Le délit de fausses nouvelles (art. 27, loi de 1881) est-il politique ? Pour l'existence du délit, il faut que la publication ait troublé la paix publique. Est-ce là cet élément de danger politique qui nous paraît indispensable à la reconnaissance d'un délit politique ? Non : le trouble de la paix publique est quelque chose de plus compréhensif ; les fausses nouvelles peuvent être de nature à amener une baisse des cours ; la nouvelle de l'effondre-

(1) En ce sens : Garçon, article premier, n° 179.

ment en Bourse de telle valeur n'aura vraisemblablement d'effet que dans le domaine financier. L'opinion publique en pourra être inquiétée sans cependant qu'il y ait danger *politique* créé.

Il se pourrait par contre que les fausses nouvelles eussent des répercussions directes dans le domaine politique intérieur (1), ce délit deviendrait alors politique. L'élément de « trouble à la paix politique » est spécifié en « trouble apporté à l'ordre politique ». En d'autres termes le délit de fausses nouvelles ne postule pas, par ses seuls éléments constitutifs, la possibilité dans tous les cas d'un danger politique. Mais, lorsque les fausses nouvelles le pourraient faire craindre alors le délit deviendrait politique.

LX

LES DÉLITS DE PRESSE ET LE BUT POLITIQUE DE L'AGENT

II. — M. Garçon (1) se demande si certains autres délits prévus par la loi de 1881 ne sont pas politiques en certains cas, il lui, paraît qu'il faut alors tenir compte du but que l'agent se proposait d'atteindre et des mobiles qui l'ont fait agir. M. Garçon pense qu'il en est ainsi pour la diffamation commise envers des corps constitués, des dépositaires de l'autorité publique, des citoyens

¹(1) Si un danger politique extérieur s'en suivait, le fait tomberait sous le coup des articles 84 et 85 C. P., V, affaire Arnould *supra*, n.

(1) Art. 1, n° 180.

chargés d'un service ou d'un mandat public (1). Pour nous il ne nous semble pas ici encore que le but de l'agent soit à considérer. C'est l'effet de son acte qui importe. Assurément l'effet politique correspondra le plus souvent au but politique de l'agent. Mais il n'y aurait rien d'impossible à ce que cela ne se produisit pas.

LXI

CANDIDATURES MULTIPLES

C'est un délit politique par sa nature qu'a prévu la loi du 17 juillet 1889 sur les candidatures multiples. Il est difficile même d'imaginer un danger politique créé avec une pareille absence de lésion de tout intérêt privé. C'est le type parfaitement pur du délit politique.

(1) M. Garçon parlait aussi de la diffamation envers les ministres du Culte. Mais la question ne peut plus se poser depuis les lois de séparation. Il n'y a plus de différence avec la diffamation envers un simple particulier.

APPENDICE

INFLUENCE DE LA LEGISLATION MILITAIRE SUR LA DIVISION EN INFRACTIONS POLITIQUES ET INFRACTIONS NON POLITIQUES

LXII

COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX MILITAIRES

Le nouveau code de Justice Militaire, du 9 mars 1928, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1929, a modifié sur quelques points les règles de compétence des Tribunaux militaires, édictées par l'ancien code de 1857. Le nouveau code distingue nettement la compétence des Tribunaux militaires en temps de paix et en temps de guerre. *En temps de paix* en sont justiciables : 1^o tous les militaires ou assimilés inculpés d'une infraction militaire (1) (art. 2., al. 1 et 3, C. J. M. comb.), 2^o tous les individus militaires ou civils, inculpés d'une infraction quelconque, militaire ou non, commises dans les casernes, quartiers, établissements militaires et chez l'hôte (art. 2, al. 4) ; 3^o au cas d'état de siège, tous les individus, inculpés soit d'un des crimes énumérés au paragraphe 1 de l'article 8 de la loi du 27 avril 1916 sur la Justice militaire, soit d'un crime militaire, soit d'un crime connexe à l'un des précédents (art. 171 *in fine* C. J. M. et art. 8 dernier alinéa. Loi du 27 avril 1916 combinés).

(1) Au cours de cette étude, nous entendrons par « infractions militaires » les crimes et délits prévus par le chapitre II du tome II du nouveau C. J. M. (art. 192 à 248 inclus).

En temps de guerre, les Tribunaux militaires connaissent de : 1° tous les crimes ou délits militaires ou non, accomplis par des militaires ou assimilés (2) (article 163, al. 2) toutefois les infractions militaires accomplies par quelque individu que ce soit, lorsque l'armée est en territoire ennemi (art. 164) ; 3° toutes les infractions militaires accomplies dans la zone d'une armée sur le territoire français, par tous individus, étrangers ou non (art. 165) ; 4° les mêmes infractions accomplies par quiconque dans les communes ou départements déclarés en état de siège et dans les places de guerre assiégées ou investies (art. 171) ; 5° toutes les infractions énumérées par l'art. 8 de la loi du 27 avril 1916 et accomplies par toute personne en cas d'état de siège déclaré (1).

LXIII

PÉNALITÉS DES CRIMES MILITAIRES

Quant aux pénalités que dans tous ces cas, les judiciaires des Tribunaux militaires peuvent encourir elles sont indiquées par l'art. 253 C. J. M. Mais sa seule lecture ne peut permettre de saisir toutes les distinctions à faire. C'est cette tâche que nous voudrions entreprendre. Nous allons sérier tous les cas, où il s'agit soit d'un militaire inculpé, soit d'un tribunal militaire, compétent, soit de

(2) Ces assimilés sont énumérés par l'art. 163 C. J. M. La notion en est différente des assimilés ordinaires indiqués par l'art. 33. Ceux-ci sont déjà visés par l'art. 163 dans sa première disposition.

(1) Signalons que la compétence des Tribunaux militaires lorsqu'elle est déterminée par la déclaration de l'état de siège n'est que facultative.

la commission d'une infraction militaire.

Cet article 253 pose deux principes : 1° « Dans les cas prévus par le C. J. M. le tribunal compétent applique aux militaires les peines prononcées par les lois militaires... à tous autres individus les peines prononcées par les lois ordinaires, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par une disposition expresse de la Loi. » 2° dans les mêmes cas, si les individus non militaires sont déclarés coupables d'un crime ou d'un délit non prévu par les lois pénales ordinaires, ils sont condamnés aux peines prévues par le présent Code. Et comme le C. J. M. édicte quelques peines qui ne sont susceptibles de frapper que des militaires le Code prévoit quelques inversions de peines.

LXIV

SUITE — INFRACTIONS PUREMENT MILITAIRES

ET INFRACTIONS MIXTES

Mais le Code de Justice ne prévoit de pénalités spéciales que pour les infractions militaires. Or de ces infractions, les unes sont « purement militaires » en ce sens qu'elles sont prévues par le seul C. J. M. par exemple l'insoumission ou l'outrage à un supérieur, les autres sont dites « mixtes » en ce sens que, pouvant être commises par toute personne, les lois ordinaires les ont prévues comme le C. J. M., celui-ci ayant eu besoin de les prévoir spécialement à cause de leur gravité particulière lorsqu'elles sont accomplies par des militaires ou au préjudice de l'armée, par exemple le recel d'effets militaires.

LXV

PRONONCIATION DES PÉNALITÉS DU C. J. M.

Or, les Tribunaux militaires auront à connaître d'infractions militaires, aussi bien purement militaires que mixtes, il en sera ainsi chaque fois qu'un militaire aura eu pour la perpétration de son infraction des complices civils et que le délit ou le crime n'aura pas été accompli dans un établissement militaire. En temps de paix tous seront déférés à la justice ordinaire (art. 6) (1).

Ainsi donc les pénalités édictées par le C. J. M. peuvent être prononcées soit par des Tribunaux militaires, soit par des Tribunaux ordinaires et aussi bien contre des civils que contre des militaires. De ces quatre éventualités on peut donner comme exemple :

a) Complicité d'un *civil* à l'outrage envers un supérieur accompli dans une caserne : *Le Tribunal militaire* est compétent art. 2, al. 4. C'est la peine du C. J. M. qui est applicable, art. 253, al. 3.

b) Désertion d'un *soldat* sans complice civil en temps de paix ou de guerre, le *Tribunal militaire* est compétent art. 2, al. 1. La peine du C. J. M. est applicable, art. 253 al. 1.

c) Complicité d'un *civil* à la désertion d'un soldat en temps de paix : *Le Tribunal ordinaire* est compétent art. 6, c'est la peine du C. J. M. qui est applicable : art. 253, al. 3.

(1) En temps de guerre de la combinaison des articles 164 et 165 il résulte que les Tribunaux militaires seront toujours compétents pour en connaître.

d) désertion d'un *soldat* ayant un complice civil en temps de paix. Le Tribunal *ordinaire* est compétent, art. 6, la peine du C. J. M. est applicable, art. 253, al. 1.

LXVI

NATURE DES CRIMES MILITAIRES

Mais lorsqu'une infraction est ainsi *prévue* et punie selon le C. J. M. peut-on dire d'elle qu'elle est politique ou non politique ? En vérité on conçoit bien que certaines d'entre elles attentent à l'ordre politique ce que d'autres ne font pas. Mais nous croyons que le fait qu'elles blessent toutes l'ordre militaire doit faire dire qu'elles sont militaires sans plus. Remarquons bien qu'il ne s'agit que du cas où elles sont non seulement prévues par le C. J. M. mais en outre punies des pénalités qu'il édicte. Par conséquent toutes les infractions purement militaires d'une part, d'autre part les infractions mixtes quand elles s'appliquent à des militaires, toutes ces infractions ne sont pas politiques ou non politiques, elles sont militaires.

LXVII

SUITE — INFRACTIONS MIXTES

Supposons maintenant qu'une infraction mixte ne soit pas punie des pénalités du Code de justice militaire : par exemple il y a recel ou détournement d'effets militaires par des civils. Les Tribunaux militaires ou ordinaires seront compétents selon que l'infraction aura eu lieu ou non dans un établissement militaire. Nous ne voyons pas ici en quoi cette circonstance de lieu, qui ne déterminera même pas un changement des peines à

prononcer, pourrait déterminer un changement dans la nature de l'infraction.

Or, lorsque la juridiction ordinaire sera compétente, le fait que l'infraction aura lésé l'organisation militaire n'empêchera pas l'infraction d'être politique ou de droit commun. Il en sera de même lorsque ce sera le Tribunal militaire qui connaîtra de l'affaire. *La seule prévision d'un délit par une loi militaire ne suffit pas à enlever à ce délit sa nature intrinsèque politique ou de droit commun.*

LXVIII

SUITE — INFRACTIONS ORDINAIRES DE LA COMPÉTENCE

DES TRIBUNAUX MILITAIRES

Les Tribunaux militaires peuvent être enfin appelés à statuer sur des infractions non définies dans le C. J. M. Il en sera ainsi notamment en cas d'état de siège déclaré ou en temps de guerre ? Ce seront les pénalités édictées par les lois qui les définissent et les répriment qui seront applicables. Les infractions seront politiques ou non politiques selon la nature qu'elles ont ordinairement. La compétence du Tribunal militaire n'y ajoute rien. Ainsi la conspiration fomentée pendant la guerre par des militaires sera certes passible des tribunaux militaires (article 163, C. J. M.) mais n'étant pas prévue par la C. J. M. ce serait les pénalités ordinaires que la juridiction devrait prononcer : le crime resterait politique (1).

(1) La question faisait au contraire difficulté sous l'ancienne

En effet on saisit assez mal comment la compétence de la Juridiction militaire pourrait l'empêcher. Cette prorogation de compétence est extraordinaire, elle est inspirée par le désir de remettre en temps de crise à une autorité unique le jugement de toutes les infractions susceptibles d'atteindre l'ordre général de la nation. Et législation. L'ancien article 269 disposait en effet : « Aux armées, dans les divisions territoriales en temps de guerre..., tout justiciable des tribunaux militaires, coupable ou complice d'un des crimes prévus au chapitre I du titre 11 du présent livre (c'étaient les crimes de trahison, espionnage, embauchage) est puni de la peine qui y est portée. »

Cependant d'excellents auteurs soutenaient que malgré l'application de ces peines militaires, les crimes s'ils étaient politiques à l'état ordinaire, le restaient (Roux, note au S. 1920, 1, 281, colonne 1, Vidal et Magnol, note page 106). Nous pensons aussi que cette solution était la bonne (cfr Plassard p.). Cette opinion peut paraître en contradiction avec celle que nous avons adoptée au numéro 6 ci-dessus pour le cas où les pénalités du C. J. M. s'appliquent à des civils. Mais c'est qu'il s'agissait d'infractions militaires commises dans des circonstances autrement graves, que ne l'étaient dans tous les cas les infractions punies autrefois selon le C. J. M. : Aujourd'hui nous ne considérons comme militaires (cette appellation excluant à notre avis toutes recherches du point de savoir si elles sont politiques ou non) que 1° Les infractions purement militaires lorsqu'elles sont accomplies par des militaires, ou dans un établissement militaire, ou en temps de guerre ; 2° les infractions mixtes lorsqu'elles sont accomplies par des militaires, ainsi l'espionnage et la trahison.

Mais sous l'ancienne législation la conception de M. Plassard déniait tout caractère politique à la trahison commise par des civils en temps de guerre. Pour lui le caractère militaire l'emportait, parce qu'on devait considérer que toute la nation vivait en fonction de l'armée. Il n'y avait plus de différence sensible entre les militaires et les civils, toute la nation était militarisée.

comme cet ordre dépend du succès définitif de nos armées, on comprend que ce soit au bénéfice des Tribunaux militaires que cette unicité de la compétence s'opère.

LXIX

ANCIENNE DIFFICULTÉ RELATIVE AUX INFRACTIONS

ORDINAIRES DE LA COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX MILITAIRES

La différence des articles 253 nouveau et 269 ancien a supprimé une deuxième difficulté : Lorsqu'en temps de siège, un civil commettait un crime de trahison, il était justiciable des tribunaux militaires ; son crime entraînait en effet dans les termes de l'article 8 de la loi du 9-11 août 1849. De plus le crime étant prévu par le C. J. M. les pénalités de l'article 205 s'appliquaient (argt anc. art. 269).

L'état de siège venant à cesser alors que l'affaire était pendante devant les tribunaux militaires, ceux-ci ne cessaient pas d'en connaître cependant (art. 13 loi de 1849). Mais la question se posait de savoir si l'article 269 s'appliquait encore ou s'il y avait simplement prorogation temporaire de la compétence des tribunaux militaires, mais avec obligation pour eux de statuer selon les lois ordinaires. La question était intéressante : dans le premier cas le crime *sans perdre sa nature politique* (voir supra page 106, note 1) entraînait application de la peine de mort. Dans le deuxième au contraire, l'agent n'encourait que la déportation dans une enceinte fortifiée. La

Cour de Cassation, approuvée par M. Roux, avait statué dans ce deuxième sens (1).

Aujourd'hui, disons-nous, la question ne ferait plus difficulté : la peine de mort n'est applicable (*dans les espèces qui à l'ordinaire sont politiques*) que lorsqu'elle est appliquée à un militaire ou lorsqu'elle est prévue pour une infraction « non prévue par les lois ordinaires ». Dans l'un et l'autre cas l'application est *indépendante*, du point de savoir s'il y a état de guerre ou non.

CHAPITRE II

EVOLUTION DANS LA CONCEPTION DU DELIT POLITIQUE EN DROIT FRANÇAIS

SECTION PREMIERE

LA NOTION DE « DELIT POLITIQUE » EXISTAIT-ELLE DANS NOTRE ANCIEN DROIT ?

LXX

L'ANCIEN DROIT CONNAISSAIT-IL NOTRE DISTINCTION ?

Cette distinction couramment admise aujourd'hui par la Législation française est-elle bien ancienne ? Jousse (1) par exemple lorsqu'il établit huit manières de considérer les crimes semble-t-il la suggérer ? En vé-

(1) Crim. (règlement de juges), 6 décembre 1919 (aff. Deredon), B. Cr. n° 268, Crim. (Casse), 26 mars 1920 (aff. Wiart) S. 1920. I, 281 ; crim. (Casse), 23 avril 1920 (aff. Boizet) B. cr. n° 190 ; Crim. (Casse) 19 mars 1920 (aff. Sutter) B. cr. n° 146.

(1) Traité de la Justice criminelle de France, tome I.

rité sa première division ne doit pas faire illusion. Jousse distingue les délits publics des délits privés, mais cette division toute imprégnée de Droit romain ne se place pas sur le terrain de l'ordre politique : « Les premiers, dit Jousse, sont ceux qui touchent l'ordre et la sécurité *publics*, comme sont les crimes de lèse-majesté divine ou humaine, l'hérésie, la fausse monnaie, le vol de grand chemin.... le port d'armes et les assemblées illicites, les blasphèmes, les meurtres et les assassinats... Les délits privés sont ceux qui n'intéressent que les personnes offensées et non le repos et la sécurité publiques... » (2). Comme on le voit, la classe des Délits publics est encore plus étendue que la catégorie actuelle des délits contre la chose publique. Jousse ne considère pas le but ou le danger politique présenté par les infractions qu'il classe dans sa première catégorie : il se préoccupe uniquement de leurs répercussions. Ne dépassent-elles pas le cercle des intérêts de la personne lésée : il y a délit privé ; sinon, il y a délit public.

La cinquième manière de considérer les crimes est, selon le même auteur : « par la différence de leur objet, selon qu'ils attaquent ou la majesté divine ou le souverain ou les particuliers » (3). Cette classification semble cadrer avec la nôtre ; les crimes de lèse-majesté étant les attentats contre le Prince et contre l'Etat « attaquent le Souverain et l'ordre du Gouvernement ». L'assimilation de la personne physique du souverain et de l'Etat ne

(2) *Op. cit.*, p. 4.

(3) *Op. cit.*, p. 5-6.

doit pas être retenue comme différence avec notre division : la doctrine politique de l'époque l'imposait ; nous restons au contraire sur le plan strict de l'ordre politique. Et puisque les crimes de lèse-majesté divine n'ont aucun correspondant dans notre Droit pénal actuel leur présence dans la division de Jousse ne peut pas nous la faire rejeter comme différente de la nôtre.

LXXI

SUITE — LES CRIMES DE LÈSE-MAJESTÉ HUMAINE

AU PREMIER CHEF

Laissons de côté les crimes de lèse-majesté divine qui n'ont pas de correspondant dans notre droit actuel. Les crimes de lèse-majesté humaine étaient divisés en deux groupes, sous deux chefs : « A l'égard des crimes qui se commettent contre l'Etat, nous en distinguons de deux sortes, dit Muyart de Vouglans », les uns que l'on appelle crimes de lèse-majesté au premier chef parce qu'ils attaquent directement le souverain dans sa personne ou dans celle de ses enfants, des Princes de son sang et de ses principaux officiers, ou dans sa souveraineté même par des ligues, associations et entreprises qui se font contre la sûreté de son Etat. Les autres connus sous le nom de crimes de lèse-majesté au deuxième chef parce qu'ils attaquent indirectement le souverain soit dans l'honneur et dignité de sa couronne, soit par des libellés ou par des altérations de son effigie dans les monnaies ou dans son sceau ; soit dans son autorité par

des rébellions, outrages faits à ses officiers de justice, par des séditions et émotions populaires, chartre privée, bris de prison, péculat et concussion... » (1):

Et si nous lisons dans l'ouvrage de Bretencour (2) les textes des ordonnances ou Edits royaux relatifs à ces crimes, nous voyons qu'ils sont le plus souvent dénommés expressément crimes de lèse-majesté au premier chef (3) ou au second chef (4).

LXXII

SUITE. — Y A-T-IL DES PÉNALITÉS SPÉCIALES A CES CRIMES ?

Mais quelle était l'utilité pratique de la distinction ? D'une façon très générale elle était nulle : il n'y avait aucune règle spéciale aux crimes de lèse-majesté, qui fut applicable à *tous* les crimes et *jamaïs* aux autres. On peut seulement dire que les crimes de lèse-majesté humaine au premier chef, étaient punis de façon excep-

(1) Les lois criminelles de France. Préface p. XII.

(2) Pierre Bougler de Bretencour. Explication des articles et chefs du crime de lèse-majesté extraits des anciennes ordonnances. Paris, 1622.

(3) Ex. : Ordonnance de François 1^{er} (août 1539) sur les « attentats contre la personne du Roy, majesté et autorité » ; Edit de Charles II (1562) sur le « intelligences et correspondances avec les puissances étrangères » ; Edit de François II (sept. 1553) sur « l'enrôlement des gens de guerre ».

(4) Ordonnance de François 1^{er} (juin 1517) sur les « levées de deniers, munitions et estappes dans le royaume » ; Edit de François II (déc. 1557) sur les « outrages à magistrats, officiers du Roy et Ministres de Justice » ; Edit de Charles IX (juin 1571) sur le « transport sans permission des bleds, vins, toiles et pastels ».

tionnellement sévère et que d'autre part à la suite d'ententes entre les diverses maisons régnantes d'Europe les auteurs de ces crimes étaient extradés.

Quant aux peines notamment, on constate bien que certains châtiments sont réservés aux crimes de lèse-majesté. Par exemple : la peine d'être écartelé ou tiré à chevaux « n'a lieu ordinairement que pour les crimes de lèse-majesté *au premier chef*, quoiqu'elle ait été quelquefois employée pour réprimer des attentats faits à la personne des princes du sang (1).

La maison du coupable était rasée, son nom supprimé, ses plus proches parents bannis, tous ses biens confisqués. De même on infligeait la peine d'être traîné sur la claie aux seuls criminels convaincus de lèse-majesté divine ou humaine. Et la condamnation de la mémoire d'un défunt ne s'infligeait que dans les mêmes cas (2).

Pour d'autres façons d'exécuter à mort on voit au contraire la confusion régner : La peine de la roue par exemple était applicable aux assassins et cependant certains conspirateurs contre la vie du Roi n'en furent pas moins frappés (3). Par exemple : Pierre Barrière en 1593 et Fontanelle en 1602.

Muyart de Vouglans spécifie bien que les singularités de la peine de l'instruction ou de l'administration des

(1) Eod, p. 44. Rapp. Muyart de Vouglans, *Les lois criminelles de France*, page 55.

(2) Jousse, I, p. 54-55.

(3). Cod. p. 44.

peines ne s'appliquaient qu'à au cas « d'attentat commis directement à la personne du Roi » (4).

Donc, d'une façon générale, pas de peine, ni d'instruction spéciale aux crimes politiques. On ne faisait pas la séparation des crimes de lèse-majesté humaine au premier chef d'une part et de tous les autres crimes de l'autre.

LXXIII

SUITE. — SIGNE D'INDIVIDUALISATION DE LA PEINE

Comme nous le verrons, en Droit moderne la conception objective de la distinction en délits politiques et délits de droit commun tend à faire place à une conception subjective fondée sur les mobiles du coupable, si bien que certaines législations modernes ont abandonné notre distinction qui s'est trouvée fondue dans la classification plus large en infractions déshonorantes et non déshonorantes : la différence se marquant par la nature des peines. Or il existait dans l'ancien droit, quelque chose d'approchant : certaines peines étaient réservées aux roturiers (1) et d'autres aux nobles (2) Muyart de Vouglans dit expressément : « non seulement cette peine paraît la moins rigoureuse, mais elle n'emporte point parmi nous la note d'infamie » (3).

(1) *Op. cit.*, p. 132 et S.

(2) Ainsi le fouet et la potence : Jousse, *op. cit.*, p. 58 et 45.

(3) La décollation par exemple. Rapp. Loyssel : « En crimes qui méritent la mort, le vilain sera pendu et le noble décapité », VI-2, Max. 28. Institutes coutumières.

(4) *Op. cit.*, p. 58.

Assurément la différence quoiqu'elle fût établie par la qualité du coupable était essentiellement **objective**, mais il faut noter un effort d'individualisation : *lorsqu'un noble était coupable d'un crime bas les peines roturières lui étaient applicables*. Ce système encore qu'il soit bien simpliste est cependant plus nuancé que celui vers lequel a tendu le législateur français du xix^e siècle : accorder des faveurs aux délits politiques par respect pour les mobiles de leurs auteurs, avec présomption irréfragable de noblesse de ses mobiles.

En tous cas comme il peut apparaître à la lecture dans Jousse ou dans Muyart de Vouglans des supplices réservés aux criminels de lèse-majesté, ce n'étaient pas des hommages pour leurs nobles pensées qui leur étaient réservés. On peut dire que la différence entre les crimes politiques et les crimes non politiques était à peu près inconsistante.

SECTION II

ETUDE CHRONOLOGIQUE DE LA LEGISLATION

FRANÇAISE DEPUIS LA REVOLUTION

LXXIV

DROIT INTERMÉDIAIRE

Le Droit Pénal Révolutionnaire ne semble pas avoir contribué à la naissance de notre classification. Les crimes de lèse-majesté n'existent plus. Le Code Pénal du 6 octobre 1791 divise les crimes en sections dont les

trois premières sont consacrées aux attentats contre la sûreté extérieure et intérieure de l'Etat et contre la constitution. Mais notre division n'apparaît pas encore. Notamment il n'est pas de peines réservées à ces crimes que nous appelons aujourd'hui politiques (1). Tout au plus peut-on remarquer qu'il existe une forme particulière de déportation instituée par le Décret du 10 mars 1793 sur le Tribunal Révolutionnaire (2). Elle frappait « ceux qui seraient convaincus de crimes ou de délits qui n'auraient pas été prévus par le Code Pénal et les lois postérieures ou dont la punition n'aurait pas été déterminée par les lois et dont l'incivisme et la résidence sur le territoire de la République auraient été un sujet de trouble public et d'agitation » (Art 3, titre 2).

LXXV

L'ŒUVRE DU CODE PÉNAL

Le Code Pénal de 1810 n'allait pas lui même établir la différence ce devait être l'œuvre de la Monarchie de Juillet. Elle allait édicter les deux principales règles qui sont à la base du statut des Infractions Politiques : Des peines criminelles spéciales les répriment ; elles ne donnent pas lieu à l'extradition.

(1) V. l'étude générale des peines employées par le Code pénal de 1791 dans la thèse de H. Rémy (Paris 1910). Les principes généraux du Code pénal de 1791.

(2) Il en existait déjà deux formes : la déportation des mendiants et vagabonds, la déportation des récidivistes. Il convient d'entendre ce mot au sens de « transportation ». La confusion dans la terminologie régnera d'ailleurs longtemps.

LXXVI

SUITE. — SÉVÉRITÉ DANS LA REPRESSION

DES CRIMES POLITIQUES

Comme on l'a dit bien souvent le Code Pénal de 1810 était inspiré par une utile sévérité. Et en particulier les crimes politiques insérés dans les deux premiers chapitres du livre III étaient sanctionnés par les peines les plus sévères. Si, d'une façon générale, le but réformateur de la peine ne préoccupait pas les organisateurs du régime pénitentiaire, on peut vérifier spécialement en notre matière que son rôle d'élimination était particulièrement prisé au contraire : peines de mort et déportation y sont prodiguées. Après ces peines perpétuelles seul le bannissement était édicté.

La confiscation générale enfin accompagnait toujours la peine de mort à la différence des cas où elle réprimait des crimes non politiques (1).

Ainsi selon Dhaubeusart « le législateur déployait une légitime rigueur ». Cette sévérité et le mode d'organisation de ces peines, correspondaient-ils à l'état de la Législation sur les crimes politiques ?

(1) M. Radouant (La confiscation générale et la loi du 14 novembre 1918) a montré avec quelle peine la confiscation fut admise dans le Code Pénal de 1810 quelle hostilité profonde elle soulevait. Seule une très habile intervention de Napoléon détermina les rédacteurs à la conserver mais même après qu'il eût parlé on osa encore ouvrir de passionnés débats sur son opportunité (Radouant, *op. cit.*, p. 12 et sq).

Target, dans ses observations sur le projet de Code Pénal l'explique par le plus grand danger que présentent les crimes politiques : le danger politique. C'est une considération objective : « les crimes les plus pernicioeux, et par conséquent les plus graves sont ceux qui attaquent la sûreté de l'Etat, qui ébranlent les fondements de l'ordre et de la paix publique, parce que dans un seul attentat, ils contiennent tous les maux et tous les crimes » (1).

Quelle est l'utilité du bannissement ? Dhaubeusart dans son rapport y voit une peine éliminatoire localisée, et cette localisation correspond à son danger : « La présence du coupable d'un délit politique n'a ordinairement qu'un *danger local* et qui peut disparaître dans le Gouvernement sous lequel se fixe le banni » (2). Ce n'est même pas une punition ici ; il n'y a aucune satisfaction donnée à l'idée de châtimement ; le législateur n'entend pas répondre aux vœux de répression prononcés par la conscience populaire : car seule l'utilité sociale le guide et si le banni en ressent quelque mal, ce n'est pas là qu'est le résultat cherché.

Et sur la confiscation générale, le même Dhaubeusart reprendra l'argument du plus grand danger créé par les crimes contre la sûreté de l'Etat : ici il légitimera cette peine d'*intimidation* : « Le législateur doit chercher à retenir l'ambitieux que la crainte du supplice

(1) Locré, XXIX, p. 9, Adde : Dhaubeusart, p. 223 : « il faut bien distinguer les crimes qui *attaquent* l'existence publique d'un Empire d'avec ceux qui ne *blessent* que des intérêts particuliers ».

(2) Locré, XXIX, p. 222.

n'effraierait pas par l'aspect des besoins qui après lui poursuivraient sa famille».

Ainsi la considération du plus grand danger présenté par les crimes politiques motive une rigueur exceptionnelle qui se traduit par l'élimination de leurs auteurs, que ceux-ci soient éliminés radicalement par la mort, disparaissent de la circulation par la déportation, ou enfin soient chassés du territoire français par le bannissement.

Aucune considération de sentiment : les crimes politiques ne sont pas aux yeux des rédacteurs la manifestation de pensées nobles ou courageuses. Au contraire, Dhaubeusart dira d'eux qu'« ils sont ordinairement suscités par l'ambition » (1).

LXXVII

SUITE. — APPARITION DE LA DISTINCTION DANS LES TRAVAUX

PRÉPARATOIRES

M. Garçon a soutenu que la division des infractions en politiques et non politiques était étrangère au Code de 1810 (2). Nous ne sommes pas tout-à-fait de l'avis de l'éminent professeur. Nous croyons que si la distinction n'en était pas clairement faite, les rédacteurs l'ont cependant entrevue (certes pas dans le sens où M. Garçon la désirait voir s'accréditer). Assurément, le mot de « crime » ou de « délit politique » seraient vainement

(1) Locré, XXIX, p. 223.

(2) Rapport sur les « peines non déshonorantes » présenté à la Société des Nations. V. Rev. pénit. 1896, p. 833-39.

cherché dans tout le texte du Code. Mais au contraire dans les Travaux préparatoires on les trouve souvent (si pour des lois récentes on doit bien se garder de se référer à telle ou telle opinion émise à la Tribune de la Chambre, les discussions au Conseil d'Etat, et surtout les rapports de Berlier, de Treilhard ou de Dhaubersart étaient le développement même des stipulations condensées dans les Codes), non pas dans les vaines énumérations mais indiquant le champ d'application particulièrement réservé à certaines peines. Treilhard dit du bannissement : « Cette peine nous a paru convenable pour certains *crimes politiques* » (1), sur la confiscation générale, qu'à la différence de ce qui se passe pour les délits ordinaires « il est rare que les *crimes politiques* ne soient pas commis par suite d'une opinion commune à toute la famille » (2).

M. Garçon se refusait peut-être à considérer comme les premiers signes d'une distinction cette ébauche qui n'était pas inspirée par la considération des mobiles du délinquant ; elle existait quand même.

LXXVIII

UNIQUE RÉFORME SOUS LA RESTAURATION

Sauf la disparition de la confiscation générale (3)

(1) Loaré XXIX, p. 205. Exposé des motifs.

(2) Loaré XXIX, p. 333. Discussion au Conseil d'Etat.

(3) Art. 66 de la charte de 1814. Cette abolition a été confirmée par la charte de 1830 et la constitution de 1848. La nature même des textes contenant cette abolition ou la rappelant, montre que cette modification est une mesure politique et non une mesure inspirée par un progrès de la science pénale.

la Restauration n'atteignit pas le régime des délits politiques tel qu'il avait été instauré par le Code Pénal. C'est sous la Monarchie de Juillet que le régime allait être modifié : une plus attentive pénétration psychologique devait conduire au renforcement de la distinction.

LXXIX

L'ŒUVRE DE LA MONARCHIE DE JUILLET

Tout un statut spécial au Délit Politique devait au contraire être élaboré sous la Monarchie de Juillet. Elle allait parachever elle-même sur certains points l'œuvre qu'elle avait entreprise, mais pour d'autres elle n'allait que jeter les bases du système prévu laissant aux Gouvernements postérieurs le soin de rédiger certaines lois qu'elle avait elle-même inspirées et préparées.

Dans quel esprit toutes ces lois furent-elles rédigées et votées ? Devant quels résultats pratiques devait-on en fin de compte se trouver ? Tels sont les sujets des développements suivants.

LXXX

LA LOI DU 8 OCTOBRE 1830.

ET LA COMPÉTENCE DES COURS D'ASSISES

POUR LES INFRACTIONS POLITIQUES

La Charte de 1830 promettait dans son article 69 qu'il serait pourvu par une loi séparée « à l'attribution au Jury des délits de la presse et des délits politiques ».

La promesse devait être bien tenue : la loi du 8 octobre 1830 la réalisait. Sur les motifs de l'attribution et sur son opportunité, aucun renseignement n'est fourni par les travaux préparatoires : les vœux de l'assemblée entière l'accompagnaient. La soustraction des délits politiques et de la presse, c'est-à-dire de tous les délits d'opinion aux Tribunaux de police correctionnelle émanait de la crainte (justifiée alors) que les magistrats ne fissent montre dans leur répression d'une sévérité excessive : les Jurés au contraire représentaient l'opinion de la masse : ils pourraient sans crainte de pression gouvernementale reconnaître si la manifestation d'une opinion politique révolutionnaire exprimait les aspirations populaires, on n'aurait plus à redouter la répression brutale d'agents du Gouvernement (1).

LXXXI

DÉFINITION LÉGISLATIVE DES « DÉLITS POLITIQUES »

Mais au contraire les mots « délits politiques » expression nouvelle dans les lois françaises devaient être définis exactement et la plus grande part des discussions allait porter sur leur détermination.

L'opinion du Comte Siméon, auteur du projet, et rapporteur à la Chambre des Pairs, peut se résumer dans les deux propositions suivantes :

(1) Ce n'est pas ici le lieu de rechercher si ces nobles pensées furent satisfaites. Il ne semble pas cependant à la lecture d'ouvrages de l'époque que le Jury fût si pur, si intègre, qu'on le voulait bien représenter. V. p. ex. le procès de Julien Sorel dans *Le Rouge et le Noir*.

1° Les Délits Politiques par nature sont les délits contre la sûreté de l'Etat et contre la Charte constitutionnelle.

2° Mais on ne peut avoir la prétention d'énumérer limitativement les délits politiques. La loi ne peut se le proposer et on doit laisser aux Cours et Tribunaux la possibilité de reconnaître que tel délit est politique, quoiqu'il ne rentre pas dans les termes de l'énumération légale (1).

Siméon distinguait nettement les Délits Politiques des délits publics. Pour lui si les uns et les autres altèrent plus ou moins la sécurité publique les premiers seuls « attaquent les lois fondamentales de l'Etat » (2) « La Charte constitutionnelle constitue l'existence publique de l'Etat : il est donc incontestable que les délits contre la charte sont des délits politiques » (3).

Mais il est clair que pour Siméon, la distinction est fondée sur une base objective : assurément il dit bien que « de pareils actes ont la plupart du temps une tendance plus ou moins politique » (4). Mais outre que cette phrase n'est pas l'indice d'une conviction très ferme, il oppose très nettement les délits politiques par nature, délits qui toujours tirent leur caractère de l'essence

(1) Rapport Siméon, *Moniteur* du 11 septembre 1830, p. 1066, col. 3. Rapprocher, Decazes au *Moniteur* du 19 sept., p. 1121, col. 1.

(2) On trouve là l'influence de la définition donnée par Filangieri : « l'ordre politique d'un Etat est déterminé par les lois fondamentales qui règlent... ». *Science de la Législation*, tome V, titre VIII, in principio (trad. française, vol. II, page 93).

(3) *Moniteur*, page 1066, col. 3.

(4) *Moniteur*, eod loc.

même de l'ordre qu'ils blessent de ceux qui peuvent le devenir par les circonstances de temps et de lieu.

En dehors des délits contenus dans les deux premiers chapitres du livre III « nous n'en avons aperçu aucun dans le Code pénal qui soit politique essentiellement et par nature » (1) Les autres qui correspondent à ce que nous appelons aujourd'hui Délits Politiques complexes et connexes « furent enveloppés dans une disposition générale à la suite des délits politiques de leur nature ». On ajoutait à l'article 7 un deuxième alinéa : « Et tous les autres délits commis à l'occasion d'Assemblées, de discours, écrits, d'actes ou de faits politiques ». Ainsi celui qui frapperait un Pair en haine de ses votes commettrait un délit politique.

Ainsi les Délits politiques purs se caractérisaient par l'ordre qu'ils attaquaient ; ils étaient politiques de leur nature, aucune appréciation n'était possible ; le but de leur auteur était indifférent. Ces délits étaient énumérés dans le premier alinéa de l'article 7. Cette disposition enrichie par la Chambre des Députés devait seule passer dans la loi :

Le deuxième alinéa au contraire devait succomber devant l'opposition de la Chambre des Députés : sa formule si compréhensive, mais si vague aussi ne convenait pas à une loi de juridiction, nécessairement précise (2) .

Mais la Commission de la Chambre des Députés enri-

(1) *Moniteur*, du 18 sept. 1830, p. 1111.

(2) De Martignac. Rapport à la Chambre des Députés. *Moniteur* du 2 octobre, p. 1208.

chissait par contre l'énumération des délits politiques de certaines infractions commises par les Ministres du Culte et des délits d'Associations (Section VII du Chapitre III du III C. P.).

LXXXII

SUITE. — ÉLÉMENT CARACTÉRISTIQUE DU DÉLIT POLITIQUE

La loi passa ainsi. Le comte Siméon déplora que les magistrats fussent réduits « au rôle de pures machines d'application ». Mais sa pensée maîtresse demeurait : *Les délits politiques se distinguaient par la nature politique de l'ordre auquel ils portaient atteinte* (1).

(1) La loi du 8 octobre 1830 fut abrogée par le Décret du 25 février 1852. Cependant comme nous l'avons vu (supra p. n° 7) on peut considérer que les délits qu'elle visait dans son article 7 sont encore des délits politiques. Il est impossible de soutenir que son énumération est actuellement limitative (Contra cependant : Chauveau et Hélie II, p. 15 et Conseil de Révision de Paris, 14 août 1871, affaire Vielle, S. 1872-2-110). Mais sous l'empire de la loi c'est-à-dire, entre 1830 et 1852 la question s'en est au contraire posée de façon très aiguë. Les uns soutenaient, s'appuyant sur les déclarations de Siméon, que l'énumération n'était qu'énonciative. Les autres faisaient remarquer très justement que sur ce point l'opinion du Comte Siméon avait été abandonnée devant l'opposition très ferme de la Chambre des Députés.

Les Cours d'Appel, à la suite de la Chambre criminelle dont la doctrine était très ferme (Crim. 6 janvier 1831, af. Housset, S. 1831-1-160) ; 18 janvier 1833, af. Roudier, S. 1833-1-343 ; 4 septembre 1834, af. Lebon, S. 1835-1-35 ; 30 juin 1849, af. de Boispéan et De la Pilorgerie D. 49-1-335. Les arrêts de 1831 et 1849 sont des arrêts de cassation) adoptaient cette seconde solution (Paris, 17 juin 1831, af. Montalembert, D. Rep. V° Délit Pol. n° 6, note 2 ; Gre-

Cette loi du 8 octobre 1830 n'était qu'une loi de procédure et de Juridiction (1). On avait banni de sa rédaction toute réforme de fond. Les modifications pénales devaient venir plus tard. La loi du 28 avril 1832 portant révision de plusieurs articles du C. P. allait les entreprendre.

LXXXIII

1832. — LOI DE RÉVISION DU CODE PÉNAL

DIVISION DES PEINES CRIMINELLES EN DEUX ÉCHELLES

De cette loi date nous l'avons vu la séparation en chée en 1810 et que les rédacteurs de 1832 n'allaient

noble, 22 juillet 1831, af. Raffin, S. 1832-2-170 ; Orléans, 5 mai 1834, af. Bidault, S. 1834-2-291 ; Orléans, 31 mai 1847, af. Renou Ruet et Dessaignes, D. 47-2-161 ; Rennes, 5 août 1847, D. 49-5-139 sur renvoi de l'affaire de Boispéan).

Il est d'ailleurs intéressant de rapprocher cette solution d'une autre donnée par la Jurisprudence à propos de cette même loi de 1830 ; elle a jugé couramment que la loi du 8 octobre 1830 n'avait « nullement modifié la compétence exceptionnelle et d'ordre public établie par l'article 181-C. Ins. Cr. qui vise les délits commis à l'audience (Crim. 27 février 1832, affaire Raspail Blanqui, S. 1832-1-161 ; C. d'Assises Rhône, 18 juin 1832, aff. Bœuf, S. 1832-2-85 ; Paris, 18 août 1849, af. Dufetel, S. 1849-2-488). Il s'agissait dans ces espèces de cris séditieux proférés ou de discours séditieux prononcés par les inculpés dans leurs défenses. Il semble par le rapprochement de ces deux solutions que les Tribunaux aient été hostiles à l'extension de la compétence du Jury.

Quant à la deuxième solution, on peut remarquer que la Cour de Cassation l'a consacrée à nouveau : la compétence du jury en matière de Délits de presse ne met pas obstacle au jeu de l'article 181 (31 juillet 1891, affaire Meunier, S. 1892-1-543).

deux catégories des peines criminelles, **séparation ébauchée** en 1810, et que les rédacteurs de 1832 n'allaient d'ailleurs pas parfaire puisque deux lois devaient plus tard achever leur œuvre (Constitution de 1848, loi du 23 mai 1863).

Le souvenir de la Révolution de 1830 entreprise une fois de plus pour libérer le peuple, le souvenir de tous les complots ourdis contre Charles X et qu'une sévère répression avait décapités n'étaient pas abolis chez les gouvernants actuels. Les sentiments qui avaient guidé les conspirateurs leur semblaient encore généreux : au cours de la discussion il ne s'agira que des *mobiles* moins pervers qui poussent les auteurs d'attentats à la sureté de l'Etat. On était loin de reconnaître avec Dhaubenssart que ces auteurs étaient ordinairement guidés par l'ambition.

Mais où allaient aboutir ces vues généreuses ? à une distinction générale selon que les *délinquants* auraient agi dans un but politique ou poussés par des *mobiles* bas : ambition, vengeance, cupidité ? Non. On n'allait pas sortir de la ligne générale du Code. On allait l'accentuer : la séparation serait plus tranchée entre les *crimes* politiques et les *crimes* non politiques. On ne pourrait plus confondre les peines dévolues aux uns de celles réservées aux autres ; mais on sentait avoir fait assez : *pas de faveur particulière aux premiers*.

Thouvenel proposant l'abolition de la peine de mort la proposait pour tous les crimes. Ce serait la peine remplaçante seule qui différerait : « s'il s'agit de crimes

(1) Duc Decazes, *Moniteur* du 19 septembre 1830, page 1120, col. 2. Rapp. De Martignac, *Moniteur* du 2 septembre.

politiques, elle sera remplacée par la détention à perpétuité, et par celle des Travaux forcés à perpétuité s'il s'agit d'autres crimes » (1).

LXXXIV

SUITE. — ESPRIT DE LA DISTINCTION

Comme les voyageurs qui montent en première classe non pas pour être mieux, mais simplement pour ne pas coudoyer les voyageurs de troisième classe les auteurs de crimes politiques étaient honorés par l'incidence sur eux, de certaines peines dont jamais voleurs ou vulgaires assassins ne devaient jouir.

Par exemple le Code pénal n'avait pas assez spécialisé la peine de la déportation : l'infanticide et la concussion en étaient frappés. Désormais elle serait réservée aux crimes politiques : « elle était parfaitement appropriée à la *nature* de ces crimes » (2).

Une nouvelle peine était créée : la détention — ce serait une peine politique aussi, destinée d'abord à remplacer le bannissement dans quelques cas où il était imprudemment prononcé ; « ceux qui supposent une hostilité politique, en correspondance avec l'étranger, et qui par conséquent ne cesseraient pas dans l'exil » (1).

(1) Amendement présenté à la Chambre des Députés le 24 novembre 1831. *Moniteur*, p. 2220.

(2) Discours du Garde des Sceaux, *Moniteur* du 1^{er} septembre 1831, p. 1495, col. 1.

En conséquence la détention allait remplacer le bannissement dans les hypothèses prévues par les articles 78 et 81, alinéa 2.

Ainsi la spécialisation s'affirmait. Mais si la considération des mobiles avait commencé par y inciter le Législateur, il ne s'agissait plus en fin de compte que de *crimes* politiques et non de *criminels* politiques. Une présomption que l'auteur d'un attentat politique avait été poussé par la passion politique existait peut-être : mais quel intérêt restait attaché à cette présomption, puisque, eût-il été prouvé que l'auteur avait agi dans un pur esprit de lucre, une peine politique n'en aurait pas moins pu être seule prononcée.

LXXXV

ABOLITION DE LA PEINE DE MORT EN MATIÈRE POLITIQUE

La peine de mort en matière politique virtuellement abolie par une déclaration du Gouvernement provisoire du 26 février 1848 le fut définitivement par la constitution du 4 novembre 1848 (article 5).

Comme nous l'avons vu (1) aucune définition du crime politique ne fut donnée, quoique la nécessité en eût été démontrée par Isambert. Cette abolition, réclamée depuis longtemps était la manifestation d'une conception libérale : les membres du Gouvernement provisoire, révolutionnaires très peu auparavant, ne pouvaient considérer les délinquants politiques qu'avec une ten-

(1) Supra n° 6.

dresse de père (2). Ils eussent été assez mal venus à sévir. Cette réforme de fond fut réellement la première mesure de faveur, mais qui devaient en profiter ? Ici on est embarrassé et étonné par le résultat : considérer les crimes politiques en eux-mêmes avec indulgence c'est un paradoxe, aimable à soutenir peut-être, mais surement dangereux à consacrer. Les faveurs du Gouvernement provisoire allaient aux *criminels politiques*, à ceux qui mus par la passion politique ont accompli des crimes. Ainsi, semblait-il l'abolition de la peine de mort allait bénéficier aux criminels politiques ? Pas du tout : *aux auteurs de crimes politiques* et ce n'est certes pas la même chose.

LXXXVI

SUITE — CHAMP D'APPLICATION DE LA RÉFORME

Aussi la peine de mort n'allait-elle être abolie que pour les crimes politiques par nature et non pour les crimes de droit commun connexes avec des crimes politiques. La Jurisprudence ne tarderait pas à statuer ainsi (1). Il était vraisemblable qu'elle allait transposer aux

(2) Noiret avait même proposé l'amendement suivant : « la peine de mort et les peines infamantes sont abolies en matière politique » V. S. Lois Annotés 1848, p. 175, col. 1.

(1) Cass, 9 mars 1849 (af. de l'assassinat du général Bréa, S. 1849-1-209).

Il faut remarquer que dans l'intervalle la Jurisprudence avait eu à se demander quelle peine devait remplacer la peine de mort abolie. Elle ne s'était pas arrêtée à une pure interprétation du texte de la loi qui combinée avec le principe « *Nulla pœna sine lege* »

crimes politiques l'énumération établie pour les délits par la loi du 8 octobre 1830. C'était la même conception du crime politique caractérisé par la nature de l'ordre blessé ; et les faveurs dont il jouirait s'expliqueraient par des présomptions de mobiles généreux chez ses auteurs. Les cercles n'étaient plus concentriques : leurs centres étaient déplacés — mais les législateurs ne parurent pas s'en troubler.

LXXXVII

1850 : LA DÉPORTATION DANS UNE ENCEINTE FORTIFIÉE

La loi du 8 juin 1850 sur la déportation, dont le but était d'organiser la peine destinée à remplacer la peine de mort dans les cas où elle était abolie nous donnera seulement l'occasion de remarquer d'abord que l'arrêt de la Cour de Cassation dans l'affaire Bréa, n'incita pas les législateurs à modifier leur formule : ils ne protestèrent pas que la Jurisprudence avait dénaturé leur conception. Bien au contraire l'assemblée nationale à la presque unanimité sanctionna le rappel à l'ordre prononcé contre un représentant ayant dit qu'on venait de « rétablir l'échafaud politique » (Moniteur du 22 mars 1849). Ensuite au point de vue régime pénitentiaire des con-

l'aurait conduit à absoudre les individus coupables de crimes politiques entraînant la mort sous l'ancienne législation. « L'article 5 de la Constitution a eu pour effet non d'affranchir de toute peine les crimes politiques emportant autrefois peine de mort, mais de leur rendre applicable la peine immédiatement inférieure ». Respectant la division des peines criminelles en deux échelles, la Cour trouve que cette peine est la déportation. Cr. (Casse) 3 février 1849 (aff. Durand) S. 49-1-145.

damnés politiques, nous voyons que les buts d'élimination et d'intimidation collective sont toujours seuls recherchés dans une condamnation politique :

« Sans doute cette peine a des rigueurs morales, mais c'est de là que dépend son utilité sociale. C'est par là qu'elle est capable de frapper les imaginations et de rendre à la pénalité politique, profondément énervée l'autorité et la *force préventive* qui lui manquent » (1).

LXXXVIII

1863. — LA SPÉCIALISATION DU BANNISSEMENT

La loi de 1832 révisant le Code Pénal, n'avait pas, avons-nous dit, achevé la séparation absolue des peines politiques et des peines de droit commun.

D'abord elle avait laissé à la peine de mort un caractère mixte ; la Constitution de 1848 avait mis fin à cette première confusion en abolissant la peine de mort en matière politique. Mais d'autre part plusieurs infractions évidemment de droit commun restaient punies de la peine politique du bannissement. Dans le système général du Droit pénal, c'était devenu une anomalie que la loi des 13 mai-1^{er} juin 1863 allait supprimer. Les articles 155, 156, 158 et 160 punissaient du **bannissement faux** passeport, fausse feuille de route et faux certificat médical, délivrés ou utilisés dans certaines circonstances spéciales.

Du faux passeport l'exposé des motifs de la loi dit :
« On ne saisit pas bien ce qu'il peut y avoir de poli-

(1) Rapport Rodat, D. 1850-4-130, col. 3.

lique » (1). En vérité c'est bien plus vrai pour les deux autres infractions car le passeport, fut créé sous la Convention afin d'éviter des dangers politiques, à une époque de guerre civile, d'émigration politique et d'immigration d'agents de l'Etranger, agents contre-révolutionnaires. Favoriser ces manœuvres était assurément participer aux conspirations contre le Gouvernement de la République. Mais en 1863 les temps avaient changé (2) et à l'époque actuelle, il faut reconnaître que, le plus souvent pour la France, l'émigration ou l'immigration clandestine constituent des dangers seulement au point de vue économique ou sanitaire. Le danger politique n'est plus la règle : d'ailleurs si l'officier public délivrait un faux passeport à un espion ou à un conspirateur, la peine politique criminelle qui menacerait celui-ci serait applicable à lui-même par application des règles de la complicité (articles 60, al. 2).

LXXXIX

LOI DE 1863 SUR LES FLAGRANTS DÉLITS

La loi du 20 mai 1863 sur les flagrants délits exclut du domaine de cette procédure certaines classes d'infractions parmi lesquelles les délits politiques (article 7). Cette loi est intervenue à une époque d'apaisement général. Le Gouvernement n'a pas voulu qu'on l'accusât de proposer une loi dont il pourrait user comme d'une

(1) Exposé des motifs n° 13, D. 1863-4-80, col. 3.

(2) V. en ce sens, le rapport de M. de Belleyne : S. lois annotées 1863, p. 58, col. 2.

arme politique (1) : Pas de procédure sommaire en matière politique.

Les crimes et délits politiques vont être visés par trois lois de la fin du XIX^e siècle, qui les soustrairont à certaines mesures de rigueur (loi de 1885 sur les récidivistes, loi de 1892 sur l'exercice de la médecine) ou qui leur étendront de façon particulièrement large, le bénéfice de certaines faveurs (loi de 1891 sur le sursis).

XC

1885. — LA RELÉGATION NE PEUT PAS FRAPPER

LES DÉLINQUANTS POLITIQUES

La première, la loi du 27 mai 1885 sur les Récidivistes instituant la peine complémentaire de la Relégation pour les malfaiteurs ayant à leur actif un certain nombre de condamnations de gravités déterminées dispose dans son article 3 : « Les condamnations pour crimes ou délits politiques, ou pour crimes ou délits qui leur seront connexes ne seront en aucun cas comptés pour la relégation ». Cette loi est la manifestation de la tendance de faveur irréfléchie pour les délits politiques qui caractérise les législateurs de la troisième République : faveur qui repose encore et toujours sur une équivoque : sous couleur de sympathie pour les délinquants politiques, les crimes et délits politiques se voient traités avec faveur : *c'est une erreur grossière* mais elle

(1) Voir en ce sens : Exposé des motifs, S. Lois annotées, 1863, p. 69, col. 2 et Rapport de M. Ed. Dalloz au S. loc cit. p. 72, col. 1.

se trouve dans *chaque loi* qui emploie les mots « délit politique depuis 1848.

Le projet du Gouvernement du 11 novembre 1882 ne mentionnait que les « crimes et délits politiques ». Après renvoi à la Commission, puis rejet le lendemain, d'un amendement Gatineau, la Chambre adopta en deuxième délibération, un amendement de même tendance proposé par sa Commission et visant les « crimes et délits connexes » (1).

Mais sans avoir à entrer dans le détail des travaux préparatoires de la loi, il n'est pas téméraire d'affirmer après les avoir lus, que ce n'est nullement un principe juridique qui fut inséré dans cet article 3. Aucune justification ne fut jamais donnée de cette exclusion (2).

Il ne faut y voir que la crainte d'une mesure qui servirait à des prescriptions politiques (3). Les législateurs se sont refusés à réfléchir un instant sur la portée de leur décision, les crimes ou délits politiques ne leur ont pas paru d'un danger moindre : un pur élan de sentimentalité leur a fait repousser un rapprochement et une confusion de tous les délits politiques et de droit commun pour l'application de cette peine éliminatoire qu'était la relégation.

(1) Séance du 25 juin 1883 sur rapport complémentaire de Gerville Reache, Ch. Doc. Parl. 1883, p. 959.

(2) L'exposé des motifs se borne à la seule affirmation de cette nécessité d'exclure les délits politiques de tout compte à faire en vue de la Relégation. V. doc Parl. Ch. 1882, p. 2049, col. 2.

(3) V. les appréhensions de M. Gatineau, Déb. Parl. Ch. 1883, p. 872 et 873.

LOI DE 1891 SUR LE SURSIS A L'EXÉCUTION DES PEINES

La loi du 26 mars 1891 dispose que seule une condamnation à un délit de droit commun peut entraîner révocation d'un sursis antérieurement accordé ou au contraire empêcher l'octroi du sursis à une condamnation postérieure. On en déduit, unanimement, que les crimes et délits politiques sont ainsi exclus de cette double disposition. Quelle en est la raison ? Cette exclusion existait dès la première rédaction de la proposition de loi de M. Bérenger. Elle ne semble avoir jamais donné lieu à discussion. Au cours des péripéties de la loi, une proposition présentée à la Chambre par MM. Reybert, Gagneur et autres étendait le bénéfice du sursis à tous les inculpés, quelles que fussent leurs condamnations antérieures. M. Bérenger dans son rapport maintient la restriction. Comme en 1885, la faveur faite aux crimes et délits politiques semblait aller de droit.

Aucune justification n'en était donnée : il était suffisant d'énoncer qu'un délit politique ne pouvait être l'indice d'une rechute pour un condamné de droit commun et inversement. N'aurait-il pas fallu alors modifier l'article 56 C. P. qui donne expressément une solution contraire ? (1) Mais de pareilles contradictions ne semblent guère gêner les Législateurs.

(1) Il est indifférent que les premier et deuxième termes de la récidive criminelle soient de même nature ou au contraire de natures différentes : l'un politique, l'autre de droit commun.

XCH

LOI SUR L'EXERCICE DE LA MÉDECINE

Enfin la loi du 30 novembre 1892 stipule dans son art. 28, dernier alinéa, qu'en aucun cas les crimes ou délits politiques ne pourront entraîner la suspension ou l'incapacité d'exercer une profession médicale ou l'exclusion d'un Etablissement d'Enseignement médical, l'adoption de cette disposition ne donna lieu à aucune difficulté : « il ne faut pas ajouter aux peines déjà si grandes de l'ostracisme qu'ils supportent la moindre déchéance les privant de leurs droits de citoyens » (2). La condamnation à une peine politique ne doit être entachée d'aucune note nouvelle d'infamie : Cela suffit pour faire tout admettre.

XCH

LOIS SUR LE RECRUTEMENT DE L'ARMÉE

C'est à 1889 que remonte la disposition aujourd'hui insérée dans l'art. 6 de la loi du 13 mars 1928 sur le Recrutement de l'armée, déclarant que ne sont pas exclus des corps réguliers de l'armée les « individus condamnés pour faits politiques ou délits connexes à des faits politiques ». Cette disposition est renouvelée de la loi du 1^{er} avril 1923 qui l'avait elle-même empruntée à la loi du 15 juillet 1899. Lors de sa première rédaction elle donna lieu à un débat parlementaire intéres-

(2) Henri de Saisy. Doc. Parl. Sénat, 1892, p. 264, col. 1, *in fine*.

sant. Le député Pion en demanda la suppression (1). Cette disposition couvrait la porte à tous les arbitraires, une définition du délit politique n'ayant jamais pu être donnée. L'article fut cependant voté **après une** intervention de Guyot Dessaigne (2) « Nous ne voulons pas que parce qu'on aura été condamné pour un crime ou pour un délit politique, on soit privé à jamais de l'honneur de servir son pays ». Rien mieux que cette discussion ne peut montrer l'absence complète de valeur de certains débats parlementaires. On saisit ici la pure loi de tendance : si un parti approuve, les partis opposés critiquent, de bonnes raisons personne n'en découvre ; on n'adopte pas telle opinion parce qu'on la sent juste ou bonne, mais parce que l'étiquette politique sous laquelle on est rangé impose de la soutenir. Ici il y avait un argument capital : personne ne l'a vu alors : le traître ou l'espion, condamnés pour faits politiques ne seront pas exclus des corps réguliers de l'armée. Ainsi grâce à l'honorable M. Guyot Dessaigne, à celui qui aura livré à un ennemi éventuel, contre rémunération tel plan intéressant la défense nationale, on n'aura pas voulu enlever « l'honneur de servir son pays » :

Et les faveurs continuent de tomber sur les condamnés pour faits politiques.

XCIV

DÉCHÉANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE

Toujours par la même inexplicable réversion la loi

(1) V. Déb. Parl. Chambre 1887, p. 1297, col. 3

(2) Eod., p. 1300, col. 1.

du 15 novembre 1921 complétant la loi du 24 juillet 1899 sur la protection des enfants maltraités et moralement abandonnés n'a pas admis que les condamnés politiques puissent être déchus de leur puissance paternelle. L'exclusion des crimes politiques est faite par une formule double qui vise d'une part les condamnés à des peines criminelles politiques, d'autre part, les auteurs d'attentats contre la sûreté intérieure de l'Etat (art. 2).

XCV

CONTRAINTÉ PAR CORPS

Et tout récemment encore la loi de finances du 30 décembre 1928 a été une nouvelle preuve que nos Parlementaires sont toujours attentifs à la distinction entre infractions politiques et de droit commun ; son article 19 prévoit en effet dans son avant dernier alinéa : « La contrainte par corps ne pourra jamais être appliquée en matière de contraventions, délits et crimes politiques ».

XCVI

LES LOIS ANARCHISTES — RENVOI

Les auteurs modernes s'accordent à reconnaître que l'évolution de la notion des crimes politiques a été marquée dans le dernier demi siècle par deux tendances restrictives : 1° certains délits anti-sociaux en auraient été exclus ; 2° on tendrait à distinguer les crimes contre la sûreté extérieure de l'Etat des attentats sa sûreté extérieure pour reconnaître à ces derniers seulement la nature d'infractions politiques.

Nous ne pouvons traiter ici des délits anarchistes, ceux-ci faisant partie de cette classe de délits que l'on est convenu d'appeler complexes ou quelquefois relatifs. Nous entreprendrons leur étude lorsque nous aurons caractérisé les infractions complexes et connexes.

SECTION III

LES ATTENTATS CONTRE LA SÛRETÉ

EXTÉRIEURE DE L'ÉTAT

SONT-ILS AUJOURD'HUI DES DÉLITS POLITIQUES ?

XCVII

ATTENTATS A LA SÛRETÉ INTÉRIEURE

ET ATTENTATS A LA SÛRETÉ EXTÉRIEURE DE L'ÉTAT

Les auteurs modernes signalent dans l'évolution de la notion de délit politique un deuxième courant restrictif ; on aurait tendance actuellement à exclure les crimes de lèse-patrie et à ne plus comprendre dans notre catégorie que les crimes de lèse-Etat (1). La distinction entre le traître et l'insurgé dit-on, est imposée par le sentiment populaire et nous le croyons volontiers. Mais cette distinction il nous paraît bien qu'elle ne vient à

(1) Garraud, Traité I, n° 124, p. 269-270, Vidal et Magnol n° 76 Plassard, Evolution de la nature juridique des attentats à la sûreté extérieure de l'Etat 1924. Rapp. Garraud. L'anarchisme et la Répression, p. 66.

l'esprit que si l'on considère la criminalité politique sous un angle subjectif. Tant que l'on en reste à une pure considération de la nature de l'ordre politique atteint, cette séparation n'apparaît que comme un jeu de l'esprit, une façon commode et rationnelle de classer les crimes politiques (1). Mais sitôt que l'on prend en considération les mobiles de l'agent, sitôt que, comme le Législateur français depuis 1848, on veut accorder des faveurs aux condamnés politiques par respect pour leurs mobiles, la séparation s'impose avec une force nouvelle. Cette proposition nous semble justifiée par l'étude des Travaux parlementaires français. Le vote de l'article 5 de la Constitution de 1848 nous est apparu comme la première manifestation d'une conception subjective du Délit politique. Or, dès cette époque la distinction se fait jour : En effet Deludre demanda que la peine de mort ne fût pas abolie à l'égard du crime de lèse-nation et par là il entendait le crime de trahison vis à vis de l'étranger : « il est un genre de crimes, disait-il que l'on pourrait confondre avec les crimes purement politiques, c'est celui des traîtres » (2) son amendement fut repoussé, c'est entendu, mais que la distinction se soit alors imposée à l'esprit d'un Parlementaire cela suffit à notre démonstration.

(1) Et par exemple pour Lombroso, partisan très catégorique d'une définition objective du Délit politique : « dans les crimes de trahison contre la Patrie, le caractère politique l'emporte sur tout autre ». Lombrosi et Laschi II, p. 265.

(2) *Moniteur* 1848, p. 2493, col. 1 (principio).

XCVIII

SUITE. — CONSÉCRATIONS LÉGISLATIVES

DE LEUR DISTINCTION

C'est surtout aux environs de 1890-1895 que le besoin de cette séparation semble avoir atteint son paroxysme : 2 lois et un projet qui fut tout près d'aboutir y firent allusion ou la consacrèrent. Les deux lois sont des lois contre les anarchistes ; la première du 12 décembre 1893, distingua la provocation aux crimes contre la sûreté extérieure de l'Etat de la provocation aux crimes contre la sûreté intérieure de l'Etat. Cette séparation faite matériellement dans l'art. 24 de la loi sur la Presse de 1881 présentait un intérêt pratique du fait du nouvel art. 49 de la même loi ; le législateur prenait soin d'écarter en ce qui concerne ces deuxièmes, l'application des mesures exceptionnelles qu'il créait, saisie préalable, arrestation préventive et confiscation.

La loi du 28 juillet 1894 allait créer un nouvel intérêt à faire la distinction. Les provocations *par la presse* aux attentats contre la Sûreté *intérieure* de l'Etat quoique accomplies dans un but de propagande anarchiste, restaient de la compétence des cours d'Assises (argt. art. 1).

Quant au projet de loi dont nous parlions, il modifiait les articles 75 à 83 C. P., les articles 75, 76 et 77 inchangés formaient l'article 75 nouveau et par ce procédé, certains articles étaient réservés à des dispositions sur l'espionnage destinées à remplacer la loi de 1886.

Ce projet par ailleurs et c'est là la disposition qui nous intéresse comportait un article 2 ainsi conçu : « Les crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat prévus par les articles 75 à 83 C. P. ne peuvent être considérés comme ayant un caractère politique ». Il fut adopté sans discussion par la chambre des Députés le 5 janvier 1895 (1) et en première délibération par le Sénat le 11 juillet 1898.

IC

SUITE. — INTÉRÊTS NOUVEAUX DE LA DISTINCTION

CRÉÉS DEPUIS LA GUERRE DE 1914-1918

La distinction semblait n'être plus présente à l'esprit des législateurs lorsque la guerre de 1914 est venue lui donner un regain d'actualité.

D'abord la loi du 14 novembre 1918 (2) « tendant à assurer plus complètement la répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat », a rétabli la confiscation générale pour ces derniers (3). Cependant cette

(1) Déb. Parl. Ch. 1895, p. 1994, col. 2.

(2) D. P. 1921--4-51.

(3) Notons que le domaine de la confiscation est ainsi différent de celui qu'elle avait en 1810. D'une part tous les crimes contre la sûreté intérieure de l'Etat n'en sont plus passibles. D'autre part elle ne s'attache pas aux seuls crimes entraînant la mort (ou aujourd'hui la déportation dans une enceinte fortifiée) quelque soit la peine qui les frappe, elle s'applique à tous les crimes contre la sûreté extérieure de l'Etat visés par le Code pénal, le Code de Justice militaire. Sur l'opposition de ces différences, voir Radouant (La confiscation générale) p. 24 et Sq.

loi s'explique par ce fait que pendant la guerre les législateurs portaient toute leur attention sur les crimes de trahison et d'espionnage, bien plutôt que par le dessein, après une savante pesée de leurs mobiles, de distinguer les crimes contre la sûreté extérieure de l'Etat des crimes contre la sûreté intérieure. Cette loi est une loi d'urgence, elle a paré au plus pressé : une sévère répression des premiers de ces crimes.

Mais la loi du 15 novembre 1921 (1) modifiant la loi de 1889 sur la protection des enfants maltraités et moralement abandonnés est plus symptomatique. Elle dispose que pourront être déchus de leur puissance paternelle : « les pères et mères condamnés aux Travaux forcés ou à la réclusion comme auteurs d'un crime autre que ceux prévus par les articles 86 à 101 C. P. ». Comme on le voit la division apparaît ici comme toute symbolique, tous les crimes contre la sûreté extérieure de l'Etat (art. 75 à 86) étant déjà exclus par la première partie de l'article. Le législateur n'a voulu faire qu'une « manifestation » en faveur de la séparation. Elle semble cependant de nouveau tomber dans l'oubli. Les lois successives sur le Recrutement de 1923 et de 1928 auraient pu fournir l'occasion d'exclure de l'armée française les condamnés pour espionnage ou haute trahison. Or, par routine peut être on ne souleva même pas cette question.

C

SUITE. — CONCLUSION

En définitive donc cette séparation des crimes contre

(1) D. P. 1921-4-313.

la sûreté de l'Etat en deux classes dont une seule contiendrait des infractions politiques n'existe pas en France. Assurément la classification en crimes contre la sûreté extérieure et crimes contre la sûreté intérieure de l'Etat est toute naturelle et nettement faite en France depuis le Code de 1791 (1) mais elle n'intéresse pas notre sujet, il ne s'agit que d'une division au sein des infractions politiques, à mettre sur le même plan que la division des infractions de droit commun contre les particuliers en crimes contre les personnes et crimes contre la propriété.

Il y a eu à l'Etranger une manifestation directe d'exclusion des crimes contre la sûreté extérieure de l'Etat hors du domaine politique qu'on peut rapprocher du projet de loi française de 1895, elle était contenue dans un projet de loi espagnole sur l'Extradition (2).

M. Plassard voit dans le rétablissement de la confiscation le témoignage que la législation des attentats à la sûreté extérieure de l'Etat s'oriente vers une sévérité croissante de leur répression et vers leur radiation de la liste des infractions politiques.

Nous pensons cette prédiction loin d'être réalisée : à la différence du projet adopté en 1895 qui donnait aux

(1) Elle est adoptée couramment à l'étranger. Cependant quelques lois et codes pénaux ou projets récents ne la font plus : loi tchécoslovaque du 19 mars 1923 relative à la sûreté de la République. Projet de C. P. Suisse approuvé par le Conseil national le 12 décembre 1928. Au contraire, le projet Rocco leur consacre deux chapitres différents.

(2) Annuaire de l'Institut de Droit international, tome 11, page 187, avec l'appréciation critique de M. Rollin.

Conseils de Guerre, compétence pour connaître de tous les crimes contre la sûreté extérieure de l'Etat, quels qu'en fussent les auteurs, le nouveau code de justice militaire a au contraire réduit le domaine d'application des *pénalités* édictées par les lois militaires ; l'art. 253 en effet ne les applique plus qu'aux militaires dans tous les cas où le crime est prévu par les lois ordinaires, ce qui est le cas de tous les attentats à la sûreté extérieure de l'Etat ; au contraire, dans ce même cas, l'ancien article 269 appliquait les pénalités du C. Justice Militaire à tous les justiciables des Tribunaux militaires. Ainsi, sinon la compétence de la Juridiction militaire du moins le domaine d'application des lois militaires nous semble aller en se rétrécissant.

CI

LES ATTENTATS A LA SURETÉ EXTÉRIEURE DE L'ÉTAT

CRIMES MILITAIRES

M. Plassard ne nie pas la nature politique des attentats à la sûreté extérieure de l'Etat dans notre droit positif actuel. Mais il souhaite qu'une réforme législative leur enlève cette nature pour leur attribuer celle des crimes militaires. Nous étudierons plus loin sa théorie, nous verrons que sa solution étant unilatérale, ne traduit pas la diversité des mobiles des auteurs de ces crimes. Pour cette raison elle nous semblera critiquable et surtout inutile.

CHAPITRE III
DES DIVERSES CONCEPTIONS POSSIBLES
DU DELIT POLITIQUE

CII

VUE GÉNÉRALE DE LA CONCEPTION FRANÇAISE

En définitive le statut actuel des délits politiques en Droit interne français tient dans les propositions suivantes :

1° Le Législateur en 1832 a établi les principes de leur distinction d'avec les délits non politiques. C'est à sa conception que la loi française continue à se rattacher. Cette conception est *objective* : le législateur se détermine d'après la nature de l'ordre attaqué par le délit.

2° La Législation française s'est enrichie depuis un siècle de toute une série de dispositions favorables dans la pensée de leurs rédacteurs aux *délinquants* politiques. Mais par un décalage opéré chaque fois, toutes ces lois de faveur visent les *infractions* politiques.

3° La Jurisprudence dans l'application qu'elle a faite de ces lois de faveur s'en est tenue à la conception objective initiale de la loi française.

CIII

PLAN

Mais cette conception objective de la loi française n'est pas la seule que l'on puisse imaginer et même de

nombreux auteurs, prenant peut être leurs désirs pour la réalité, ont découvert que notre droit consacrait une opinion subjective du délit politique.

Ainsi deux conceptions peuvent exister et peuvent être consacrées par les lois : l'une distingue les infractions politiques par la nature de l'ordre qu'elles atteignent, l'autre les reconnaît à la qualité des mobiles ou du but de leur agent.

Etudions dans ces deux conceptions les raisons que font valoir leurs tenants pour justifier, à leur point de vue, cette distinction. Voyons à quels résultats pratiques elles aboutissent.

SECTION I

LA CONCEPTION OBJECTIVE DU DÉLIT POLITIQUE

CIV

DIVISION

Cette conception est soutenue par tous ceux qui reconnaissent le Délit Politique à la nature de l'ordre atteint par l'infraction. Mais deux courants se dessinent : les uns (Chauveau et Hélie) se déterminent d'après la considération des *infractions* elles-mêmes. Les autres (Ortolan) d'après celle des *délinquants*. En somme ceux-ci sont tout à fait dans le courant de notre droit français actuel (1).

(1) Il faut enfin remarquer que Guizot écrivant à un moment où la distinction n'était pas reçue dans nos lois, faisait appel à tous les arguments propres à montrer la nécessité de la séparation.

§ I. — *Les crimes politiques et les crimes non politiques*
sont-ils de natures différentes ?

CV

ARGUMENTS ET CRITIQUE

LA CRIMINALITÉ RELATIVE DES DÉLITS POLITIQUES

Chauveau et Hélie (1) qui l'ont affirmé avec force en ont donné 3 raisons :

D'abord, première cause : « Les crimes communs sont partout des crimes, les attentats contre la personne humaine ou contre les propriétés sont des actes dont la criminalité n'expire pas aux frontières d'un Etat..., ils sont punis chez tous les peuples... Mais la constitution d'une Nation, sa forme sociale n'est qu'une institution essentiellement variable » (2).

Ce premier argument a un double défaut. D'abord il n'est pas rigoureusement exact, certains faits, aujourd'hui réprouvés par la conscience universelle des peuples civilisés, le vol par exemple ne l'ont pas toujours été ; il existait chez les Egyptiens des corporations de voleurs, soumises à la patente. D'autre part il ne prouve rien ; certaines lois pour être temporaires n'ont pas créé pour cela des infractions de nature toute spéciale : par exemple les lois de guerre sur la spéculation illicite,

(1) II, n° 407, p. 17 Sq.

(2) Rapp. Cauchy, p. 170.

de ce qu'un Gouvernement n'est pas assuré de la même pérennité que telle institution comme le respect de la vie humaine, ou la propriété individuelle, il n'en résulte pas que les atteintes au premier soient de nature moins répréhensibles que celles aux seconds.

CVI

SUITE. — INCERTITUDE DES CRIMES POLITIQUES

Chauveau et Hélie se fondent ensuite sur l'incertitude qui environne les délits politiques. En matière politique la justice doit trouver à la fois et le coupable et le crime. Notre auteur généralise ici tout un développement consacré par Guizot aux conspirations (1) ; celui-ci démontrait qu'un grand nombre de conspirations étaient machinées par le Gouvernement lui-même. « Les conspirations naissent sous la main d'une politique qui pour s'en préserver doit les faire éclore ». Mais alors cette présomption que tout complot est d'inspiration gouvernementale doit conduire à rayer cette infraction de notre Droit Pénal. Au surplus l'argument de Guizot aurait-il quelque valeur qu'il serait téméraire de le généraliser : la réalité des propos séditieux d'un ministre du culte ou de la livraison de plans à l'ennemi peut être prouvée avec la même certitude que la constance d'un vol ou d'une exposition d'enfant.

(1) Les conspirations et la Justice politique, p. 141 notamment.

CVII

SUITE. — VARIABILITÉ DANS L'INTÉRÊT

A LA RÉPRESSION DES D. P.

Enfin troisième argument de Chauveau et Hélie « il est évident que l'intérêt public à la répression du crime politique est essentiellement variable : car le même crime a des résultats différents suivant que le pouvoir est affermi ou ébranlé. Une tentative séditeuse essayée au sein d'une population heureuse et paisible retentit comme un vain son et étonne plus qu'elle n'alarme ».

Nous le reconnaissons volontiers et c'est précisément pour cela que dans les temps extrêmement critiques apparaissent certaines mesures de rigueurs et certaines conceptions sur le pur utilitarisme des peines, qui, à des peuples ne subissant pas la même crise, semblent des reculs de la science et de l'humanité. Les rigueurs déployées par le nouveau Code Pénal italien et le luxe des dispositions pénales soviétiques sur les actes contre-révolutionnaires en sont la preuve.

Mais si cet argument nous paraît ainsi fondé, il n'autorise par la conclusion qu'en tirent Chauveau et Hélie. De ce que certains crimes doivent être punis plus sévèrement à certains moments qu'à d'autres nous ne croyons pas qu'on doive les traiter avec indulgence toujours, ni surtout qu'on doive leur appliquer des peines d'une nature différente de celles qui répriment des infractions présentant un danger plus continu. La

répression des crimes de fausse-monnaie est plus importante en période de crise financière : Doit-on en déduire que les crimes de fausse-monnaie sont d'une nature différente des crimes de faux ordinaires qui sont toujours aussi dangereux ?

CVIII

CONCLUSION

Et en face de ces arguments qui s'effondrent, on peut donner des raisons qui devraient faire considérer avec une particulière aversion les crimes politiques. On est bien obligé de convenir que les crimes politiques contiennent en eux tous les crimes contre les particuliers. Il n'est pas de révolution qui n'entraîne la ruine de fortunes privées (1). Et tous les législateurs qui se sont préoccupés avant tout des dangers présentés par telle ou telle infraction ont réservé leurs rigueurs à celles que nous considérons aujourd'hui comme politiques (2).

Il ne semble donc pas que soit démontrée entre les crimes politiques et les crimes non politiques une différence *de nature* légitimant l'octroi des faveurs aux premiers.

(1) Garçon, *Le Droit pénal*, p. 126.

(2) Voir dans Lombroso et Laschi (II, p. 213 et sq) la description des châtiments réservés dans l'antiquité et chez les sauvages aux criminels politiques.

§ 2. — *Les crimes politiques et les crimes*

de droit commun sont-ils les indices

de criminalités différentes ?

CIX

ARGUMENTS ET CRITIQUES — MOBILES NOBLES DES

DÉLINQUANTS POLITIQUES

Pour l'affirmer les auteurs se sont d'abord fondés sur l'examen des mobiles. De cette thèse, c'est Ortolan qui a donné la défense la plus nuancée et cependant la plus absolue (1). Le plus souvent le criminel politique aura été conduit au crime par son excès de dévouement son esprit de sacrifice, sa nature généreuse mais même quand il y a perversité de l'agent, cette perversité est d'une nature particulière, distincte de celle qui se montre dans les délits non politiques surtout dans les délits contre les particuliers. Et cet argument sentimental a été développé à nouveau par beaucoup d'auteurs éminents (2). Il a été par contre beaucoup critiqué et nous pensons nous même que présenté comme il l'est ordinairement (sauf par M. Garçon) il n'est pas en effet excellent. Il n'est surtout pas déterminant, serait-il même psychologiquement exact. Et en effet si certains crimes politiques, nous le reconnaissons, ne choquent

(1) I, n° 706, p. 308.

(2) Garçon, *op. cit.*, p. 129. Donnedieu de Vabres, *La justice pénale d'aujourd'hui*, Paris 1929, p. 35. Rapp. Thiery, n° 184, p. 126. Teichmann, p. 424.

pas le sentiment populaire, cependant une législation positive ne peut pas les passer sous silence. Elle est obligée de les prévoir et de les punir ; ne pas le faire équivaldrait de sa part à un suicide par omission à plus ou moins brève échéance. L'observation de Tarde est bien vraie en partie, que la répression des crimes politiques » est le dernier refuge de l'utilitarisme pénal (1). Mais cette observation psychologique est fausse. La plupart des auteurs d'attentats à la sûreté extérieure de l'Etat sont des criminels corrompus ; ils agissent par esprit de lucre. La plupart des infractions en matière électorale sont le produit de l'ambition la plus vile et parmi les condamnés pour délits politiques de presse il y a au moins autant de **journalistes véreux** que d'hommes convaincus ; pour beaucoup de ces hommes qui se font les champions par la violence de la cause des opprimés, il est assez remarquable que par une heureuse coïncidence leurs convictions se trouvent d'accord avec leurs intérêts.

CX

AUTRE ARGUMENT

Une autre raison a été présentée par Ortolan et par Thiry. C'est que l'idée de légitimité varie avec les individus. Et cependant ils adoptent une définition objective du délit politique et ne le restreignent pas aux seuls attentats contre la sûreté intérieure de l'Etat. Or qu'est-

(1) Etudes pénales et sociales, p. 110. Rapp. Sagone (Rev. int. de D. Pénal 1930, p. 313) : « La nécessité de la défense sociale représente le premier fondement juridique du délit politique ».

ce que l'idée de légitimité peut bien avoir à faire avec la trahison de la Patrie ou la vente de son suffrage ?

SECTION II

CONCEPTION SUBJECTIVE

DU DÉLINQUANT POLITIQUE

CXI

DÉFAUT GENERAL DES ARGUMENTATIONS PRÉCÉDENTES

Si toutes ces raisons ne sont pas probantes c'est qu'elles sont présentées pour justifier la nécessité d'une distinction entre les crimes politiques et les crimes de droit commun, distinction dont les effets doivent être favorables aux premiers. Or, sur le terrain objectif on ne peut pas nier que les premiers sont plus dangereux que les seconds. Et toutes les études sur le caractère des *criminels politiques* ne sont pas probantes parce qu'on en applique les résultats *aux auteurs de crimes politiques* (1).

CXII

LE SENTIMENT PUBLIC

Et pourtant le sentiment public est là : il exige une

(1) C'est chez Lombroso que cela se manifeste particulièrement et on le remarque d'autant mieux que toute son argumentation, si tant est qu'on puisse parler d'argumentation chez Lombroso, est une étude du *criminel politique*. Le Dr Guiseppe Sagone le dernier auteur à notre connaissance qui ait écrit sur le délit politique commet cette erreur de la façon la plus nette ; V. Rev. int. du D. Pénal 1930, p. 318.

distinction, mais il veut la faire entre les délinquants politiques et les délinquants de droit commun. En vérité son critère est assez imprécis et par exemple comme le remarque très justement Tarde (1) « il suffit que le crime intéresse de près ou de loin un homme politique ou qu'il soit censé pouvoir exercer une influence quelconque sur le résultat d'une élection, fût-ce une élection municipale » pour qu'on la considère comme politique.

Mais ce ne sont là qu'erreurs d'application venant d'un autre sentiment public : l'appât du scandale ; on a assez de pitié pour les hommes politiques trainés dans la boue et ce sentiment de pitié à cause de la sentimentalité foncière du peuple, se transforme assez vite en un sentiment de sympathie. Que quelqu'un dégringole du haut de l'échelle sociale et le peuple le trouve assez puni.

Mais, malgré cette erreur ainsi explicable, le sentiment populaire se guide d'après les individualités en jeu, il se montre psychologue. Et lorsqu'il fouille ainsi dans les consciences des infracteurs, c'est au plus profond qu'il va, les questions de but final ou de but immédiat ne l'intéressent pas. Mais quels étaient les mobiles de l'agent ? Est-ce la réalisation d'une pensée de lucre ou de générosité et de dévouement qu'il a poursuivie ? Et ayant remarqué souvent que certains délits politiques sont commis par de nobles natures, il en est arrivé tout naturellement à confondre quelquefois crime politique et criminel politique. Et ceci va nous permettre une triple remarque.

(1) Etudes pénales et sociales, p. 111, note 1.

CXIII

COMMENT LES FAVEURS FAITES AUX D. P. NE CORRESPONDENT

PAS AU SENTIMENT POPULAIRE

1° Toutes les faveurs faites par le Législateur depuis 1848 au délit politique viennent de ce que les parlementaires sont de plus en plus à l'affût des desiderata de leurs masses électorales. Ils sont soucieux notamment de satisfaire aux besoins de justice de leurs électeurs. Et le peuple à cause de la confusion qu'il fait lui-même n'est pas choqué de voir l'interversion que nous avons signalée ; on part en guerre pour les délinquants politiques on aboutit à une loi favorable aux délits politiques et l'on croit de la meilleure foi du monde avoir remporté un succès.

2° Mais il en serait tout autrement si les masses populaires savaient ce que sont dans la législation française les « Délits Politiques ». Jamais elles n'ont considéré comme tels la livraison des plans ou la reddition des places fortes. Il suffit de rappeler l'indignation du peuple (quoiqu'elle fût assez mal venue en l'espèce) apprenant que Dreyfus ne serait pas condamné à la peine de mort mais subirait une peine politique. Ce sont les attroupements, la sédition, les révolutions, les libelles électoraux qui sont politiques. Le traître et l'espion sont au contraire honnis, ici la confusion ne règne plus parce que l'esprit populaire n'a pas pu faire cette constatation que souvent les traîtres sont des esprits nobles, il a remarqué au contraire que ce sont en géné-

ral des « vendus » ou des « lâches » et jamais à l'annonce d'un tel crime il ne lui arrivera d'associer son sentiment favorable aux « délits politiques ».

3° Mais même pour les crimes qu'il appelle crimes politiques (parce qu'il a constaté qu'ils étaient en général commis par des « convaincus ») le sentiment populaire n'est pas aveugle. Sa réprobation sera aussi forte que pour tout autre crime s'il apprend que l'appât d'un gain a poussé l'inculpé.

CXIV

MOBILES HONORABLES ET MOBILES BAS

Toutes ces constatations doivent être élargies. Pour tous les crimes que l'on appelle des crimes de droit commun, le sentiment populaire est nuancé. Par exemple, il y a quelques années, plusieurs personnes ont tué leurs femmes ou leurs maris en proie à d'atroces douleurs et qu'on savait condamnés à mourir. Il y aurait eu une véritable indignation populaire si les auteurs avaient été punis. Le mobile noble faisait passer par dessus le procédé.

Pour toutes les infractions il en est ainsi. Rappelons simplement la décision du « bon juge » dans l'affaire de la femme Ménard qui avait volé un pain pour son enfant affamé.

Ainsi, pour toutes les infractions, il faudrait pour satisfaire aux besoins populaires de justice distinguer selon qu'elles ont été accomplies par suite de mobiles honorables ou au contraire bas. Et cependant la Légis-

lation française ne s'est occupée de cette distinction que pour les délits politiques. Pourquoi ? C'est par suite d'une vue assez superficielle. Le peuple parle des délits politiques avec indulgence et surtout sympathie ; répétons que c'est qu'il a constaté que le plus souvent il faut admirer et non blâmer leurs auteurs. Pour un sentiment si vif les législateurs ont senti que les circonstances atténuantes ne suffiraient pas. Ce n'est pas une diminution de peine qu'il faut : c'est une peine de nature toute différente.

CXV

SUITE — LES « PEINES NON DESHONORANTES »

Le sentiment populaire s'il laisse le soin de leur organisation technique à la science pénitentiaire, doit servir de guide encore : les peines doivent être *non déshonorantes*. Toute nuance d'infamie doit en être *absstraite*.

Mais cette transformation de peines pourquoi en réserver la possibilité aux seuls délits politiques ? C'est à tous les délits qu'il faut l'étendre. Pour tous, les mobiles peuvent être nobles ou bas. Le régime des « peines parallèles » doit être universel en matière pénale. C'est M. Garçon qui a divulgué cette théorie et préconise l'adoption du régime des peines parallèles (Voir le rapport « sur les peines non déshonorantes » qu'il a fait à la Société des Prisons en 1896. Il est d'ailleurs malheureux de constater combien piètres furent les objections que l'on soutint contre son système).

Toute l'excellence du système soutenu par M. Garçon se marque dans cette réponse qu'il fit alors « On m'a objecté que parmi les insurgés se trouvaient souvent des récidivistes de droit commun et on s'indignait qu'ils pussent être condamnés à une peine non deshonorante. Je partage tout à fait cette indignation ; mais j'observe qu'avec la loi française actuelle il en est précisément ainsi : tout individu pris les armes à la main est coupable d'attentat contre la sûreté de l'Etat et puni de la déportation. Dans la théorie que je propose au contraire il en serait autrement. Le malfaiteur d'habitude qui se mêle à un mouvement populaire ne cherche dans l'émeute que le moyen de commettre de nouveaux délits ; Il ne lutte certainement pas pour le triomphe de ses idées politiques ».

CXVI

INUTILITÉ DE LA DISTINCTION EN D. P. ET D. NON P.

Mais en législation conviendrait-il à d'autres égards de garder la division en Délits Politiques et Délits de droit commun ? On a dit qu'il serait de mauvaise politique criminelle de faire des martyrs (1). Mais ce danger n'est plus à craindre puisque ce seront des peines non deshonorantes qu'on leur appliquera. D'autre part il est assez remarquable que pour des infractions contre la sûreté intérieure de l'Etat, on promet l'absolution à ceux qui consentent à pactiser et à faire « amende honorable »

(1) Garçon, *Le Droit Pénal*, p. 127. Ortolan. I, n° 708, p. 308-309. Rapp. Lombroso et Laschi, II, p. 273.

(V. art. 108 C. P. Rapprocher : Loi de 1848 sur les attroupements). Mais ceci n'a rien à voir au fond avec la distinction des Délits Politiques et des Délits non Politiques : ce sont des considérations de bonne politique criminelle appliquées à telle ou telle infraction déterminée : il suffit pour s'en convaincre de remarquer la coexistence des articles 108 et 138 C. P.

SECTION III

LE DÉLIT POLITIQUE EN DROIT COMPARÉ

CXVII

INTÉRÊTS DE CETTE ÉTUDE

L'Étude des Législations étrangères sur ce point est tout à fait suggestive. Elle va nous montrer les progrès faits par l'institution des peines parallèles. Nous allons voir se résorber la distinction particulière entre crimes politiques et crimes non politiques. Et l'évolution désirée, notamment, pas les divers projets suisses, va nous montrer que l'ancienne distinction ne peut pas être remplacée par la seule institution des circonstances atténuantes. La création de peines parallèles est une condition nécessaire de sa disparition.

CXVIII

ÉVOLUTION DESSINÉE PAR LES PROJETS SUISSES DEPUIS 1893

Les projets suisses de 1893 et de 1896 distribuaient sans ordre entre toutes les infractions, réclusion, pri-

son et amende. Seule une échelle de gravité déterminait le Législateur à édicter l'une ou l'autre peine. Et un article de la partie générale (art. 37 du premier projet, art. 39 du second) spécifiait que « la peine pourra être *atténuée* : 1° lorsque le délinquant a cédé à des mobiles honorables... » Ainsi donc selon les motifs égoïstes ou altruistes par exemple, la même peine peut être appliquée, seulement plus rigoureuse dans le premier cas que dans le deuxième.

Mais dès 1903 le système suisse se fait plus individualiste, peut être à l'imitation du Code Pénal norvégien de 1902, on voit apparaître le système des peines parallèles. Devant telle infraction déterminée, le Juge a parfois le choix entre deux peines, l'une sévère et déshonorante, l'autre plus douce et non déshonorante. L'art. 47 alinéa 2 du projet de la Commission d'experts de 1903 porte : « Dans les cas où le Juge a le choix entre la réclusion et l'emprisonnement il devra prononcer la réclusion quand l'acte a révélé chez son auteur la bassesse des sentiments ou la méchanceté du caractère » (1).

Et par exemple l'art. 185 du projet punissait certains

(1) Ici le projet fait d'ailleurs une place plus grande encore à la personnalité générale du délinquant qu'aux mobiles qui l'ont poussé à l'acte même pour lequel il est inculpé. On perçoit toute l'influence de l'Ecole positive italienne. La pénétration psychologique est encore plus étendue sinon plus profonde, on ne se contente pas de sonder la conscience humaine au moment même de l'infraction ; on lui demande en outre compte de toute sa vie. C'est que surtout dans les délits sociaux et politiques, une cause altruiste peut se trouver défendue par un égoïste hypocrite et souvent aussi pour défendre avec foi ce qu'il croit juste et bon, un altruiste peut se laisser guider accidentellement par des mobiles immoraux.

délits contre la sûreté intérieure de l'Etat de la réclusion ou de l'emprisonnement de 1 à 5 ans.

Mais le Juge n'avait pas le choix pour toutes les infractions et par exemple seule la réclusion était prévue pour les atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat (art. 186 à 188 du projet (1), on peut dire qu'il y avait pour ces dernières présomptions de bassesse chez l'agent. Et cette présomption était irréfragable. Or ceci est contraire à la vérité ; certains crimes contre la sûreté extérieure de l'Etat peuvent fort bien être accomplis par des séparatistes convaincus : par exemple au cas où les Alsaciens-Lorrains auraient conspiré contre l'Allemagne avant la guerre.

CIXX

LE CODE ZANARDELLI.

De même le Code Zanardelli de 1889, s'il prévoyait la seule peine de l'ergastolo aussi bien pour les faits tendant à soumettre l'Etat à la domination étrangère (article 104) que pour l'infanticide ou le parricide (article 366) laissait pour certaines infractions le choix au juge entre la réclusion (emprisonnement déshonorant) et la détention (« Custodia honesta ») : par exemple pour la révélation des secrets diplomatiques ou militaires (art. 107). Au contraire la réclusion était seule applicable à la fourniture d'approvisionnements à l'ennemi (art. 114), la détention était seule prévue pour la dégra-

(1) Rapp. supra n° 57 sq.

dation d'emblèmes de l'Etat accomplie pour marquer son mépris (art. 126) pour certaines infractions d'imprudence ; révélation de secrets (art. 109).

CXX

LE CODE PÉNAL NORVÉGIEN DE 1902

C'était là un reproche qu'au contraire le Code Pénal Norvégien de 1902 n'encourait pas ; son paragraphe 24 était ainsi libellé : « Lorsque la réclusion est la seule peine privative de liberté prévue par la loi, elle peut être remplacée par une peine d'emprisonnement d'égale durée si les circonstances permettent d'admettre que l'acte n'est pas résulté d'une intention mauvaise » (1).

D'ailleurs pour de nombreux crimes (politiques dans notre droit) le Code Pénal donnait expressément le choix au juge ; atteinte à l'indépendance ou à l'intégrité territoriale (art. 83) ; exposer la Norvège à des représailles ou à la guerre (art. 84) ; recel d'espions (art. 87). Mais quelquefois au contraire une seule peine est prononcée. Par comparaison avec notre système français on peut dire qu'il y a « présomption de crime politique » ou au contraire « présomption de crime non politique ». Par exemple est présumée politique : la négligence dans la conclusion d'un traité diplomatique que l'on est chargé de conclure pour la Norvège avec une autre puissance (art. 89 al. 3), les tromperies ou les menaces pour empêcher ou détourner un vote (art. 105). Au contraire sont

(1) V. sur cet article : Garçon, préface à la traduction française de M. de Monceau, p. xiii.

présupposés crimes non politiques : l'inexécution d'un contrat d'approvisionnement de troupes pendant la guerre dans un but illicite (art. 88 al. 2), la vente de son vote (art. 106). Mais pour ces derniers crimes la grosse supériorité du Code Norvégien consiste dans son article 24. Il est inutile que le législateur ait donné expressément le choix au Juge. Même lorsque la seule peine déshonorante est prévue le juge peut y substituer la peine non déshonorante. Peut-être simplement devra-t-il se montrer plus circonspect lorsque le législateur n'aura prévu qu'une seule peine. Le système norvégien est donc plus large que le système suisse de 1903 et cependant il n'admet pas pour toutes les infractions la possibilité de peines parallèles ; la substitution de peine n'est possible que si le crime est présumé crime bas. Il n'est pas d'article faisant le pendant de l'article 24 et qui permette au Juge de passer de la peine de prison, lorsqu'elle est seule prévue, à la peine de la réclusion s'il résulte des circonstances que l'acte n'est pas inspiré par une intention mauvaise.

CXXI

DERNIERS PROJETS SUISSES

A cet égard les projets suisses postérieurs à 1903 ne devaient d'ailleurs consacrer aucun progrès vers le système des peines parallèles (V. Projet de 1912, art. 49 al. 2). En définitive, le projet du Conseil fédéral du 23 juillet 1918, adopté sans changement sur ce point par le Conseil national le 30 décembre 1928, porte dans

son article 60 : « Le Juge fixe la peine d'après la culpabilité en tenant compte des mobiles, des antécédents et de la situation personnelle du délinquant » ; et l'art 61 prévoit comme premier cas de circonstances atténuantes l'hypothèse où « le coupable a cédé à un mobile honorable ». Dans cette nouvelle rédaction le projet donne le choix au Juge, pour certains attentats à la sûreté intérieure de l'Etat, entre la réclusion et l'emprisonnement (art. 229, 230, 231). Mais ce choix n'existe toujours pas pour toutes les infractions ; par exemple seule la réclusion est prévue pour la violation de secrets intéressant la défense nationale (art. 234). Au contraire seul l'emprisonnement est prévu pour la violation de secrets, par imprudence (art. 234 alinéa 3) et d'ailleurs il est à remarquer que pour de nombreuses infractions, le projet prévoit spécialement leur commission par imprudence : trahison militaire (art. 235, alinéa 3) ; fausses nouvelles pendant la guerre (art. 236, al. 3), trahison diplomatique (art. 231, al. 2).

CXXII

LE PROJET FERRI — LE CODE DE L'ITALIE FASCISTE

Cette considération primordiale des motifs du délinquant on la retrouvait dans le projet Ferri de 1921. Le rapport sur le projet préliminaire disait sur l'« article 13 » : « une distinction entre crimes communs et crimes politico-sociaux ne peut avoir dans la différence objective du fait qu'un élément secondaire et accessoire... L'élément décisif est presque toujours l'élément psycho-

logique et personnel des motifs qui déterminent l'auteur du délit » (1). En conséquence le projet Ferri faisait la distinction entre les délits communs d'une part, les délits politico-sociaux de l'autre. Mais la distinction n'était pas faite abstraitement selon les éléments constitutifs ou les effets de telle ou telle infraction. L'art. 13 disposait : « Tout crime commis *exclusivement* pour des motifs politiques ou d'intérêt collectif constitue un crime politico-social ». Et les articles 39 et 40 établissaient deux échelles de peines différentes pour les crimes communs et les crimes politico-sociaux ; les sanctions de ceux-ci étaient : le bannissement, la détention simple, la détention rigoureuse (1). Quant au Code pénal italien fasciste, il n'a pas laissé à la distinction une place aussi importante (2). La noblesse des motifs des délinquants sera certes une cause d'atténuation de la peine (art. 66 1°) mais il n'est plus de peines réservées aux crimes politiques ou aux crimes accomplis suivant des motifs honorables. On ne trouve aucune disposition à rapprocher de la combinaison des articles 39 et 40 du projet Ferri, ni aucune du genre de l'art. 24 du Code norvégien de 1902. Au surplus le Code a eu l'occasion dans l'article 8 de donner sa définition du Délit politique, elle est

(1) P. 210-211.

(1) Voir sur ces sanctions et leur organisation le rapp. p. 283 et suiv. Remarquons que la détention comportait obligation au travail diurne (V. art. 57).

(2) Le projet préliminaire portait *agli effetti della presente disposizione* mais le changement d'expression ne correspond pas aux désirs chez les rédacteurs de donner une définition générale du délit politique.

objective mais tient compte des mobiles de l'auteur : « Aggli effetti della lege penale è delitto politico ogni delitto che offenda un interesse politico dello Stato, ovvero un diritto politico del cittadino. E altresì considerato delitto politico il delitto commune determinato in tutto o in parte da motivi politico o sociali ». Cette définition si large qu'elle englobe tous les délits politiques dits complexes s'explique par le caractère même du Code. C'est une œuvre essentiellement nationale. Toutes les infractions touchant à l'ordre politique italien doivent pouvoir être poursuivies en Italie ; c'est le but même de l'art. 8. On comprend dès lors la généralité de ses termes. Mais il faut bien remarquer que la formule restrictive qu'il emploie : « Aggli effetti della lege penale » Cette définition n'est bonne que pour la seule application de l'article 8.

En réalité si le Code pénal italien ne fait pas formellement la distinction, elle plane de façon bien nette sur toutes ses dispositions. M. Rocco a dit : « Notre Code pénal est un code politique (1). C'est une œuvre de défense sociale et politique, la peine de mort est rétablie pour certains crimes politiques (complexes en vérité). La vieille institution partout consacrée de l'asile politique est rejetée (V. infra). Et la disparition de la « Custodia Honesta » imaginée surtout au profit des délinquants politiques et qui n'avait plus sa place dans

(1) V. sur le caractère politique de ce Code. L. Hugueney ; le projet du Code Pénal fasciste. Etudes criminologiques, 1928, p. 41 et suiv.

une législation qui les traite sans ménagement (1) entraîne renonciation au système des peines parallèles.

CXXIII

CODE PÉNAL ESPAGNOL DE 1928

La législation espagnole sur notre matière est assez rudimentaire. Le Code pénal de 1928, ne parle pas des délits politiques (2) aucune peine ne leur est réservée. Le décret du 24 décembre 1928 pour l'application du Code pénal dans le service des prisons ne fait aucune distinction entre les condamnés politiques et les autres. Il est vrai que ce Code est l'œuvre d'un gouvernement dictatorial et que les pensées chevaleresques des vainqueurs de 1830 ne semblent plus être de mode aujourd'hui. La seule trace de cette distinction que nous avons relevée constitue même une mesure de rigueur : beaucoup de mouvements révolutionnaires procédant par des grèves, le Code pénal distingue les grèves séditeuses ou politiques des autres mouvements corporatifs à tendance économique. Il qualifie les premières de « séditions » et les réprime énergiquement dans l'art. 290.

(1) L. Hugueney, Loc. cit. p. 43 texte et note 17.

(2) La définition de certaines infractions, comme celles contre les Cortes est même renvoyée à une loi spéciale. Comme l'a dit M. Donnedieu de Vabres, au lieu que le C. P. de l'Italie fasciste est avant tout une œuvre politique, attachée à la défense des intérêts intérieurs et extérieurs de l'Etat, le législateur espagnol réservant l'avenir s'abstient de formuler encore les incriminations tendant à protéger la Constitution du Pays. Rév. Pénit., 1930, p. 562.

CXXIV

LE PROJET SUÉDOIS

Mais que décident les projets non encore transformés en codes ? Quant au projet suédois, nous avons la chance de connaître l'opinion de son promoteur, M. Thyren sur la question même : M. Thyren l'a exposée dans une conférence faite à l'Université de Paris en 1922 (1). Comme il nous l'apprend, le nouveau Code pénal suédois, à l'imitation du Code norvégien de 1902, tiendra le plus grand compte des motifs du délinquant. C'est le souci même d'une bonne politique criminelle qui doit inspirer aux Etats l'institution de peines parallèles, les unes déshonorantes et les autres non déshonorantes. Le motif noble, c'est le motif altruiste. Or, il en voit la manifestation type dans la criminalité politique. La Société ne peut pas se désintéresser de sa répression, les crimes politiques étant au moins aussi dangereux que les crimes de droit commun. L'utilitarisme social doit faire mettre ses auteurs hors d'état de nuire. Mais cette sanction sera « une custodia honesta ». Est-ce à dire que M. Thyren propose l'abolition de la distinction entre crimes politiques et crimes non politiques ? Pas du tout, si nous avons bien saisi sa pensée le système qu'il préconise serait le suivant :

En règle générale, c'est-à-dire lorsque les crimes politiques sont accomplis sous l'empire de motifs al-

(1) V. Revue Internationale de Droit Pénal, 1924, p. 23, spécialement p. 29 et suiv.

truistes, et les crimes de droit commun sous l'empire de mobiles bas, les premiers seront sanctionnés de la « Custodia honesta », les deuxièmes punis des châti-
ments ordinaires. Mais lorsque par extraordinaire les crimes politiques sont l'œuvre de ceux qui ont « vendu » leur pays, et les crimes de droit commun inspirés par des motifs nobles, alors les peines ordinaires sanctionnent les premiers, mais les seconds ne seront pas passibles de la « custodia honesta », le caractère dangereux du coupable est alors insignifiant : la peine élargie de l'amende suffira. Ainsi le projet suédois se différenciait du Code norvégien à un double point de vue : 1° il faudra toujours donner à la peine de la custodia honesta le caractère d'une peine alternative et ne la prévoir dans aucune catégorie d'infractions comme seule peine privative de liberté (1) ; 2° La « custodia honesta » ne s'appliquera pas à toutes les infractions inspirées par des mobiles altruistes, Dans ce cas, seules les infractions politiques en seront punies. Le caractère dangereux des délinquants politiques légitime cette sanction qui serait au contraire injustifiée pour ceux qui ont accompli dans les mêmes conditions des crimes ordinaires.

CXXV

LE PROJET TCHÉCOSLOVAQUE

A ce deuxième point de vue, le projet de Code pénal

(1) Au contraire dans le Code Norvégien l'emprisonnement seul est édicté contre certaines infractions par exemple : art. 105 sur les tromperies ou menaces dans le but de détourner un vote.

Tchécoslovaque s'éloigne au contraire du projet suédois pour se rapprocher du code Norvégien (1), l'art. 14, al. 1 dispose : « L'infraction que les lois punissent au choix de la réclusion ou d'une autre peine, sera punie de la *réclusion* comme *crime* lorsqu'elle aura été commise par *bas-sesse de caractère*... » Ainsi le projet tchécoslovaque transforme notre distinction entre crimes et délits ; de quantitative, elle devient qualitative, et se rapproche de notre distinction française entre les délits de droit commun et les délits politiques (2). Ainsi à leur tour, les législateurs tchécoslovaques sont invités à adopter la féconde distinction de M. Garçon entre les actions déshonorantes et les actions non déshonorantes.

La différence avec le Code norvégien se marquera cependant à deux autres points de vue. D'abord ce n'est pas tant des mobiles de l'agent qu'il faut s'inquiéter que de sa personnalité en général (Le projet primitif maintenait au contraire sur ce point la ressemblance avec le système norvégien).

D'autre part, si comme le Code norvégien il est des hypothèses pour lesquelles le projet tchécoslovaque prévoit spécialement soit la peine de la réclusion (peine des crimes) soit la peine de l'emprisonnement (peine des délits) cette hypothèse est rare. Pour la plupart des in-

(1) D'une façon générale, ce Code semble d'ailleurs avoir souvent inspiré M. Miricka et les autres rédacteurs du projet tchécoslovaque. L'exposé des motifs de celui-ci en témoigne.

(2) Cette idée est empruntée au cours de Droit Pénal comparé, professé par M. Huguency en 1928-1929 et intitulé : *Nouveaux et futurs Codes Pénaux d'Europe*.

fractions, il prévoit au choix les deux peines. Il en est notamment ainsi pour tous les délits qui intéressent particulièrement le cadre de notre étude : les infractions contre la République, contre la Défense nationale et contre la volonté populaire.

Cette inutilité de notre division au point de vue peines applicables, devant un système général de division des délinquants (1) n'a cependant pas conduit les rédacteurs du projet à la rejeter complètement. Son utilité peut apparaître à d'autres égards : au point de vue de l'extradition (art. 10) et du régime pénitentiaire (art. 116).

DEUXIEME PARTIE

LES INFRACTIONS COMPLEXES ET CONNEXES

EN DROIT INTERNE

CXXVI

DIVISION

L'infraction politique, avons-nous dit, se caractérise d'une part par la nature du danger qu'elle fait naître, d'une autre par le fait qu'elle n'est pas commise au moyen de la lésion d'un intérêt privé fondamental. Quand ces deux conditions seront réunies, il y aura Délit politique pur. Mais les auteurs sont d'accord pour admettre qu'il y a en outre certains délits qui parce qu'ils sont accomplis dans une intention politique ou à l'occasion d'un

(1) C'est bien en effet à une division de délinquants qu'aboutit la division des infractions en crimes et délits.

fait politique devront peut-être se voir appliquer certaines des faveurs réservées aux premiers. C'est ainsi qu'on est amené à distinguer les délits complexes et les délits connexes. Suivant l'exemple de M. Garraud nous distinguerons pour les étudier séparément les Délits isolés et les Délits accomplis à l'occasion d'une entreprise ou d'un fait politique.

SECTION PREMIERE

DÉLITS ISOLÉS

CXXVII

POSITION DE LA QUESTION

Un délit qui, de sa nature propre, dégagé de toutes circonstances autres que ses éléments constitutifs, est un délit de droit commun peut-il devenir un délit politique ? Tout au moins peut-il à certains égards être considéré comme tel ?

Remarquons immédiatement que si au cours d'une insurrection nous pouvons rencontrer à la fois des délits complexes et des délits connexes, dans notre cas présent il ne pourra s'agir, par définition même que de délits complexes.

CXXVIII

DÉFINITIONS DU DÉLIT POLITIQUE COMPLEXE

Les auteurs donnent du délit complexe une définition qui évidemment cadre avec celle qu'ils ont proposée du

délit politique pur. C'est ainsi que M. Garaud dit (1) : « L'infraction est complexe ou mixte lorsque le fait délictueux lèse à la fois l'ordre politique et le droit commun ». Pour MM. Vidal et Magnol (2) il en est ainsi « lorsque le fait délictueux, unique au point de vue matériel lèse à la fois l'ordre politique et un intérêt privé ». L'exemple classique en est : l'assassinat d'un chef d'État en vue de renverser le Gouvernement.

CXXIX

SUITE — CRITIQUE

Cette définition nous ne pouvons pas nous-même l'admettre : car pour certains délits il y aurait chevauchement avec notre définition du délit politique pur. Prenons l'exemple de l'outrage au Président de la République. Nous l'avons considéré comme un délit politique pur. Et cependant ne rentre-t-il pas dans la définition de nos auteurs : N'y a-t-il pas à la fois lésion de l'ordre politique et d'un intérêt privé ?

C'est que leur définition nous semble trop large, et c'est automatiquement parce que leur définition du délit politique pur est plus étroite que la nôtre. Ils caractérisent celui-ci par l'atteinte exclusive de l'ordre politique. Nous avons démontré qu'il n'en pouvait en être ainsi, aucune des infractions, pourtant considérées universellement comme politiques, ne s'accommodant d'une pareille condition. Nous avons admis au contraire qu'il

(1) Traité I, n° 124, p. 270.

(2) N° 76, p. 107.

importait peu qu'une infraction politique lésât un intérêt privé pourvu, soit que cette lésion fût indirecte soit que l'intérêt lésé ne fût pas fondamental et nous entendions comme intérêts privés fondamentaux : l'intégrité et la liberté corporelles des personnes humaines ; leurs biens patrimoniaux.

Ainsi l'outrage au Président de la République nous apparaissait comme politique pur : il s'opère assurément au moyen de la lésion d'un intérêt personnel, mais cet intérêt ne nous apparaît pas comme fondamental.

CXXX

SUITE — DÉFINITION

Nous définirons l'infraction complexe : celle qui porte atteinte à l'ordre politique en opérant au moyen de la lésion d'un intérêt privé fondamental : tel l'assassinat du Chef de l'Etat dans le but de renverser le Gouvernement ; telle la séquestration d'un électeur pour l'empêcher de voter.

Remarquons qu'il est indispensable d'ajouter l'indication du but politique de l'agent : il ne faut pas que la lésion de l'ordre politique soit ici purement accidentelle : L'assassinat d'un Chef de l'Etat par pure vengeance personnelle aura peut-être des répercussions politiques, mais pendant on ne pourra considérer cette infraction comme complexe, aucun élément de politique ne s'étant mêlé à l'acte de l'agent.

C'est cette considération même qui fait qu'il n'y a aucune contradiction dans l'exposé de M. Garraud lorsqu'il caractérise le délit complexe tantôt par la lésion

simultanée de l'ordre politique et du droit commun, tantôt par la nature politique des mobiles de l'agent.

CXXXI

DIVISION

Pour résoudre le problème posé par ces délits complexes il faut à notre sens distinguer deux séries de cas : 1° il y a délits ordinaires accomplis dans un mobile politique ; 2° le même fait matériel constitue à la fois un délit de droit commun et un délit politique. Il y a concours idéal d'infraction.

CXXXII

MOBILE POLITIQUE DE L'AGENT

Prenons comme exemple l'assassinat d'un candidat concurrent. Dans l'esprit de l'auteur, il n'y a l'intention d'aboutir à aucun changement de l'ordre politique ; il y a le seul désir de se débarrasser d'un concurrent dangereux (1).

Dans ce cas il est exact de dire qu'il n'y a pas à considérer le mobile politique de l'agent. Nous sommes en face d'un assassinat ordinaire.

Mais on peut supposer tel autre cas dans lequel s'ajoutera le dessein chez l'agent d'attenter dans une certaine

(1) L'hypothèse n'est pas théorique : l'ambition des chefs arabes est sans frein. Il n'est pas rare qu'à la veille des élections à la Djemaa (Conseil municipal d'un Douar) un chef de parti fasse assassiner son adversaire par un assassin à gages.

mesure à l'ordre politique, ou tout au moins de préparer une pareille attaque : tels seraient le cas d'abus de confiance ou de vol accomplis dans le but d'alimenter une caisse de propagande politique.

Tant que malgré cela, il n'y aura pas concours idéel d'infractions, nous pensons que le droit français ne prendra pas en considération le but lointain de l'agent. Le juge y verra peut-être la raison d'octroyer à l'agent le bénéfice des circonstances atténuantes. Comme le dit M. Garraud (1) « le Juge, dans l'examen de la culpabilité individuelle, peut et doit tenir compte des mobiles plus ou moins antisociaux ; plus ou moins odieux de l'acte incriminé, mais cet acte reste, quelque soit le motif qui l'inspire et quel que soit le motif qu'il vise, ce qu'il est en lui-même, un assassinat, un vol... c'est-à-dire un crime de droit commun » (2).

La Chambre criminelle a eu encore tout récemment l'occasion de l'affirmer : Un individu avait rédigé et fait placarder une affiche de grande dimension, tirée à 10.000 exemplaires portant : « La République, c'est la Banqueroute ; le franc ne vaut même pas quatre sous... ». Il avait formé un pourvoi contre l'arrêt de la Cour de Paris qui l'avait condamné pour atteinte au crédit de l'Etat. Il arguait de ce qu'il avait poursuivi un **but exclusivement politique**, en critiquant avec vigueur les méthodes parlementaires, en faisant apparaître leur résultat financier et en indiquant le seul remède suivant lui efficace, le

(1) I, n° 124, p. 271.

(2) Voir sur cette indifférence des mobiles de l'agent un arrêt récent de la Cour d'Orléans : 14 janvier 1929. C. P. 1929-I-519.

retour au pouvoir d'une autorité personnellement responsable ». La Chambre criminelle rejeta son pourvoi « attendu qu'il est indifférent que Levezons de Vésins ait été déterminé à rédiger et à faire placarder l'affiche dont il s'agit par un mobile d'ordre politique » (1).

CXXXIII

CONCOURS DE DÉLIT POLITIQUE PUR ET DE DÉLIT

DE DROIT COMMUN

Comme exemples de la deuxième hypothèse, on peut citer : l'assassinat du chef de l'Etat dans le but de renverser le Gouvernement : il y a concours idéal d'infractions le même fait matériel constituant à la fois l'attentat de l'article 87 C. P. et le crime de l'article 296. De même les coups portés à un électeur pour l'empêcher de voter : il y a concours du délit de l'article 109 C. P. et du délit de coups et blessures volontaires de l'article 309.

Il nous semble que cette coexistence doit avoir un effet qui sera rendu sensible par l'analyse suivante : on peut examiner les délits de deux points de vue successifs : légitimité ou caractère de l'acte.

a) Supposons par exemple que de même qu'on a le droit de mentir dans une large mesure il soit licite comme étant de bonne guerre électorale de troubler le vote par des cris horribles... Mais celui qui voudrait atteindre le même résultat en assomant ses adversaires, ne serait pas absous. Il n'aurait pas employé un moyen licite.

(1) 2-2-1928 (Levezons de Vésins) B. cr. n° 42.

b) Considérons maintenant le caractère de l'acte et non plus sa légitimité : certains actes ou manœuvres ne sont pas absous, mais seulement considérés comme politiques. Mais il n'y a pas davantage ici indifférence des moyens. Pour celui qui aura troublé le vote en poussant des cris horribles ou en proférant des menaces générales il y aura bénéfice de la qualification politique. Au contraire n'en bénéficiera pas celui qui aura employé les moyens non admis, qui par exemple aura assomé ou séquestré des électeurs. On ne reste pas sur le plan politique car la fin ne justifie pas les moyens. Mais peut-être faut-il tenir compte de ce fait que le caractère politique plane sur toute l'affaire : s'il n'y avait pas eu exagération dans les moyens employés, il y aurait eu Délit Politique.

Cette conclusion doit-elle nous faire douter de l'utilité de nos efforts ? Nullement car il n'est pas prouvé que quel que soit le but à atteindre, les moyens ne doivent pas dépasser le cercle de la lésion des intérêts privés inférieurs. Il est possible que pour telle fin politique certains actes, ne soient pas licites certes, mais qu'accomplis ils n'enlèvent pas à l'acte tout entier de l'agent son caractère politique. Il serait peut être assez aventureux de conclure dès maintenant à l'exactitude de cette suggestion. Etudions d'abord pour nous en convaincre le caractère des infractions se rattachant à une entreprise politique délits auxquels les auteurs accordent en général la qualification politique, quoiqu'ils soient lésifs d'intérêts privés fondamentaux. Disons simplement dès maintenant que rien dans la Jurisprudence ne semble infirmer cette seule possibilité (1).

(1) On cite en sens contraire de nombreux arrêts rendus sous

CXXXIV

QUESTION

Mais ce premier point ainsi réservé, nous n'avons ainsi pas parlé de tous les autres intérêts de la distinction en crimes politiques et crimes de droit commun, on n'a pas épuisé la difficulté lorsqu'on conclut par exemple *qu'au point de vue incrimination le mobile de l'agent*

l'empire de la loi du 8 oct. 1830. Mais tous ces arrêts se contentent de dire : « le fait ne constitue pas un délit politique d'après la loi du 8 oct. 1830 ». En effet si le caractère limitatif de l'art. 7 de la loi n'était pas contesté, c'était uniquement au point de vue compétence.

Parmi ces arrêts, il en est un notamment dont nous ne comprenons pas qu'on ait pu tirer argument : c'est l'arrêt de la Ch. Criminelle du 30 juin 1847 (Aff. de Boispean contre de la Pilorgerie). Il s'agissait de coups portés à des électeurs à *leur sortie* du Collège Electoral et à raison de leur vote. Ce n'était pas là le délit prévu par l'art. 109 C. P. Il n'y avait donc pas concours idéal d'infractions. L'hypothèse rentrait dans notre première série, c'était une infraction accomplie pour un mobile politique, mais sans but politique.

Enfin M. Depeiges cite (Pratique criminelle), p. 28, un arrêt de la Ch. Crim. du 31 janv. 1907 (Fadli amor ben othman) B. cr. n° 55. Or la seule lecture de l'arrêt montre que le but de l'agent, et donc le crime de l'art. 91 C. P., n'était nullement prouvé : « At. que le jugement attaqué a déclaré que les seuls faits commis ou tentés par les accusés consistaient en des crimes de droit commun tels que des assassinats et des pillages ; qu'il a écarté l'argument tiré de ce que les accusés auraient eu pour but d'expulser les Français du Territoire et même de détrôner la dynastie beylicale en constatant que le but poursuivi *était demeuré incertain* et qu'il y avait eu *unique-ment* des crimes de droit commun auxquels auraient pu se *succéder* éventuellement et *par hypothèse* un crime d'ordre politique.

importe peu. Il se pourrait que le crime *restant de droit commun* fût à certains égards traité comme s'il était politique.

Nous pensons même qu'en droit interne, il en doit être ainsi au point de vue amnistie.

CXXXV

LES AMNISTIES — MESURES POLITIQUES

L'amnistie des infractions politiques fut courante au siècle dernier. Chaque Révolution amnistiait ceux qui sous le régime antérieur avaient soutenu la cause dès lors triomphante (1). Et le nouveau Gouvernement lorsque plusieurs années avaient passé amnistiait les derniers tenants du régime aboli encore dans les prisons (2). Selon le mot de Gambetta, les Gouvernements ne veulent pas être accusés de trainer derrière eux des « haillons de guerre civile ». C'est dire que ces actes législatifs internes ont le caractère de mesures politiques. Quoi d'étonnant dès lors à ce que ces amnisties s'appliquent à tous ceux qui ont soutenu la cause abolie, même lorsqu'il l'ont fait avec quelque imprudence ou quelque excès. Les auteurs de violences contre les particuliers, dès qu'elles avaient eu un but politique, devaient être excusés au

(1) Ord. du 2 août 1830 ; Décret du 2 mars 1848 ; Décret du 10 sept. 1870.

(2) Ord. du 12 janv. 1816 ; du 9 mai 1837 ; Décret du 18 août 1859. Loi du 12 juil. 1880.

même titre que les conspirateurs qui ne s'étaient pas mis à la tête du mouvement populaire (1).

SECTION DEUXIEME

DÉLITS NON ISOLÉS

CXXXVI

DÉFINITION

On entend parfois par délits connexes à un délit politiques toutes les infractions commises à l'occasion de celui-ci. En ce sens la connexité ne pourrait pas avoir nécessairement influence sur la qualité des infractions, le caractère politique d'une réunion publique ne saurait déteindre en quoi que ce soit sur le vol commis dans la poche d'un des assistants.

Le sens que l'on donne à cette expression dans la matière qui nous occupe n'est pas non plus celui qu'elle a dans les articles 226 et 227 C. I. cr. Selon la définition de M. Garraud (2) les délits sont connexes « lorsque chaque fait ou chaque groupe de faits a le caractère de délits distincts, reliés entre eux par un rapport qui ne les empêche pas de conserver leur individualité propre ». Et l'art. 227 en donne trois exemples (qui enfermeront d'ailleurs presque toutes les hypothèses) : les crimes sont commis en même temps par plusieurs personnes réunies — ou par différentes personnes, même en différents temps

(1) Nous n'avons pu relever aucun arrêt sur la question, mais les affaires Sabatier et Moulin analysées ci-dessous sont assez suggestives. La Jurisprudence ne saurait donner une solution contraire en matière de délits complexes isolés.

(2) Traité d'instruction criminelle, II, n° 578.

et en divers lieux mais par suite d'un concert formé a l'avance — il y a relation de cause à effet entre les divers crimes.

Ainsi le cas du vol dans la poche d'un attroupé est un délit connexe au délit ou un crime d'attroupement. Mais en quoi celui-ci peut-il l'expliquer ? Comment sa qualification propre pourrait-elle déteindre sur lui ? On ne peut raisonnablement vouloir étendre la notion de délits connexes — en tant que ce fait entraînera emprunt de criminalité — qu'aux délits qui *s'expliquent* par l'insurrection. Et même cette dernière formule paraît trop compréhensive. Des études assez récentes sur la foule (1) ont montré que certains crimes ne s'expliquaient que par la réunion en bande des individus. C'est la foule toute entière qui est coupable (2). En ce sens on peut dire que l'insurrection par exemple « *explique* » certains crimes. Mais il n'y a pas pour cela caractère politique de ceux-ci : ils pourront bénéficier des circonstances atténuantes, être considérés même comme accomplis sous l'empire d'une espèce de contrainte morale. Ils ne seront pas pour cela politiques.

Aussi est-il préférable dans notre hypothèse de considérer comme délits connexes tous ceux qui seront la

(1) V. la monographie de Sighele : La foule criminelle.

(2) Au moment où nous écrivons se déroule devant les assises de la Loire-Inférieure un procès de Guyannais. Les crimes commis apparaissent tout à fait comme le produit de la surrexcitation ; pour les justiciers improvisés, les simples soupçons, par la multitude des individus chez qui ils naissent, prennent la force de preuves. Presque tous les lynchages doivent s'expliquer ainsi.

préparation, l'exécution ou une suite du délit politique principal.

CXXXVII

SOLUTION COURANTE PAR « LES USAGES DE LA GUERRE »

Les auteurs se sont demandés si l'on doit tenir compte de ces circonstances causales pour qualifier de politique toutes les infractions de droit commun qui s'y rattachent.

Et les criminalistes résolvent en général cette question par la distinction suivante : tous les crimes de droit commun, qui, s'ils étaient accomplis dans un état de guerre régulier, seraient légitimés, seront alors couverts par la qualification politique de l'insurrection à l'occasion de laquelle ils ont été commis. Mais si au cours de l'insurrection, il se commet des actes réprouvés par le droit des gens, même dans un état de guerre régulier, ces faits resteront des crimes de droit commun (1). Ainsi ces auteurs transposent sur le plan interne les règles admises dans les rapports entre belligérants et connus sous le nom de « lois de la guerre ».

CXXXVIII

CRITIQUE

Cette solution quoiqu'elle ait paru être consacrée impli-

(1) Garraud, *Traité I*, n° 124, p. 272 et suiv. Rapp. Fabreguettes I, p. 62, note I. Le Comte *Les attentats contre la sûreté de l'Etat*, thèse Paris 1901, p. 75 et suiv. C. P. annoté Dalloz (Supplément 1899) n° 2496.

citement par certains arrêts (1) nous paraît suspecte dès l'abord par suite de deux défauts qui nous le craignons bien, ne sont pas seulement deux défauts de présentation.

1° Monsieur Garraud si soucieux de justifier la deuxième partie de sa thèse, à savoir l'extradition de ceux qui ont commis des actes réprouvés par les lois de la guerre, ne donne aucune raison de l'exclusion de ceux qui ont accompli des actes conformes à ces usages.

2° Il fait une perpétuelle confusion entre les règles souhaitables en droit interne et les principes admis en matière d'extradition. Or, ceci nous semble critiquable : Qu'en droit international la question puisse être posée comme elle l'est par M. Garraud, il n'y a rien qui doive étonner : lorsqu'un Etat étranger considère la lutte menée au sein d'un pays voisin entre deux partis organisés militairement, cet aspect ne lui semble pas très différent de celui d'une guerre internationale dans laquelle il est neutre. Mais vouloir transporter cette vision des choses sur le plan interne c'est faire un raisonnement par analogie purement gratuite. Donc de ce que le système dit « des usages de la guerre » a été adopté sur le plan international (notamment par l'Institut de Droit International) cela ne doit aucunement préjuger en faveur de son adoption en droit interne.

CXXXIX

PROPORTION A MAINTENIR ENTRE LE BUT ET LES MOYENS

Ceci nous apparaît d'abord comme une première ma-

(1) Crim. 9 mars 1849 (affaire Daix) et 17-8-1850 (Lepelletier).

nifestation de ce besoin de « proportionnalité » (1) que nous définirons complètement plus loin : dans la mesure où les actes des insurgés correspondent aux nécessités de la lutte qu'ils poursuivent, il n'y a pas contradiction entre la nature propre de ces actes et la qualité politique de la lutte qu'ils perpétuent : ils s'intègrent en elle et participent de sa nature.

Mais pourquoi limiter cette suggestion à la seule guerre civile ? pourquoi, tout au plus comme M. Garraud, la limiter aux seules entreprises qui constituent des luttes armées : « guerre civile, rébellion ou insurrection » ? L'idée de la proportionnalité, on peut l'appliquer à toutes les entreprises politiques. Reste à la justifier elle-même. Nous le ferons par un rapprochement avec la légitime défense et à l'aide de la décomposition en deux plans, que nous avons déjà adoptée.

CXL

DÉMONSTRATION

Un individu attaqué peut se défendre même active-

(1) Cette idée de proportionnalité, de conformité au but poursuivi, est à la base même des lois de la guerre. M. Fauchille dit par exemple : « Il y a un droit et des lois de la guerre. La guerre est un appel à la force, mais non à la force libre de tout frein. La violence qui constitue la guerre est en vertu de son but illimitée. Le belligérant doit vaincre ou être vaincu. Toute violence nécessitée par l'obtention de ce résultat est permise. Toute violence que ce but ne rend pas nécessaire est illicite. Il est une limite indiquée par le but poursuivi qui ne doit pas être dépassée... ainsi se justifie l'existence des lois de la guerre ». (Traité de Droit International Public, II n° 1006).

ment à la condition de proportionner la défense à l'attaque. Dans cette mesure, son acte est légitime. Il ne pourra encourir aucune peine car il n'y a pas délit.

Sur notre plan il ne s'agit plus de légitimité puisqu'il n'y a pas défense mais attaque ; il s'agit de caractère politique il s'agit de savoir quand l'attaque sera politique et non plus quand la défense sera légitime. Tout à l'heure nous disions : quand l'acte de l'attaqué est proportionné au but qu'il poursuit à savoir sa défense, il est légitime. Par transposition nous aboutissons à cette formule : Quand l'acte de l'insurgé (pour prendre l'exemple classique) est proportionné au but qu'il poursuit, à savoir le renversement du Gouvernement établi, cet acte est politique.

CXLI

NÉCESSITÉ D'ADMETTRE CETTE CONCEPTION

Ainsi le Délit Politique relatif nous apparaît comme la mise en œuvre pratique d'un délit politique pur. Ceux-ci ne sont souvent que de pures entités juridiques : par exemple, dans le crime de l'article 87 C. P. ou le délit de l'article 109 ce ne sont pas des *faits* qui sont réprimés ce sont des *résultats* ou leur simple visée (dans la mesure où la tentative en est punissable). Pour aboutir à ces résultats, il faut agir. Nous pensons qu'il est indispensable de reconnaître une certaine coloration politique à tous ces actes *utiles* à l'obtention de ce *résultat politique*.

Ce serait, croyons-nous, une pure duperie, que de

reconnaître le caractère politique à un résultat qu'on ne peut atteindre, qu'au moyen d'actions qui conserveraient leur caractère ordinaire. Ce serait notamment une macabre plaisanterie que d'abolir la peine de mort en matière politique avec la certitude de rattraper tous les conspirateurs « au tournant ». Tous ceux qui auront accomplis des crimes ordinaires passibles de la peine de mort en seront menacés, quoique cet acte fût indispensable au développement de l'insurrection. Et même avec l'article 304 C. P. tel que l'a interprété la Jurisprudence, il suffirait qu'il s'agît d'un meurtre puni des Travaux Forcés à perpétuité: il est indifférent, a jugé la Cour de Cassation, que le premier crime concomitant au deuxième ou facilité par lui, soit politique (1).

CXLII

APPLICATION — LUTTE ÉLECTORALE

En matière électorale, l'article 109 C. P. prévoit le cas où « par attroupements, voies de fait et menaces on aura empêché un ou plusieurs citoyens d'exercer leurs droits civiques ». C'est là un délit politique (V. supra

(1) Crim. 10 avril 1852 (Millelot) S. 1852-I-580 ; D. 1852-I-188.

« At. que Millelot a été condamné à la peine de mort par application du S.S. I. de l'art. 304 comme coupable du crime d'homicide volontaire aggravé d'un crime d'attentat que le premier de ces crimes aurait accompagné ; At. que la disposition de l'art. 304 est absolue ; qu'elle ne distingue pas entre les crimes politiques et les crimes de droit commun ; que la *connexité d'un crime commun avec l'insurrection* c'est à dire avec des faits constitutifs de crimes qualifiés ne peut faire échapper le premier de ces crimes à la peine que la loi prononce ».

n° 19) même s'il est commis par voies de faits ou menaces. Celles-ci constituent par elles-mêmes un délit de droit commun. Or peut-on dans tous les cas leur conserver leur nature ? C'est impossible, car quelle utilité y aurait-il à accorder un caractère politique au délit de l'article 109 ?

Et cependant faudra-t-il accorder la qualification politique à tous les actes qui auront été employés pour aboutir à cet empêchement de votes ?

Evidemment non. C'est la plus grande économie des moyens qu'il faut faire : quel est le résultat cherché ? C'est d'empêcher le vote de certains citoyens hostiles à votre candidature. Est-il indispensable de les assommer pour ça ? Non. Il y aura donc délit de droit commun dans cette hypothèse. La bousculade au contraire restera politique, comme conforme au but visé par les agitateurs.

CXLIII

SUITE. — GUERRE CIVILE

Prenons l'exemple de la guerre civile. La distinction offerte par M. Garraud se justifie parfaitement au fond, mais non dans la façon formelle dont il l'énonce : ce qu'il faut appliquer ici ce sont les principes mêmes du droit de la guerre internationale : mais non pas les applications que l'on en a fait à celle-ci. Et en effet comme le marque très bien Lammasch (1) par exemple, il est tout à fait contraire à la réalité de vouloir appliquer des solutions identiques à deux hypothèses souvent si

(1) P. 72 et 73.

différentes. Comment par exemple exiger que les rebelles satisfassent aux règles de la déclaration de guerre ; comment pourraient-ils dès le début de la lutte porter des habits qui les distingueraient des non militaires ? Et surtout en dehors de ces règles de forme, il est des conditions de fond auxquelles la lutte ne peut pas satisfaire par le fait même qu'elle apparaît illégitime aux yeux des tenants du Gouvernement ancien. Souvent comme pour un bandit ordinaire, ils mettront à prix la tête du Chef des rebelles. Comment pourrait-on dans ces conditions empêcher ceux-ci de recourir aux mêmes mesures ?

Ainsi donc les usages de la guerre internationale ne sauraient s'appliquer à la guerre civile. Mais les principes de base doivent être les mêmes : seront considérés non pas comme légitimes mais ici comme ayant un caractère politique tous les actes des insurgés dans la mesure où ils concourront au but même qu'ils se sont proposés, à savoir le renversement du Gouvernement établi notamment, comme d'ailleurs dans la guerre étrangère, le but de chacun des partis est de mettre les belligérants adverses hors de combat. Mais c'est dans la stricte mesure où ils y concourront que les atteintes à la vie ou à l'intégrité corporelle des « gouvernementaux » seront considérées comme couvertes par la qualification politique de l'insurrection toute entière. Prendre du service sur une canonnière dans les rangs des insurgés restera un crime politique, que la peine de mort ne pourra pas atteindre (1). Au contraire l'assassinat de parle-

(1) Conseil division 1^{re} division militaire, 10 août 1871 (vieille).
D 1871, 5, 111.

mentaires sera un crime de droit commun (1). Ont été aussi considérés comme tels et à ce titre punis de la peine de mort : la provocation suivie d'effet à l'assassinat de l'Archevêque de Paris (2) ; l'assassinat des otages et les crimes d'incendie accomplis systématiquement et sans aucune intention stratégique pendant les derniers jours de la commune de Paris (3). Au contraire a été condamné à la déportation dans une enceinte fortifiée celui qui « avait exercé une fonction dans des bandes armées, dans le but d'envahir des places et des postes appartenant à l'Etat, porté des armées apparentes, étant revêtu d'un uniforme militaire, fait usage de ses armes (4).

CXLIV

QUESTION

Cette solution donnée pour la nature même de la peine applicable, particulièrement pour la possibilité d'appliquer la peine de mort, doit-on la transposer telle quelle en matière d'amnistie ou en toute autre matière ?

Remarquons d'abord qu'il est certains textes de lois qui à certains points de vue imposent l'assimilation

(1) Crim. 9 mars 1849 (Daix : Assassinats du Général Bréa et du Capitaine Mangin) S. 49-1-209.

(2) Crim. 9 nov. 1871 (Maroleau : Assassinat de Mgr. Affre) B. cr. n° 139.

(3) Crim. 12 oct. 1871 (Ferré et autres). B. cr. n° 131 crim. 10 oct. 1872 (Decamp : incendie du Palais de la Légion d'honneur) B. cr. n° 252.

(4) Crim. 16 juil. 1874 (Dacier) B ; Cr. n° 201.

des délits politiques relatifs aux infractions politiques pures (Loi du 27 mai 1855, art. 3 ; Loi du 1^{er} avril 1923, article 6).

CXLV

LES D. P. EN MATIÈRE DE RELÉGATION

Comme on l'a dit, si les législateurs ont exclu les condamnations politiques de tout compte en vue de la relégation c'est par crainte qu'on les accusât de forger une arme de proscription. Cette raison même devait les inciter à l'assimilation que nous signalions : le texte même de la loi devait faire écarter toute suspicion : on ne pouvait le faire qu'en excluant formellement toutes les infractions connexes (1).

Faut-il en conclure que toutes les infractions au sens de l'article 227 C. I. Cr. ne seront pas comptées en vue de la relégation ? La raison même qui a fait adopter cette disposition nous inciterait à le croire. Et cependant un incident de la rédaction doit donner à réfléchir : c'est un amendement de M. Gatineau qui le premier proposa cette assimilation des délits connexes aux délits purement politiques. Mais il parlait « de faits connexes, *quelle qu'en soit la qualification* ». Sous cette forme cet amendement fut rejeté par la Chambre le 8 mai 1883. La solution fut au contraire adoptée sans difficulté le 25 juin 1883 (2), mais la dernière incidente avait disparu. Nous

(1) V. les développements de M. Gatineau, Déb. Parl. Chambre 1883, p. 874, col. 1.

(2) Débats parlementaires, Chamb. p. 1429, col. 1.

voyons dans ce changement de rédaction, une manifestation nette de la volonté du législateur. Ce qui n'avait pas été admis la première fois c'était que tout délit par cela seul qu'il se rattachait à une insurrection échappât à la nouvelle mesure de sûreté. Or le deuxième vote n'a nullement infirmé cette première opinion de la Chambre. Il ne suffit qu'un délit soit connexe à un délit *politique* ; il faut que lui même prenne cette qualification ; celle-ci n'est pas indifférente, contrairement à ce que l'Amendement Gatineau eût entraîné s'il avait été adopté.

CXLVI

LES D. P. DANS LA LOI SUR LE RECRUTEMENT DE L'ARMÉE

La disposition, contenue dans la loi sur le Recrutement de l'Armée, portant que les condamnés politiques ne seront pas exclus des corps réguliers de l'armée, remonte, nous l'avons vu, à la loi du 15 juillet 1889. Or à cette époque l'adjonction des délits connexes donna lieu à une discussion assez vive et surtout assez laborieuse. Tandis que les uns (Lenoël) rappelant des exemples de vol et de viol à la faveur des insurrections se prononçaient pour la disjonction, les autres montraient combien il serait illogique de distinguer les vols d'armes, les meurtres au cours des batailles, du crime d'insurrection lui-même. Le Sénat sensible aux premiers arguments rejeta d'abord l'assimilation (1). Mais la Chambre la rétablit (2) et si on lit l'intervention de Guyot Dessaigue qui

(1) Déb. Parl. St. 1888, p. 648, col. 2.

(2) Déb. Parl. Ch. 1888, p. 3014.

la détermina, on se convainc qu'ici encore il n'y a pas eu assimilation de tous les délits connexes : on n'a pas voulu assimiler tous les crimes dont l'insurrection n'aura été que l'occasion ou même le moyen.

CXLVII

LES D. P. EN MATIÈRE D'AMNISTIE

C'est en matière d'amnistie que l'assimilation a été souvent imposée par la loi. En vérité certains jugements ou arrêts pourraient faire illusion : c'est qu'ils ont mis en application l'amnistie accordée à tous les faits se rattachant à un mouvement insurrectionnel défini ou à telle affaire politique comme l'affaire Dreyfus. Ces jugements ne doivent pas retenir notre attention : ils ont décidé conformément à l'intention réelle des auteurs de l'amnistie, qui était de permettre l'oubli complet de telle ou telle perturbation.

Tels sont les arrêts faisant application de la loi du 4 brumaire an IV déclarant amnistiés « tous les faits relatifs à la Révolution ». Elle fut déclarée applicable à un individu qui avait volé deux chèvres par abus des ordres d'un commandant autrichien enjoignant aux habitants d'une ville de veiller à ce qu'aucune sortie du bétail ne se fît en faveur de l'armée française (1). En fait de lien avec les opinions révolutionnaires c'était assez ténu.

Au contraire la loi d'amnistie du 12 janvier 1816, si elle accordait « amnistie pleine et entière à tous ceux qui

(1) Cass. 16 Messidor An XII (Perra) B. cr. n° 169. •

directement ou indirectement avaient pris part à la rébellion ou à l'usurpation de Napoléon Bonaparte », stipulait dans son article 6 : « Ne sont pas compris dans la présente amnistie les crimes et délits contre les particuliers, à quelque époque qu'ils aient été commis ».

La Cour de Cassation eut deux fois à trancher le conflit entre ces deux articles. L'étude de ses deux arrêts va nous montrer que la Cour a rejeté l'interprétation commune, que l'on aurait pu donner de l'article 6, en décidant que ces crimes, qu'elle allait appeler « crimes politiques », ne pouvaient pas être considérés comme des crimes contre les particuliers », donc n'échappaient pas à l'amnistie, quoiqu'ils eussent opéré au moyen de la lésion directe d'individus.

Le premier arrêt du 8 février 1817 (2) s'exprime ainsi « Attendu que les coups de fusil tirés par Sabatier et Serre n'étaient qu'un accident de l'opposition (des bonapartistes aux acclamations des royalistes et au rétablissement dans la ville d'Argentières des signes du Gouvernement légitime), un des faits particuliers dont elle se constituait, qu'ils avaient le même caractère, la même cause, le même but.

« Attendu qu'ils ne pouvaient être considérés comme des crimes contre les particuliers, eu égard à ce qu'ils ont été tirés en effet dans un mouvement populaire et dans une lutte de deux partis qui agissaient alors hostilement l'un contre l'autre dans un intérêt politique, ils avaient nécessairement le caractère de crimes politiques et d'ordre public ».

(2) Affaire Sabatier et Serre, B. cr. n° 9.

Le deuxième arrêt du 3 mars 1817 (1) eut à statuer dans l'espèce suivante : une bande de bonapartistes était entrée à Sorgues pour y rétablir le drapeau tricolore et là avait tiré deux coups de fusil qui n'atteignirent pas les personnes visées; puis s'était dirigée vers Entraigues et en chemin avait maltraité un porteur de cocarde blanche : enfin à Entraigues avait arboré le drapeau tricolore après avoir tiré sur les habitants, qui tentaient de les en empêcher, plusieurs coups de feu qui avaient tué un homme et blessé une femme. Ne devait-on pas dès lors appliquer à leurs auteurs l'exception contenue dans l'article 6 de la loi de 1816 ? Or la Cour suprême cassa l'arrêt de la Cour de Nîmes, qui, sur le vu de cet article 6, avait renvoyé Moulin en état de mise en accusation devant la Cour d'Assises du Vaucluse.

« Attendu que l'entrée effective et les actes commis dans Entraigues comme dans Sorgues avaient aussi pour objet le maintien de la rébellion et de l'usurpation de Napoléon Bonaparte, puisqu'ils présentaient également les caractères d'une entreprise tendant à *aider et à favoriser cette rébellion et cette usurpation et d'une lutte* ».

CXLVIII

CONSÉQUENCES

Ces arrêts sont à retenir parce qu'ils nous montrent qu'on ne doit pas appliquer une loi d'amnistie de la façon stricte dont on fera jouer une loi de procédure ou de compétence : les lois d'amnistie sont des mesures politiques : leur application par les Tribunaux doit satisfaire aux vœux du Législateur ; elles sont le type des lois qu'il faut appliquer en tenant le plus grand compte des

(1) Affaire Mathieu Moulin, B. cr. n° 25.

raisons politiques qui les ont fait édicter. Le texte même de ces lois importe peu; il sera souvent indifférent qu'il vise « les crimes politiques », ou « les crimes politiques et les crimes connexes ». Le seul fait que la loi n'aura employé que la première expression ne devra pas faire conclure que les crimes et délits connexes doivent être exclus du bénéfice de la loi.

Ainsi quoique l'ordonnance du 8 mai 1837 n'eût accordé amnistie qu'« aux individus détenus par suite de condamnations prononcées pour crimes et délits politiques », la Circulaire du 9 mai adressée aux procureurs généraux par le Garde des Sceaux n'en portait pas moins « lorsque des faits politiques auront motivé la condamnation *concurrentement avec des crimes* ou délits d'autre nature, vous m'en ferez connaître en me donnant votre avis sur la question de savoir si l'Ordonnance d'amnistie vous paraît applicable ».

On peut enfin remarquer que la Cour de Cassation a interprété d'une façon particulièrement large la loi du 12 juillet 1906 ayant amnistié « quelle que soit leur qualification pénale toutes les infractions et tous les faits connexes en matière de grèves, d'élections » et la Cour de Cassation put déclarer couvert par l'amnistie l'assassinat commis après une discussion sur la composition d'une liste électorale (1).

(1) Crim. 4 mars 1909 (Filippi) S. 1909-I-416. Riom, 5 déc. 1906 (Martin) J. Min. Publ. 1908, art. 4933.

« La Pratique criminelle » de F. Hélie et J. Depeiges dit très justement : « il ne s'agit pas, dans ce cas de connexité légale au sens de l'article 227. C. I. cr. Il suffit que le fait ait été commis à l'occasion d'une grève », n° 132 *in fine*. Mais ces auteurs n'en donnent aucune raison.

De cette loi, M. Sarrien pouvait dire : « Nous demandons à la Chambre d'accomplir un acte politique ayant pour but et pour objet de rétablir le calme dans les esprits et la paix dans le pays » ().

CXLIX

L'ARGUMENT TIRÉ DE CRITIQUE DE CERTAINES EXPRESSIONS
CONTENUES DANS LA DÉCISION IMPÉRIALE DU 10 JANVIER 1870

On pourrait être tenté de citer contre notre opinion certaines expressions d'une décision impériale du 10 janvier 1870 (2) : Ledru Rollin avait été condamné par contumace pour avoir conspiré contre la vie de l'Empereur. L'amnistie politique fut déclarée applicable à son cas, pour cette raison que le complot contre la vie d'autrui n'étant réprimé que lorsqu'il était dirigé contre la vie d'un chef de l'Etat ne l'était donc que dans un intérêt exclusivement politique.

Mais la décision dans le cours de son développement déclare que l'amnistie accordée pour les crimes et délits politiques ne s'applique pas aux faits délictueux qui accusent une double culpabilité politique et de droit commun, lorsque celle-ci est prédominante.

Cette décision ne nous retiendra pas pour de multiples raisons : d'abord elle a été rédigée par le Ministre de la justice et approuvée par l'Empereur lui-même.

(1) Deb. Parlt. Chambre 1906, p. 2220.

(2) Cette décision est rapportée au D. 1870-3-15.

Ensuite c'est dans des développements surabondants, puisque la décision n'en devait pas découler, que cette opinion est recueillie. Enfin il nous semble que cette opinion constitue surtout une mesure préventive de prudence : les attentats contre la vie de l'Empereur avaient été nombreux. On en pouvait craindre de nouveaux. Il ne fallait pas qu'une solution donnée en matière d'amnistie où elle eût été cependant exacte, pût être plus tard invoquée et servir d'argument en toute autre matière. Il fallait craindre que la nécessité des solutions différentes ne fût pas entrevue.

CL

CONCLUSION

Comme nous l'avons conclu, un délit de droit commun nous apparaît comme un délit politique relatif et comme tel puni de peines politiques, lorsqu'il est la mise en œuvre indispensable d'un délit politique pur. Nous avons pu appliquer cette formule aussi bien à un délit électoral qu'à la guerre civile. Nous avons vu que rien ne devait faire limiter cette solution à celle-ci seule. Rien ne permet même de la limiter aux seules *entreprises* politiques. Pourquoi ne pas la faire jouer aussi bien en cas de fait matériel isolé ? L'idée même que le fait se rattache à toute une entreprise d'ordre politique ne fut pas une donnée de notre solution.

Aussi rien ne va contre l'extension de notre solution à ce cas de concours idéal d'infractions que nous avons réservé. Le Code même nous y invite. Les articles 109

et 110 C. P. visent le premier un délit politique isolé. le deuxième, ce même délit répété, d'une façon concertée dans toute une partie de la France. Or pour le premier comme pour le deuxième, le texte prévoit les voies de fait et les menaces. Elles n'enlèvent pas au délit son caractère politique et pour que ceci ait quelque utilité, il faut évidemment que ces actes eux-mêmes soient politiques.

Nous pouvons donc conclure : tous les actes qui sont la mise en œuvre nécessaire d'un délit politique pur sont eux-mêmes politiques, de quelque intérêt privé qu'ils soient la lésion.

Et cette appréciation de l'utilité d'un acte ne sera évidemment pas celle de l'agent. Ce seront les Tribunaux qui la feront en tenant compte des circonstances et de la fin que celui-ci voulait atteindre.

SECTION TROISIEME

APPLICATION : LES DELITS ANARCHISTES

CLI

LA DOCTRINE ANARCHISTE

Survenant après de retentissants attentats anarchistes, la loi du 28 juillet 1894 a visé d'une part certains délits accomplis par la presse dans un but de propagande anarchiste, d'autre part les délits de provocation de militaires à la désobéissance accomplis ou non dans le même but. Cette loi fait partie des fameuses « lois scélérates » : lois du 12 décembre 1893 sur les provocations par la voie de

la presse, du 18 décembre 1893 sur les associations de malfaiteurs (1). Ces lois se proposèrent de ruiner dans sa source même la doctrine qui avait suscité les attentats d'Henry, Vaillant... La doctrine anarchiste souhaite l'absence de toute organisation étatique, la liberté totale de l'individu ; son programme d'action est la propagande « par le fait » et en effet ce n'est pas le gouvernement qu'il faut conquérir. Le but de la doctrine est la rénovation complète de la société qui ne sera atteinte que lorsque ses deux bases fondamentales : propriété individuelle et respect de la vie humaine auront été abattues. Il n'y a qu'à frapper à un endroit quelconque de la Société, de ses institutions et de ses organes pour servir l'idéal anarchiste. Le Conseil fédéral Suisse dira : « Le crime est un combat systématique en vue de terroriser la population » (message du 9 juin 1890 relatif au projet de loi sur l'extradition).

CLII

SA RÉPRESSION

L'opinion anarchiste en elle-même ne pouvait être poursuivie (1) c'étaient ses manifestations qu'il s'agissait de réprimer et la répression la plus brutale et la plus rapide était la meilleure. Cette répression visait donc la méthode même des anarchistes : « La loi ne saurait à

(1) Bibliographie : Garraud ; L'anarchie et la répression (Paris 1895) Fabreguettes : De la complicité intellectuelle et des délits d'opinion (Paris 1895) Chauveau et Hélie, tome VII par E. Mesnard p. 174 à 180.

(1) V. Trarieux : Rapport au sénat du 19 mars 1892.

un degré quelconque constituer une menace pour ceux qui s'efforcent de faire triompher leurs doctrines par les MOYENS légaux. Elle ne peut atteindre que les partisans de la propagande par le fait (1). L'anarchie n'est pas réprimée pour sa théorie même, mais parce qu'elle n'est qu'une série de crimes et de délits de droit commun (2). La loi de 1894 allait renouveler l'arsenal des foudres législatives : Relégation spéciale, emprisonnement individuel sans réduction consécutive de la peine, faculté donnée aux tribunaux d'interdire le compte rendu des débats défense de divulguer les actes de procédure (articles 2, 3, 4, et 5, loi de 1894) (3). Et surtout l'article premier de cette loi allait enlever à la Cour d'Assises la connaissance des provocations aux crimes ou délits de droit commun ou contre la sûreté extérieure de l'Etat, même accomplies par la voie de la presse. Cette disposition a-t-elle enlevé leur caractère politique à ces délits ?

CLIII

LE DOUBLE CHAMP D'APPLICATION

DE LA LOI DU 28 JUILLET 1894

Sans contestation possible il résulte des Travaux préparatoires de la loi de 1894 que tous les délits qu'elle définit sont des délits de droit commun (1). Mais comme

(1) Circulaire Garde des Sceaux du 6-8-1894 (J. O. du 8-8) D. 1894-4-87.

(2) V. Lasserre, Rapport à la Chambre Déb. Parlem. 1894, p. 1359, col. 3.

(3) V. sur ces mesures spéciales, Garraud *op. cit.* p. 93 sq.

nous le verrons peut-être était-il inutile de le dire spécialement, peut-être n'entraient-ils pas normalement dans le domaine du délit politique.

Sans travestir l'esprit de la loi de 1894 on peut dire que deux catégories d'infractions peuvent sous le couvert de cette loi être exclues de la classe des délits politiques : 1° celles qui constituent un acte de propagande accomplie par des *anarchistes* au sens strict du mot. Cette secte se caractérise par la *manière* même dont elle propage sa doctrine : une présomption d'appel à la violence s'attache à toutes ses manifestations, c'est sa méthode même : Ainsi la provocation des militaires à la désobéissance est entreprise dans un but de propagande anarchiste lorsque le placard incriminé émane d'un collaborateur au journal anarchiste *Germinal*, qu'il tend moins à la suppression de l'armée qu'à la disparition de cet ensemble de forces organisées qui s'appelle la Nation (2). On peut remarquer que lorsqu'il s'agit d'actes accomplis par de véritables anarchistes ou nihilistes les Tribunaux font volontiers appel au but ou aux mobiles de l'agent (3).

(1) V. surtout Déb. Parl. Chamb. 1894, p. 1360 col. 3, Rapport Lasserre. En ce sens Popineau : la loi du 30 déc. 1928 et la provocation des militaires à la désobéissance, *Lois Nouvelles* 1929, p. 87 et suiv.

(2) Affaire Bastien et Lemaire. Cr. 2-2-1906. D. 1906-1-78 (rapport de M. Berchon).

(3) Rapp^r : *Cour Pénale fédérale suisse*, 27 novembre 1906 (Bertoni) « La notion de D. anarch. comprend tous les actes délictueux *inspirés par l'idée anarchiste* et tendant à sa réalisation, ce qui le caractérise ce n'est pas la nature du droit lésé mais son *mobile* qui est la haine de l'organisation sociale actuelle et son but qui est la destruction de celle-ci » (S. 1910-4-6).

De même la « propagande anarchiste consiste dans la glorification d'actes criminels ou délictueux commis par des hommes se déclarant anarchistes (1). 2° les infractions accomplies par un individu de quelque parti qu'il se réclame, lorsque son acte consistera en une propagande *par le fait*. Ce n'est plus la secte qui importe c'est le moyen employé. Les anarchistes ont été visés parce qu'ils pratiquaient la propagande par le fait. En cela résidait le plus grand danger qu'ils faisaient courir : la loi a voulu les frapper de façon exceptionnellement sévère et elle a entendu englober dans sa répression tous ceux qui se réclameraient de la même technique d'action. Et la Cour de cassation a pu très sagement juger : « il importe peu que les propos aient été tenus non par un individu affilié à une secte anarchiste mais par un individu appartenant à un autre groupement dès lors que ce groupement tendait au renversement *par la violence* de l'ordre social » (2)

CLIV

INNOVATION RÉELLE DE LA LOI

Il nous semble qu'en la considérant ainsi on ne peut dire de la loi de 1894 qu'elle a exclu du domaine des délits politiques certains délits sociaux (3) : Le délit politique, avons-nous dit, se caractérise par le non-emploi de moyens lésifs d'intérêts privés, lorsque le but visé peut

(1) Trib. Seine Aff. Loizel, 22 déc. 1904, P. F. 1905-2-62 (motifs).

(2) Cr. 14-2-1924 (Porreyre) et 7 août 1925 (Balle) Rapp. Fabreguettes, *op. cit.* p. 46.

(3) Contra : Vidal et Magnol, n° 76, p. 100-101.

être atteint sans l'emploi de ces moyens. La loi de 1894 a visé des cas où il n'y a pas guerre civile ; elle a voulu atteindre ceux qui veulent faire progresser leurs idées par la terreur : c'est là un procédé que le but de leurs auteurs ne justifie pas ; une voie toute naturelle s'offre à eux : voie légale, lente peut-être, mais voie sûre, qui doit donc leur suffire : c'est la conquête de toute la Nation de tous les individus par la propagation pacifique de leur doctrine c'est la conquête du pouvoir par l'accroissement de leurs sièges au Parlement.

Concluant donc de la loi de 1894, que lorsque un individu *non anarchiste*, ne fait pas un appel à la violence, n'excite pas au mépris des propriétés et des vies humaines, il ne commet pas un acte anarchiste, nous restons dans la ligne même de notre définition du délit politique. *La loi de 1894 n'a rien ajouté quant à notre distinction sauf une présomption* : les actes des anarchistes au sens étroit de ce mot ne sont jamais politiques. Mais certains actes de socialistes révolutionnaires, certains actes de communistes, il n'est pas nécessaire de les qualifier d'anarchistes pour les exclure de la classe des délits politiques : ils ne peuvent pas être tels parce qu'ils opèrent au moyen du mépris des intérêts privés fondamentaux. La seule utilité de la qualification d'anarchistes dont on les affuble est de les rendre justiciables des Tribunaux correctionnels et de leur appliquer les peines plus sévères ou spéciales prévues par la loi du 28 juillet 1894.

CLV

PROVOCATIONS AUX CRIMES ET DÉLITS ORDINAIRES

En d'autres termes pour nous la provocation à des crimes ou à des délits de droit commun, de quelque doctrine politique que son auteur se réclame, ne peut jamais être considéré comme un délit politique. C'est un délit essentiellement de droit commun.

CLVI

PROVOCATION AUX ATTENTATS CONTRE LA SURETÉ

EXTÉRIEURE DE L'ÉTAT

Quant à la provocation à des crimes contre la sûreté extérieure de l'Etat elle ne peut être accomplie dans un but anarchiste que s'il y a appel à la violence. Mais est-ce suffisant ? Quelle différence fera-t-on alors entre le crime de l'article 91 C. P. et le délit de l'article 24, § 1, loi de 1881 ?

Dans le premier, il faut au moins qu'il y ait eu commencement d'exécution. Dans le deuxième la provocation elle-même suffit, quel que soit son manque d'effet, cette différence peut sans doute justifier une différence de gravité, mais peut-elle justifier une différence de nature entre les deux infractions ? Nous ne le pensons pas. Toutes deux sont politiques. Mais si la deuxième est accomplie dans un but anarchiste, elle devient crime de droit commun, nous dit la loi de 1894. Quand cela sera-t-il ? 1° si l'auteur est un anarchiste pur, la présomption vou-

lue par les législateurs joue alors ; 2° si le crime contre la sûreté extérieure de l'Etat doit s'accomplir au moyen de violences contre les personnes, mais n'en est-il pas ainsi de toutes les invasions concertées par des traîtres avec des puissances étrangères ? ou facilitées par des espions. Si dans tous les crimes contre la sûreté extérieure de l'Etat, l'atteinte à l'ordre politique de la Nation domine toutes les lésions particulières que la première postule : le crime reste politique. Donc pour les provocations aux crimes contre la sûreté extérieure de l'Etat, on ne doit les considérer comme anarchistes que si elles ont été accomplies par un anarchiste pur. Pour eux, la présomption d'effet ou de but non politique est irréfragable : C'est leur doctrine qui leur a valu cette réputation.

CLVI

SUITE — JURISPRUDENCE

Là jurisprudence a-t-elle admis notre opinion ? Tout récemment un jugement du Tribunal correctionnel de Lille a déclaré un communiste coupable de provocation à la trahison envers la France (1). Il s'agissait d'une campagne de presse tendant à l'achat de trois mitrailleuses pour l'armée rouge. Le Tribunal y a reconnu à bon droit, le délit de provocation au crime de haute trahison, prévu par l'article 76 C. P. Mais ce délit fut par ailleurs considéré par le tribunal comme un délit de droit commun parce qu'il tendait à créer un état de trouble, de panique et d'anarchie.

(1) Aff. Martel, Lille, 24 avril 1930 S. Juri, 1930, p. 737.

La solution du tribunal s'explique ainsi : à cause de la doctrine politique et sociale du coupable le Tribunal a cru possible de cataloguer son acte dans notre première catégorie. C'est ici que se pose la question de l'assimilation de certaines doctrines révolutionnaires à l'anarchisme. Cette assimilation fut affirmée de façon expresse par le Tribunal de la Seine : « Attendu que le programme d'action du parti communiste ne laisse aucun doute sur le but que veut atteindre ce parti, qu'il paraît même être identique à celui de l'anarchie que donnait le rapporteur de la loi de 1894 » (1). Ici la jurisprudence nous semble commettre une erreur complète. Il ne s'agit plus de moyens employés qui nous le reconnaissons sont souvent identiques dans les deux doctrines — ce qui fera précisément rentrer de nombreuses infractions commises par des communistes dans notre deuxième catégorie. Il s'agit des buts finaux des deux doctrines ; or, est-il utile de montrer encore combien ils sont antithétiques ? Et surtout aujourd'hui l'exemple de la Russie ne nous fournit-il pas la preuve que la doctrine communiste ne sape pas les bases de toute société ; si la société actuelle dans la plupart des Etats est basée sur le capitalisme celui-ci ne peut plus prétendre à l'hégémonie. Le système social individualiste fondé sur le *capitalisme* n'est plus la *Société* et la destruction du premier n'implique plus l'absence de toute organisation (2). La Jurisprudence est bien fixée ; toutes les provocations à des crimes ou à des délits et toutes les

(1) Trib. Seine, 14 déc. 1922, Péri, Cachin) G. Pal. 1923-1-106 et la note critique.

(2) Rappr. Beauchet n° 433, Grivaz, p. 292 et sq.

provocations de militaires à la désobéissance, dès lors qu'elles sont accomplies dans un but de propagande anarchiste sont des délits de droit commun. Notamment aujourd'hui la contrainte par corps sera applicable (1), les sursis antérieurement accordés seront révoqués (2).

CLVIII

LE « BUT DE PROPAGANDE ANARCHISTE »

D'APRÈS LA JURISPRUDENCE

Mais par quoi la Jurisprudence caractérise-t-elle le but de propagande anarchiste ? Cette recherche nous intéresse directement car selon la solution qu'elle donnera, la Jurisprudence aura une conception étroite ou au contraire élargie du délit politique. On peut remarquer que les arrêts pour admettre ce but anarchiste font appel à des raisons souvent différentes. Les tribunaux sont arrivés ainsi à forger tout un arsenal d'éléments déterminants du but anarchiste et ils y puisent souvent sans parcimonie : Ainsi l'acte aura été accompli dans un but anarchiste parce qu'il constituait un « appel à la violence (3) ou une provocation à la guerre civile » (crim.

(1) Nancy, 21 déc. 1927 (K....) S. 1928-2-84 ; Sem. Jur. 1928, p. 592 Cr. 20 avril 1928 (Picaud) S. 1929-1-238.

(2) Cr. (Casse) 19 déc. 1930 (Malgouyres et Saleses) Gaz. Pal. 1931-1-26 ; Trib. Cor. Lille, 24 mai 1930 (Martel) S. Jur. 1930, p. 737. Nîmes, 24 juillet 1929 (Ronchin) D. H. 1929, p. 563.

(3) Cr. 14 février 1924 (Porreyre) B. cr. n° 175. Cr. 7 août 1925 (Balle) B. cr. n° 258 l'absence d'appel à la violence a été au contraire le motif déterminant la Cour de Cassation a rejeter la qualification anarchiste ; Cr. 24 nov. 1921 (Benard) G. P. 1922-1-34 et 14-4-1921 (Murat) B. cr. n° 158.

25 mars 1921 (Plaff) D. 1921-1-181), parce qu'il contribuait à créer « un état de trouble, de panique et d'anarchie » (1) ou un état de « rébellion ouverte à la loi » (2) ; parce qu'il contribuait « au renversement de l'ordre social légalement établi (3) ou même parce qu'il en était très différent (4). Enfin pour d'autres décisions l'anarchiste est celui qui s'attaque aux institutions qui sont « la base fondamentale de toute société organisée » (5).

CLIX

SUITE — SYSTÉMATISATION

Ainsi les formules de la jurisprudence gravitent autour de ces deux idées :

1° Appel à la violence, solutions violentes des problèmes politiques et sociaux ;

2° Création d'un état d'anarchie.

CLX

LE COMMUNISME ET LA LOI DE 1894

Les Tribunaux et les Cours respectent donc bien dans

(1) Paris, 13 juil. 1921 (Bourguet) G. P. 1921-2-296, Crim. 20 oct. 1921 (Blanchard) G. P. 1922-1-59 ; Aff. Porreyre, Balle précitées, Aff. Martel précitée.

(2) Cr. 26 fév. 1926 (Guibbert) B. cr. n° 82, Cr. 11 mai 1929 (Phan Von Truong) Sem. Jur. 1929 p. 1254.

(3) Aff. Guibbert et Phan Von Truong. Aff. Porreyre précitées ; a contrario : Trib. Valenciennes 14 nov. 1923 (Peronnet) G. Pal. 1924-I-62.

(4) Trib. Seine (Aff. Loizel) 22 déc. 1904. P. F. 1905-2-62.

(5) Trib. Bergerac 31-7-1920 (Loubradou) G. Trib. 15-II-1920.

la forme l'esprit de la loi de 1894 ? Mais si l'on examine le fond des espèces mêmes dans lesquelles fut découvert cet appel à la violence ou à la guerre civile génératrice de l'anarchie, n'allons-nous pas observer que le champ de la « propagande anarchiste » s'est démesurément étendu : notamment nous soutenons qu'il y a eu un véritable jeu de mots sur « anarchie » ; ceux qui ne l'admettent pas disent qu'y voir un jeu de mots c'est de ne pas vouloir s'abstraire d'une pure exégèse (1) ; Nous ne pensons pas pouvoir encourir ce reproche. Car nous reconnaissons que ceux que les législateurs ont voulu atteindre ce sont les propagandistes par le fait, c'est-à-dire ceux qui ne reculent pas devant l'apologie des crimes et des délits de droit commun : c'est *cette immixtion de la violence organisée dans la politique* qu'ils ont voulu supprimer et pour l'atteindre plus sévèrement et surtout plus sûrement et plus rapidement, ils ont édicté certaines règles particulières. Mais il était inutile de dire que ces faits ne seraient pas considérés comme politiques. Et par conséquent nous ne refuserons pas la qualification anarchiste à un attentat pour cette raison qu'il a été accompli par un communiste car ce serait là de la pure exégèse. Mais nous nous refuserons à considérer que toute guerre civile est la mise en œuvre de l'anarchie. Les révolutionnaires de 1789 étaient-ils des anarchistes ? Tout mouvement révolutionnaire est la négation de l'autorité considérée jusqu'alors comme légitime. Elle tend à un nouveau régime provisoire peut-être lui-même et jusqu'à ce qu'un gouvernement régulier existe, il y a si l'on veut « état d'anarchie » en ce sens que tous les citoyens n'o-

(1) Dallant note au D. 1928-2-21.

béissent pas au même pouvoir central. La conception de la Jurisprudence nouvelle aboutit à dénier le caractère politique de *tous les attentats à la sûreté intérieure de l'Etat* commis par la voie de la presse. Or, c'est précisément ce que de nombreux députés craignaient en 1894 et Lasserre voulait les rassurer lorsqu'il disait: « nous avons eu soin d'excepter la provocation aux attentats contre la sûreté intérieure de l'Etat » (1)

CLXI

SUITE — JURISPRUDENCE

La provocation au pillage, au vol ne peut pas être une infraction politique, quel que soit le but de l'agent, parce que le pillage ou le vol sont de leur nature des délits de droit commun. Et inversement dénier à la provocation à la guerre civile le caractère politique, c'est vouloir enlever à la guerre civile elle-même ce caractère. Certaines Cours prévoyant cette objection ont eu recours à une argumentation spécieuse. La guerre civile contre le Gouvernement établi est bien une lutte politique, mais il en est autrement lorsque le provocateur pousse à la guerre entre les citoyens. Et par exemple la Cour de Nancy sera convaincue par l'argumentation suivante « Les actes incriminés constituent un délit de droit commun en ce qu'ils contiennent un appel à la guerre civile pour dresser les citoyens *non contre le Gouvernement mais les uns contre les autres* » (2). Nous pourrions nous contenter d'a-

(1) Déb. Parl. 1894, p. 1360, col. 3.

(2) 21 déc. 1927 (K....) S. 1928-2-84.

bord de conseiller à la Cour de Nancy de lire les articles 91 et 96 C. P., ensuite nous lui demanderons si elle considère le Gouvernement comme une entité juridique que seules des lois défendent et non pas toujours des poitrines d'hommes.

Quant à la Cour de Cassation elle justifie des solutions contradictoires par de spécieuses différences de formules : Nous parlons ici des affaires d'excitation à la révolte dans les colonies : un marocain soulève pendant la dernière guerre les villages du sud et entraîne les habitants à chasser les Français : « ces constatations impliquent que le but de l'attentat était de provoquer la guerre civile dans le Protectorat français, de pousser les habitants à s'armer *contre les Français* et de porter la dévastation et le pillage dans les communes ressortissant à ce Protectorat » (1). La Cour y voit les *crimes politiques* des articles 91, § 1, 92 et 97 C. P. Un annamite conseille aux soldats indochinois de ne pas tirer contre leurs frères chinois ; « attendu que de telles provocations révèlent un caractère de propagande anarchiste, qu'elles ne tendent à rien moins en effet qu'à armer les citoyens *les uns contre les autres*, à faire naître dans le pays des troubles profonds et à tenter par la violence... » (2). La différence dans les solutions ressemble beaucoup à l'argumentation de la Cour de Nancy. La Chambre criminelle pense-t-elle donc que les Marocains « comme un seul homme » marcheront contre la France, tandis que les Indochinois seront divisés. De telles intuitions semblent un peu aventureuses.

(1) Crim. 6 janvier 1916 (Soufi Abdelkader Taleb) B. cr. n° 2.

(2) Crim. 11 mai 1929 (Phan Von Truong) Sem. Jur. 1929, p. 1254.

CLXII

CONCLUSION

Ainsi toute la jurisprudence nous paraît absolument incohérente, et du moins dans ces dernières années, elle ne semble guidée que par le désir de faire entrer dans le cadre de la propagande anarchiste, donc dans le cadre de la compétence correctionnelle, le plus d'infractions possibles. Les articles 1 et 2 de la loi du 28 juillet 1894 deviennent un engin merveilleux permettant à la classe des infractions politiques accomplies par la Presse de se résorber entièrement.

TROISIÈME PARTIE
LES DELITS POLITIQUES EN DROIT INTERNATIONAL
PÉNAL FRANÇAIS

CHAPITRE PREMIER
JUSTIFICATION DE L'ASILE POLITIQUE

CLXIII

VIVACITÉ DU PRINCIPE DE L'ASILE POLITIQUE

Si les Etats modernes tendent aujourd'hui à chasser de leur droit pénal interne l'ancienne division des délits politiques et des délits non politiques, celle-ci ne semble pas au contraire marquer le même mouvement rétrograde en Droit International : le développement de l'extradition et sa mise en pratique journalière n'ont pas fait abandonner la vieille sauvegarde de l'asile politique. La Loi française du 10 mars 1927 l'a consacrée encore et l'on n'aperçoit aucun signe de sa disparition prochaine.

CLXIV

SA DISPARITION DU CODE PÉNAL ITALIEN

Nous ne pouvons considérer comme tel l'omission de la règle dans le Code Pénal Fasciste ; à la différence du Code Zanardelli qui la mentionnait (article 9, alinéa 2), le nouvel article 13 relatif à l'extradition n'indique plus cette règle essentielle. Cette omission n'est pas accidentelle. Les travaux préparatoires du Code essayent de la justifier (1) : l'asile politique est pour eux « un anachronisme incompatible avec la situation d'un Etat fort ».

(1) Lavori preparatori del Codice Penale. Volume V. p. 52.

Mais si le Code fasciste rejette délibérément ce principe, c'est parce qu'il est un Code politique, sa position à ce point de vue ne correspond pas du tout à l'opinion générale toujours indulgente pour les Délits Politiques. Par ailleurs comme nous le verrons cette règle de la non extradition des réfugiés politiques est nécessaire en l'état actuel du Droit International. L'Italie fasciste est certes démesurément fière de ses nouveaux codes, mais elle ne peut pas se vanter encore d'avoir transformé l'ordre juridique international. Il est d'ailleurs à remarquer que les auteurs italiens semblent oublier complètement le danger des interventions dans les affaires des autres Etats. (2).

CLXV

LA JUSTIFICATION DE L'ASILE POLITIQUE ET LES AUTEURS

De très nombreux auteurs se sont appliqués à justifier notre principe (1) ; beaucoup ont trouvé de nouvelles raisons qui les incitaient, pour leur plus grande gloire, à passer au crible d'un critique sévère les arguments présentés par leurs « concurrents ».

On a d'abord mis en avant la différence des mobiles

(1) V. Guiseppe Sagone — Répression efficace du Délit politique p. 321 et suivantes.

Il est vrai que celui-ci préconise le jugement des réfugiés politiques par la Cour Permanente de Justice p. 324.

(2) *Bibliographie*: Beauchet — Traité de l'Extradition nos 341 et s.q. ; Bernard, Traité de l'Extradition II ; Curat, Des délits politiques. France judiciaire 1881-1882 ; Grivaz. L'Asile politique p. 123 suiv. ; Lammarsch. Le Droit d'extradition appliqué aux délits politiques en matière d'extradition nos 6 et suiv. ; Soldan. L'extradition des criminels politiques ; Teichmann. Les Délits politique et l'extradition.

des délinquants, mais ce premier argument n'apparaît pas avoir une portée plus grande qu'en droit interne, nous n'en dirons rien de plus à cette place.

CLXVI

CRIMINALITÉ RELATIVE DES DÉLITS POLITIQUES

Un deuxième argument nous retiendra au contraire, quoiqu'il ait été présenté aussi pour justifier la différence en droit interne. C'est celui de la « criminalité relative » des infractions politiques (2). Or, dit-on comment un Etat pourrait-il extradier un individu pour un fait qui n'est pas considéré, comme une infraction, sur son propre territoire ? Mais cet argument s'il était exact prouverait trop, les peuples ne sont-ils pas tout aussi convaincus de l'excellence de leurs idées quant à la répression de tel ou tel délit ? Des différences existent, empêchent-elles pourtant l'extradition ? Plus généralement ne peut-on pas dire que toute une classe de délits, considérés comme non politiques « les infractions contre la propriété », dérivent d'une organisation économique de la société, donc de son organisation politique, puisque de plus en plus c'est sur le terrain économique que s'affrontent les doctrines politiques ? Ne peut-on pas dire dès lors que « ces infractions ne présentent chez l'agent qu'une criminalité relative » ?

(1) Beauchet : n° 342. Curet, p. 457 ; Soldeau, p. 523 ; Teichmann, p. 485.

Tous ces auteurs invoquent l'autorité d'Ortolan, I, n° 702 — Rapp. Faustin Hélie. — Traité de l'Instruction criminelle II § 134

CLXVII

DIFFÉRENCE DANS LES INSTITUTIONS POLITIQUES

Cet argument de la criminalité relative des délinquants politiques doit être rapproché d'un deuxième : celui de la différence des institutions politiques (1) « un Gouvernement républicain ne pourrait se résoudre à livrer un individu qui a tenté d'introduire la République dans un pays monarchique.... et même lorsque les régimes constitutionnels sont les mêmes dans les deux Etats, l'extradition ne saurait être admise pour délits politiques. L'identité des institutions politiques n'entraîne point en effet cette conséquence que l'un des deux pays approuve absolument la conduite des affaires dans l'autre et puisse aveuglément l'aider à faire respecter son autorité ».

Mais supposons qu'un traité d'extradition lie la Russie et un autre Etat, traité qui classe le vol parmi les faits donnant lieu à extradition. Supposons encore qu'en Russie des « aristocrates » à qui personne ne veut rien vendre volent du pain et s'enfuient. N'y a-t-il pas là faute du régime soviétique ? Et cependant l'Etat de refuge pourrait-il se refuser à livrer les « voleurs ? »

Ainsi cet argument n'est-il pas meilleur que les précédents : c'est qu'il ne s'agit pas pour l'Etat de juger les institutions d'un autre. Il s'agit, deux Etats réprimant un certain délit, abstraitement constitué par la réunion de plusieurs éléments, de savoir si l'individu, convaincu de l'avoir commis chez l'un, et réfugié chez l'autre, doit être

(1) Beauchet : n° 345. — Curet : p. 458.

restitué au premier. Il s'agit de « formes juridiques » des délits et non pas de leurs « rôles économiques » dans l'Etat requérant et l'Etat requis. L'extradition n'est plus une question d'opportunité diplomatique : elle est une institution de solidarité entre Etats, mise en forme juridique.

Lammasch a présenté le même argument sous une forme différente : « mettre la constitution des autres Etats sous l'égide tutélaire de sa loi pénale c'est protéger et s'engager à punir l'inconnu » (1).

Mais jamais l'extradition n'est accordée en vertu du droit supérieur de tout Etat à obtenir l'extradition de ses malfaiteurs, mais en vertu d'un traité. Or, celui-ci est passé avec un Etat dont on connaît les institutions ; si celles-ci viennent à changer la clause tacite « *rebus sic stantibus* » amènera résolution du Traité.

CLXVIII

IMPOSSIBILITÉ D'ÉNUMÉRER LES D. P.

On a dit aussi qu'il est impossible d'énumérer les délits politiques dans un Traité d'extradition (2). Nous ne saisissons pas bien ici la différence avec les délits non politiques. Au surplus il ne s'agit pas d'une simple omission des délits politiques dans la liste des cas d'extradition : il y a exclusion formelle. Ce sont des raisons positives qu'il faut en donner.

(1) P. 4.

(2) Curet, Loc. Cit.

CLXIX

LES ARGUMENTS SENTIMENTAUX

Abordons maintenant la riche collection des argument d'ordre sentimental.

D'abord : « l'exil est une punition assez rigoureuse a dit Soldan (1). Grivaz l'a critiqué longuement (2), d'abord ce châtiment est différent de celui qui eût frappé le réfugié chez lui et ce n'est pas ce châtiment-ci que l'on critique. Ensuite cette peine serait la même pour tous, ce qui est contraire aux principes modernes d'individualisation : si pour les uns, la terre d'exil est une « vallée de larmes », beaucoup d'autres diront . « *ubi bene, ibi patria* ». Nous pouvons ajouter à ces critiques : comme on ne peut pas se faire justice à soi-même, de même on ne doit pas pouvoir se faire justice contre soi-même : le criminel qui désespéré tente de se suicider et s'estropie pour la vie, doit-on dire de lui qu'il est assez puni comme cela et ne pas le poursuivre ? Pas du tout : il faut une appréciation judiciaire.

CLXX

SUITE. — ARGUMENT DE M. BREGEAULT

M. Bregeault disait de son côté : « Chaque pays tient à honneur de ne pas trahir la confiance des vaincus qui

(1) P. 523, Rappr. Lammasch, p. 9. — Cet argument se trouve pour la première fois dans « the Report of the commissioners of Royal Commission on Extradition » London 1878, p. 7.

(2) P. 125-126.

sont venus chercher un refuge sur son territoire » (1). Mais par ce souci chevaleresque, les Etats peuvent ils s'exposer à toutes les complications internationales ? Sont-ils d'ailleurs sûrs que les réfugiés répondront bien à sa propre confiance ? Des auteurs l'ont soutenu (2). Au surplus ont-ils ajouté, le réfugié ne pourrait pas faire autrement : il a perdu ses moyens d'action. Un voleur opère seul ; il peut en tous cas se reconstituer une bande rapidement. Il n'en est pas de même des conspirateurs. Ainsi pour toutes ces raisons les réfugiés politiques présentent un danger moins grand pour l'Etat de refuge que des criminels de droit commun. Il a été répondu (3) que ceux-ci avaient au contraire tout intérêt à ce qu'en ne pénètre pas leur passé. La crainte de donner l'éveil les empêchera de commettre de nouvelles infractions ; au contraire le réfugié politique transporte avec lui ses passions, sa haine du principe d'autorité : il groupera autour de lui des mécontents. Toute cette réponse me semble assez fragile : les voleurs internationaux se réfugient d'un pays à un autre et opèrent dans tous. Nous préférons dire avec Grivaz (4) que l'Etat de refuge a intérêt à l'extradition car le trouble apporté dans la conscience publique par l'impunité du délinquant politique est le même que pour un délit de droit commun. Et nous ajouterons que ce trouble est même plus grand parce que l'impunité est

(1) Le projet de loi sur l'Extradition et sa discussion au Sénat. Rev. Générale du Droit 1879, p. 333.

(2) Lammasch, p. 8.

(3) Curet, p. 456.

(4) P. 144.

plus manifeste : les voleurs ou les assassins se cachent, les délinquants politiques passeraient la frontière avec bannière en tête s'ils le pouvaient. En tous cas, arrivés dans le pays qu'ils ont élu comme lieu de refuge, ils narguent le Gouvernement qu'ils voulaient atteindre et clament leur impunité (1).

CLXXI

SUITE. — CRITIQUE

Au surplus on peut relever l'illogisme de l'argumentation de Lammasch qui conseille l'internement ou l'expulsion lorsqu'à l'intérêt que l'Etat requis a d'extrader le délinquant politique, se joint le danger que celui-ci fait courir à l'Etat de refuge (2). L'Etat de refuge a ainsi le droit de punir : c'est qu'il avait aussi bien celui d'extrader. Dès lors, c'est nier toute valeur juridique au principe de l'asile politique ?

(1) Par exemple, voici ce que dit la chronique du Clunet (1889, p. 67) : « Depuis que le Général Boulanger s'est fixé à Bruxelles, il ne s'y comporte pas en simple particulier. Son attitude est celle d'un chef de parti. Il se pose ouvertement comme tel. Par deux fois il a adressé des proclamations au peuple français... Ses partisans viennent s'entendre avec lui sur le sol belge pour aviser aux mesures à prendre dans leur lutte contre le Gouvernement actuel. Des démonstrations favorables ou hostiles sont provoquées par sa présence. Bon gré ou mal gré une vive agitation l'entoure ».

(2) Rapport. Curet p. 458.

(1) Rapp. Curet, p. 458.

CLXXII

INJUSTICE DE LA RÉPRESSION DANS LE PAYS REQUÉRANT

Enfin dernier argument sentimental : il faut craindre que l'Etat requérant n'exerce une répression farouche et injuste contre ceux qui ont voulu l'ébranler. L'asile politique deviendrait inutile (1) si les Gouvernements arrivaient à traiter les insurgés comme des coupables qu'il faut corriger et non comme des ennemis qu'il faut exterminer (2). L'extradition jouerait-elle bien son rôle d'aide à la justice ? « N'a-t-on pas de peine à croire à une justice calme et équitable lorsqu'on sent l'odeur de la poudre et qu'on entend les décharges des pelotons d'exécution ? » Plus simplement, il faut craindre la partialité des vainqueurs (3).

Mais d'abord, comme le fait remarquer Grivaz, l'Etat requis pourrait mettre comme condition à l'Extradition que le délinquant ne sera pas déféré à un Tribunal d'exception. Si c'est le Jury du pays requérant qui statue alors, n'est-ce pas lui qui est le plus qualifié pour juger entre le pouvoir établi et l'entreprise dirigée contre lui ?

CLXXIII

ORIGINE RÉVOLUTIONNAIRE DES GOUVERNEMENTS ACTUELS

Soldan a soutenu en outre « que l'Etat moderne étant fondé sur la Révolution, c'est-à-dire sur le Délit politique

(1) Bernard II p. 252.

(2) Teichmann, p. 486.

(3) Curet, p. 457 ; Soldan, p. 524. Renault, p. 60-61.

perpétré en grand, il ne peut et ne doit pas oublier son origine » (1).

Mais si l'Etat est issu d'une Révolution, doit-il pour celà se désintéresser de tout ce qui en prépare une nouvelle ? Si la Révolution a réussi, c'est que les esprits y consentaient, mais si quelques énergumènes ont des pressentiments infondés, est-ce une raison pour imposer leurs élucubrations sociales à la masse qui n'en veut pas ? Qu'ils commencent par les persuader et si pour y parvenir il leur faut des martyrs qu'ils ne demandent pas de pitié !

Aussi n'y-a-t-il aucune injustice à ce que les révolutionnaires soient tantôt honnis, tantôt glorifiés. C'est qu'il y a pour eux une question de « flair » ; on comprend qu'on les blâme d'en manquer. On ne prétend pas se mettre à la tête d'un mouvement social ou politique quand on n'est pas capable de sentir ce que la Nation désire. Si les promoteurs de révolutions tombent au bon moment, ils seront beaucoup plus l'occasion que la cause des changements et on les félicitera de leurs idées généreuses et de leur sens politique. Sinon, ils n'auront été que des « Trublions ». Lombroso et Laschi disent très justement : « La base de l'imputabilité du crime politique est le droit de la majorité des citoyens au maintien de l'organisation politique voulue par eux ; le crime consiste précisément dans la lésion de ce droit » (II, p. 250).

(1) P. 522-523.

CLXXIV

OPINION DE LOWENFELD

Si toutes ces raisons ne sont pas probantes, doit-on en conclure que le principe de l'asile politique est injustifiable. Lowenfeld a justement soutenu que le droit d'asile n'existait pas, mais seulement un devoir d'hospitalité de l'Etat de refuge en raison de la noblesse des mobiles du délinquant politique. Mais cette dernière raison nous étant apparue inexacte, ce devoir d'hospitalité n'existerait même plus. Cependant l'asile politique est consacré par tous les Traités d'Extradition et toutes les lois internes. Comment l'expliquer alors ?

CLXXV

LA JUSTIFICATION ACTUELLE PAR L'INTERDICTION

D'INTERVENIR DANS LES AFFAIRES INTÉRIEURES DES ETATS

ÉTRANGERS

Une dernière justification, d'ordre surtout politique en a été présentée. Elle a au premier abord, l'énorme qualité qu'elle se place sur le plan international pour apprécier le principe. Elle tient compte de toutes les difficultés qui président aux rapports entre Etats. Elle est d'ailleurs développée par certains auteurs qui ont voulu lui donner une allure plus juridique ou plus exactement

l'insérer dans un cadre logique de droit pénal interne (1).

Leur système peut en définitive se ramener à la série de propositions suivantes :

a) L'Extradition ne s'opère pas sur la simple demande de l'Etat requérant. L'Etat requis recherche lui-même si le délit est constant d'une part, et d'autre part s'il « paraît » pouvoir être imputé à celui dont l'extradition est demandée.

Notamment il devrait rechercher s'il n'y a pas des faits justificatifs tels que la légitime défense.

b) D'ordinaire cette dernière appréciation est laissée aux autorités du pays requérant. Dès que le réfugié semble être l'auteur d'un crime dont la matérialité est constante, l'Etat requis le livre. Mais on peut opérer de même en cas de crimes politiques. Si d'ordinaire la légitime défense n'est pas appréciée par l'Etat requis, c'est que cette appréciation se basant sur des faits d'importance toute locale ne pourrait être faite qu'aux prix de déplacements anti-économiques. Au contraire en matière politique, cette appréciation est plus facile, chaque infraction politique ayant des répercussions mondiales.

Grivaz ajoute même : « il est juste en matière politique de ne pas laisser à l'Etat requérant, juge et partie, la solution de la question de légitime défense ; ainsi l'ar-

(1) Grivaz, p. 146 et suiv. Beauchet, n° 344. Rapp. : Renault : *op. cit.* n°s 9 et suiv. ; Soldan, p. 525 ; Donnedieu de Vabres ; Principes, p. 262 ; Bourquin, p. 197-198.

gument de la partialité de l'Etat requérant, insuffisant par lui-même vient ici prêter son concours » (1).

c) Si donc l'Etat requérant ne reconnaît pas qu'il y a une légitime défense : il devra extraditer. Il devra le refuser dans le cas contraire. Mais cette appréciation de la légitime défense ne peut aller sans une certaine appréciation, un certain jugement porté sur les affaires intérieures du pays requérant. Le réfugié a assurément conspiré, mais il ne faisait que se défendre, étant, avec tous les siens, victime d'une oppression systématique de la part du Gouvernement. Or, pareilles recherches sont aujourd'hui interdites par le principe internationalement reçu de non-intervention. D'autre part, une appréciation si saine soit-elle risquera de choquer l'Etat requérant et l'on rejoint la boutade, en apparence paradoxale, de Coninck-Lifsting : « Refuser l'extradition d'un homme accusé de tels faits est dès lors un acte de respect pour la souveraineté de la Nation qui le réclame (2).

CLXXVI

SUITE. — REMARQUE

En vérité il faut bien reconnaître que cette démonstration est une justification d'auteurs subtils certes, mais qu'elle ne correspond pas à la réalité quoiqu'elle la contienne au fond. Nous croyons que l'extradition n'est pas encore devenue une institution entièrement juridique.

(1) P. 149.

(2) Mémoire sur le principe « Pas d'extradition en matière politique », 1875, p. 11.

Et surtout pour ce qui nous occupe, elle a conservé beaucoup de son ancienne nature d'institution politique. La diplomatie pèse encore fâcheusement sur les rapports entre Etats. Le Droit ne les guide pas seul. Et par exemple devant la demande d'extradition des auteurs d'une conspiration, un Etat pourrait bien refuser, à cause de sa sympathie avec les révolutionnaires. Il serait peut-être même amené à juger les institutions du pays lésé pour justifier sa conduite. C'est par crainte des complications internationales que les Etats ont adopté cette sage mesure de toujours refuser l'extradition des délits politiques (1). Et ils l'ont même mise en règle juridique empêchant ainsi à l'avance toutes les tentations qu'ils auraient pu avoir de la violer.

CLXXVII

RÉFUTATION D'OBJECTIONS

Cette seule justification peut au premier abord paraître insuffisante. N'existe-t-il pas en effet cette clause assez courante qui stipule « que le prévenu ou le condamné dont l'extradition aura été accordée ne pourra dans aucun cas être poursuivi pour un délit politique antérieur à l'extradition » ? (2). Le seul souci de sauvegarder les susceptibilités des Etats peut-il expliquer cette mesure

(1) Au surplus comme l'a dit M. Donnedieu de Vabres, l'intervention serait dangereuse si l'issue de la guerre civile n'était pas encore connue » (Principes : page 262).

(2) V. p. ex. Traité du 19 juillet 1859 entre la France et les Etats Pontificaux.

de faveur pour les réfugiés politiques ? Il est possible qu'à l'origine cette clause ait apparu comme une règle de faveur imposée par la noblesse ordinaire des délinquants politiques. Mais il est inutile aujourd'hui de recourir à pareille explication. Cette clause *spéciale* disparaît des traités d'Extradition. Elle s'est intégrée dans la règle plus large de la spécialité de l'Extradition. « L'Extradé ne peut être poursuivi ou puni pour une infraction antérieure à la remise, autre que celle ayant motivé l'Extradition » (art. 21, al. 1, Loi du 10 mars 1927). Et ce principe est sauvegardé par une deuxième disposition qui interdit au pays requérant de livrer l'extradé à une tierce puissance pour fait antérieur à celui qui a motivé l'extradition, sauf consentement du premier Etat de refuge (art. 27).

Il n'y a donc plus ici une faveur spéciale faite aux réfugiés politiques, et si elle était aujourd'hui édictée spécialement par un traité, il ne faudrait la considérer que comme l'application particulière d'un principe général commandé par un minimum de loyauté entre Etats.

CLXXVIII

CONSÉQUENCES DE LA JUSTIFICATION

La crainte de l'intervention qui est ainsi le seul fondement de la règle a normalement conduit les diplomates ou les législateurs à étendre le principe de non-extradition à toutes les affaires ou « de la politique » s'est mêlée. Nous voyons en effet que la règle vise tous les délits politiques complexes ou connexes. Il suffit qu'un individu

ait agi, poussé par un mobile politique ou à l'occasion d'une entreprise politique, pour que tout jugement porté par une puissance tierce sur la légitimité de son acte risque de froisser l'Etat lésé et par là d'entraîner des complications internationales. C'est le fondement politique que nous avons reconnu à la règle de non extradition des réfugiés politiques qui devait obliger les Etats en même temps qu'il en reconnaissaient le principe à en admettre toute l'étendue.

Une étude séparée des Délits Politiques purs d'une part, des Délits politiques complexes ou connexes d'autre part, en matière d'extradition était donc impossible.

CHAPITRE II

CHAMP D'APPLICATION DE L'ASILE POLITIQUE

CLXXIX

SOLUTION RATIONNELLE

Etant donné le fondement reconnu à l'asile politique, on devrait considérer comme infractions politiques, *toutes celles qui provoquent chez l'Etat lésé un intérêt politique à leur poursuite*. C'est cet intérêt politique qui fait craindre une pression gouvernementale sur les magistrats ou sur les membres des cours martiales dans les pays lésés. Cet intérêt politique se manifestera chaque fois qu'il y aura eu lésion de l'ordre politique de l'Etat, par quelque moyen que cette lésion ait été obtenue, et même lorsqu'il y aura simplement eu risque de lésion de l'ordre politique. La simple menace de son changement suffira. C'est ainsi que le meurtre d'un candidat concurrent, dans un pur espoir d'ambition, l'assassinat d'un chef de parti par pure vengeance personnelle n'apparaissant pas susceptibles de soulever la passion politique de l'Etat, pourraient bien donner lieu à l'Extradition. Au contraire ces mêmes assassinats, perpétrés dans le but de favoriser l'essor d'un parti politique, apparaissent comme troublant l'ordre politique lui-même. C'est une question d'espèces : il s'agira dans chaque cas de rechercher quel intérêt l'Etat requérant prend à la poursuite du réfugié.

CLXXX

TENDANCES A RESTREINDRE LE DOMAINE DE L'ASILE POLITIQUE

Dès la première convention signée par la France qui adoptait le principe de l'asile politique, l'assimilation fut faite des délits politiques complexes et connexes aux infractions purement politiques : la convention franco-belge du 22 novembre 1834 à la différence de la précédente la consacrait. Et il ne semble pas qu'en France une façon aussi compréhensive d'entendre le principe de l'asile politique eût été critiquée jusqu'à ce que l'attentat Jacquin en fût découvrir les inconvénients. Depuis cette époque il fut de mode dans certains traités d'exclure du bénéfice de l'asile politique les auteurs d'attentats contre la personne des chefs de l'Etat. Cette clause, dite clause d'attentat ou clause belge, du fait que la loi belge du 22 mars 1856 la formula pour la première fois, a joui d'un véritable engouement. Certains pays (Angleterre, Suisse) se refusaient cependant à l'insérer dans les conventions qu'ils passaient, ne voulant pas l'admettre sous une forme aussi définitive. Quoiqu'il en soit, une première atteinte était portée au principe, si largement compris jusque là, de l'asile politique. Elle correspondait à un sentiment assez vif pour que les nombreuses critiques qui lui furent adressées, loin de tendre à faire rejeter à l'avenir pareille exception se proposassent au contraire de l'améliorer, de la nuancer et surtout de l'étendre.

Ainsi depuis 1860 environ, une tendance franchement restrictive de l'asile politique s'est fait jour. De nombreux auteurs, des Congrès de l'Institut de Droit International même se sont attachés à découvrir la formule magique qui, conciliant de la façon la plus parfaite la nécessité de la répression et celle de la sécurité des rapports entre Etats, établit deux catégories d'infractions dont une seule bénéficierait du principe maintenu.

CLXXXI

REMARQUE

C'est l'étude de ces divers critères que nous nous proposons d'entreprendre à notre tour. Comme nous le verrons beaucoup semblent contenir une part de vérité et satisfaire en partie à la solution cherchée. Cependant aucun n'a encore réussi à rallier l'unanimité des suffrages. N'est-ce pas l'indice de l'inanité de ces efforts ?

Tous ne pêchent-ils pas au fond par le fait qu'ils risquent d'annihiler dans certaines hypothèses le principe qui sert de base à l'asile politique, le principe de non-intervention ? N'est-ce pas dès lors le signe que ce principe est supérieur aux nécessités de la répression ? Ne faut-il pas au contraire pour satisfaire celles-ci sans toucher au principe de non-intervention se tourner vers cette merveilleuse discipline du Droit Pénal International ?

SECTION I

LES DIVERS SYSTÈMES DOCTRINAUX PROPOSÉS

CLXXXII

LE SYSTÈME DE LA « SÉPARATION »

Une première opinion crut résoudre le problème par le moyen de la séparation ; il est toujours possible faisaient remarquer certains auteurs (1) de dissocier dans un délit complexe ou connexe l'élément de droit commun de l'élément politique. Par exemple dans le pillage d'une boutique d'armuriers : le vol, du commencement d'exécution du crime politique. Dès lors n'est-ce pas concilier de la façon la plus mathématique ces deux nécessités de l'asile et de la répression que d'accorder l'extradition des réfugiés pour le premier fait en spécifiant qu'ils ne pourront être poursuivis pour les deuxièmes ?

Mais cette séparation est absolument contraire à la réalité des faits. Comment obliger les Tribunaux des pays requérants à juger d'une partie de l'action criminelle en leur interdisant toute incursion dans une autre partie. Ce serait se vouer inévitablement à une mauvaise justice, l'appréciation de la culpabilité d'un individu ne peut être faite sainement sans considérer tous les éléments dont elle se compose. Et comment surtout juger des moyens employés si l'on se défend de connaître le but visé (2).

(1) Olivi. *Rev. de Droit Int.* 21, p. 62 ; Billot. *Traité de l'Extr.*, p. 107. Brusa, p. 128.

(2) Rappr. Beauchet, nos 394-395 ; Grivaz, p. 259 et suiv.

CLXXXII

SYSTÈME DE LA « PRÉDOMINANTE »

Un deuxième système dû à Ortolan (1) est très voisin du précédent. Lui aussi part de la dissociation de tout délit complexe ou connexe en deux éléments : mais il les compare et déclare le délit politique ou de droit commun selon la prédominance de l'un ou de l'autre de ces éléments. Est-ce l'intérêt politique ou l'intérêt non politique qui exige la répression ? Tout est là. Or n'y répond-on pas parfaitement quand on recherche qui du droit général ou du droit individuel a subi la principale atteinte ?

Ce système a reçu l'adhésion de la loi suisse du 22 janvier 1892. M. Donnedieu de Vabres dit même qu'il inspire dans une grande mesure la Jurisprudence Internationale. Et cependant ce système peut justement être taxé d'arbitraire et de byzantinisme (2), cette décomposition idéale est de la casuistique plus que de la Justice. Mais surtout il laisse une trop grande part à l'arbitraire du juge ou du Gouvernement requis. C'est ce qu'il faut éviter si l'on veut respecter le principe qui fonde l'asile politique.

CLXXXIII

SYSTÈME « DES USAGES DE LA GUERRE »

Un troisième système, proposé par des publicistes amé-

(1) I. p. 725 et suiv. Rapp. Billot, *op. cit.*, p. 104 et Curet, p. 461.

(2) Bourquin, p. 215.

ricains (1) et adopté par l'Institut de Droit International dans sa session d'Oxford est connu sous le nom de système « des usages de la guerre ».

La Résolution xiv votée par l'Institut était ainsi conçue :

xiv. — L'Etat requis apprécie souverainement d'après les circonstances si le fait à raison duquel l'Extradition est demandée a ou non un caractère politique.

Dans cette appréciation il doit s'inspirer des deux idées suivantes :

a) Les faits qui réunissent tous les caractères de crimes de droit commun (assassinat-incendie-vols) ne doivent pas être exceptés de l'Extradition à raison seulement de l'intention politique de leurs auteurs.

b) Pour apprécier les faits commis au cours d'une rébellion politique, d'une insurrection ou d'une guerre civile, il faut se demander s'ils seraient ou non excusés par les usages de la guerre.

Cette distinction qui fait une assimilation entre la guerre civile et la guerre internationale avait été proposée pour la première fois par Dudley Field (2), auteur américain qui certainement songeait à la guerre de Sécession des Etats-Unis. Celle-ci en vérité apparaissait bien aux yeux d'une Puissance étrangère comme apparaît une guerre étrangère à un pays neutre. Ici l'analogie était complète. Combien au contraire, elle est critiquable si

(1) Dudley Field Clarke : *The law of extradition*, p. 170. Rap. Renault, p. 68. Garraud, *Traité I.*, p. 272-273, Curet, p. 465.

(2) *Draft outlines of an international code* — art. 215.

l'on songe aux guerres civiles et surtout aux insurrections ou émeutes de France ? où trouvons-nous ces deux partis organisés militairement, seul gage possible du respect des lois de la guerre ? (1).

Les lois de la guerre civile ou de l'insurrection ne sont pas les lois de la guerre ; mais comment se rapporter à celles-là qui ne sont même pas connues ? (2).

Mais surtout pour les infractions isolées, la solution était inadmissible : on ne devait tenir aucun compte de l'intention ou du but des auteurs. Dès que les éléments constitutifs d'un crime de droit commun étaient réunis, l'Extradition était possible. C'était au fond une réédition moins souple de l'antique système « de la séparation ».

CLXXXV

SYSTÈME DE GENÈVE

Devant ces critiques l'Institut de Droit International décida de modifier sa formule, Monsieur Rolin fut chargé d'enquêter sur l'opinion des diverses législations et des juristes les plus en vue. Et sur son rapport (3) l'Institut dans sa session de Genève (1892) adopta les Résolutions suivantes :

ART. I. — L'extradition ne peut être admise pour crimes ou délits purement politiques.

(1) V. sur ce point les très larges développements consacrés par Beauchet (n° 400), par Grivaz (P. 268-269) et surtout Lanmasch (p. 72 et 73).

(2) V. Grivaz, p. 273.

(3) V. Ce rapport dans la Rev. droit intern. 1892, p. 36 et suivantes.

ART. 2. — Elle ne sera pas admise non plus pour infractions mixtes ou connexes à des crimes ou délits politiques, aussi appelés délits politiques relatifs, à moins, toutefois, qu'il ne s'agisse des crimes les plus graves au point de vue de la morale et du droit commun, tels que l'assassinat, le meurtre, l'empoisonnement, les mutilations et les blessures graves volontaires et préméditées, les tentatives des crimes de ce genre, et les attentats aux propriétés par incendie, explosion, inondation, ainsi que les vols graves, notamment ceux qui sont commis à main armée et avec violence.

ART. 3. — En ce qui concerne les actes commis dans le cours d'une insurrection ou dans une guerre civile, par l'un ou l'autre des partis engagés dans la lutte, et dans l'intérêt de sa cause, ils ne pourront donner lieu à l'extradition que s'ils constituent des actes de barbarie odieux et de vandalisme défendu suivant les lois de la guerre, et seulement lorsque la guerre civile à pris fin.

(Nous faisons abstraction pour l'instant d'une dernière disposition que nous retrouverons plus loin). Ce système est approuvé notamment par Beauchet (1). Il consiste à distinguer les crimes isolés de ceux qui sont accomplis dans le cours d'une insurrection et cette première base est empruntée aux Résolutions d'Oxford. Pour les crimes isolés, ce sont les plus graves au point de vue de la morale et du droit commun qui seuls permettront l'Extradition. Cette disposition fut certainement dictée par le souci d'améliorer la clause belge. Mais par cette

(1) N° 407.

énumération, qui n'est pas limitative, ne laisse-t-on pas encore la porte ouverte à l'arbitraire que l'on se flattait de faire disparaître ? Et surtout la formule employée est trop rigide. Certains meurtres commis isolément ne doivent manifestement pas donner lieu à l'Extradition : le meurtre d'un tyran par exemple. Ceux qui fondent l'asile politique sur la crainte des répressions injustes ne voudront pas que son auteur soit livré. L'opinion publique fera pression sur le gouvernement de l'Etat requis. Dès lors devant le refus d'extradition, le pays lésé ne sera-t-il pas en droit d'en demander compte à l'Etat de refuge ?

Au cas de crimes accomplis au cours d'une insurrection, le système de Genève marque un grand progrès sur le système d'Oxford. Ce ne sont plus tous les actes défendus par les lois de la guerre qui peuvent donner lieu à l'Extradition ; il faut en outre qu'ils constituent des actes de barbarie odieux et de vandalisme. En théorie ce critérium nous semble irréprochable : la guerre civile elle-même, si différente qu'elle soit de la guerre internationale n'autorise pas de pareils actes. Encore faudrait-il faire une réserve en cas de représailles : les « gouvernements » ne pouvant s'empêcher de considérer les rebelles comme des criminels se livreront souvent contre eux à des mesures de rigueur destinées à les effrayer, à les engager à la soumission. Les rebelles devront en faire autant. Cette réserve faite (1), le système de Genève paraît très sage en théorie.

(1) Elle est suggérée par M. Grivaz. p. 301-302.

Cependant en fait par cela même qu'il n'est pas mathématique, il pourra donner lieu à des interprétations fort différentes dans le pays requérant et le pays de refuge. Ces divergences créeront quelquefois une tension diplomatique entre les deux Etats.

CLXXXVI

SYSTÈMES PROCÉDANT PAR ÉLIMINATION

C'est pour ces raisons au fond qu'un courant assez fort de la Doctrine préconise une méthode d'élimination limitative. On conserve en une première formule, énoncée de façon très générale, le principe de l'asile politique. Et dans une deuxième, on établit une série d'exceptions formelles très précises.

CLXXXVII

LA « CLAUSE D'ATTENTAT »

C'était la méthode même de la clause belge. Celle-ci fut insérée pour la première fois dans une loi belge, à la suite de l'affaire Jacquin (1). Cette loi du 22 mars 1856 dispose : « Ne sera pas réputé délit politique, ni fait connexe à un semblable délit, l'attentat contre la personne du chef d'un Gouvernement étranger ou contre celle des membres de sa famille, lorsque ces attentats constituent le fait soit de meurtre, soit d'assassinat, soit d'empoisonnement ». Cette clause fut insérée dans la Convention

(1) Cette affaire a été racontée dans tous les ouvrages : W. Renault, Grivaz, Lammasch, Beauchet (N^{os} 413-414), Teichmann (p. 502).

franco-belge du 22 septembre 1856, convention additionnelle du Traité d'Extradition de 1834, et depuis, dans de très nombreux Traités conclus par la France postérieurement à 1856. Si la France ne put l'insérer dans ses Traités avec la Suisse et avec l'Angleterre, plusieurs auteurs (1) se sont attachés à expliquer longuement que le refus de ces deux Etats ne provenait pas d'une opposition de principe à la clause. C'était sa forme qui les gênait et non pas le principe qu'elle consacrait.

CLXXXVIII

SUITE. — CRITIQUE

Si tous les auteurs ont applaudi à cette clause, cependant aucun ne s'en déclara pleinement satisfait. Elle apparut comme l'aurore d'un changement dans la conception

(1) V. pour l'Angleterre : Renault n° 25, Lammasch, p. 62 ;

Pour la Suisse : Teichmann, p. 513 ; Renault, n° 26.

Pour la Suisse : Teichmann, p. 513 ; Renault, n° 26.

Pour l'Angleterre, la cause d'attentat eût contenu la formule « *imagining the King's death* ». Or, cette expression, d'après la loi interne qu'est le « *Statute of Treason* », est très large et comprend tous les attentats à la sûreté intérieure de l'Etat. Pour les Princes, dit un vieil adage anglais, il y a peu de marge entre leur mort et leur déchéance. Or beaucoup de ces attentats sont de purs crimes politiques, on ne pourrait dès lors insérer pareille clause.

Pour la Suisse, c'est le caractère démocratique de sa constitution qui l'empêchait d'admettre la clause. Le Chef de la Confédération n'est pas plus protégé que les particuliers. Dès lors la Suisse ne pouvait accorder l'extradition d'individus qui dans les Etats requérants seraient jugés par des Tribunaux spéciaux. Elle préférerait statuer elle-même comme sa loi interne le lui permettait.

de l'asile politique et c'est à ce titre qu'elle fut saluée.

D'abord aux partisans du système d'Ortolan, système dit de la prédominance, elle apparut comme une application de leur théorie. La clause belge consacre une présomption: lorsqu'il y a assassinat d'un chef d'Etat, le droit politique lésé est moins important que le droit individuel (1).

Les autres tous à la recherche de ce critérium magique entre les délits politiques à exclusion de l'Extradition et ceux qui seuls devaient continuer à en bénéficier, y virent le premier coup porté à l'antique conception tout à fait compréhensive de l'asile politique (2).

Et tous s'accordent pour la critiquer dans ses applications, on lui reproche d'une part d'être trop large, d'une autre trop étroite et c'est surtout sur cette deuxième critique que les auteurs insistent.

D'abord admettre l'Extradition dans tous les cas de régicides, c'est s'engager à commettre de véritables actes d'injustice. Quel Etat eût consenti à remettre Guillaume Tell à l'Autriche, après qu'il eût assassiné Gessler ? Et surtout en cas de guerre civile, quelle raison de distinguer le meurtre du chef de l'Etat chargeant à la tête de ses troupes du meurtre du premier homme venu ? Malgré ces critiques, certains auteurs se sont refusés à admettre ce premier grief (3), il leur semble d'abord qu'en cas de guerre ouverte, l'Extradition demeurerait impossible malgré la clause, « parce qu'on n'a jamais considéré

(1) Billot : p. 106 ; Curet : p. 462.

(2) Renault, p. 72 et suiv. Lammasch, p. 59. Grivaz p. 242-249.

(3) Rolin, R. D. Intern, 1885. P., 396, Grivaz, p. 248.

comme un meurtre au point de vue international, l'homicide commis dans la chaleur de la lutte». Cette réplique n'anéantit cependant pas la crainte que l'on peut conserver de voir une extradition admise dans une hypothèse du genre de l'assassinat de Gessler par Guillaume Tell (1).

Mais les auteurs reprochent surtout à la clause belge d'être trop étroite (2). Pourquoi n'avoir visé que le régicide ? Parce que les Chefs d'Etat sont plus menacés ? Mais n'en est il pas de même des ministres par exemple ? Si les chefs d'Etat sont plus menacés, ils sont aussi mieux protégés. Cette clause est dangereuse parce qu'elle laisse entendre qu'un assassinat ordinaire est un crime politique. C'est du pragmatisme casuiste et il est insupportable.

Au fond le gros inconvénient de cette clause c'est qu'elle dispose un cadre trop rigide. C'est une exception qu'elle consacre et les principes courants exigent qu'on en fasse une interprétation restrictive, c'est précisément ce que les auteurs ne veulent pas admettre.

Pour nous, tout en reconnaissant l'exactitude de toutes ces critiques, nous aboutirons à une conclusion inverse. Cette clause, malgré sa rigidité, on reconnaît qu'il est des cas où elle ne s'applique pas. MM. Beauchet, Grivaz, Rolin citent celui de lutte ouverte. N'y a-t-il pas aussi les cas voisins de l'exemple de Guillaume Tell ? Dès lors n'y a-t-il pas toujours possibilité d'interprétation de la part

(1) Pradier, *Fœderé*, p. 24.

(2) Billot, p. 117, Renault, p. 77. Beauchet, p. 424, Lainmarsch, p. 61 Grivaz, p. 249, Bourquin, p. 212 (Conta Brusa).

de l'Etat de refuge ? La solution qu'il donnera à la demande d'Extradition risque ici encore de blesser l'orgueil de l'Etat requérant. C'est un risque que nous ne pouvons nous résoudre à admettre.

CLXXXIX

LES DÉLITS ANARCHISTES

Comme nous l'avons vu la question de la nature des délits anarchistes s'est posée en droit interne ; les lois françaises les ont considérés comme des délits de droit commun. La même difficulté s'est présentée en matière d'extradition, les anarchistes peuvent-ils jouir de l'asile politique ? L'Etat sur le territoire duquel ils se sont réfugiés peut-il refuser de les extraditer en les considérant comme des délinquants politiques ? Tous les Etats se sentant menacés par leurs attentats, il semble qu'il n'y eut pas de difficulté de la part des Etats lésés à obtenir l'extradition de ces malfaiteurs. Ainsi l'Angleterre remit à la France l'anarchiste Meunier, les délits anarchistes n'étant pas des délits politiques « parce qu'ils sont dirigés contre tous les citoyens plutôt que contre le Gouvernement » (1).

La Cour de Liège s'est récemment prononcée dans le même sens. Le Gouvernement français avait réclamé à la Belgique l'extradition d'un nommé Bartholomei Angelo. La Cour de Liège rendit un avis favorable à la demande de la France « attendu qu'indépendamment de

(1) Décision de la Haute Cour de Justice, 11 juin 1894. Clunet, 1895, p. 643.

toute autre cause, les opinions d'anarchistes individualiste dont se réclame B..., agissant de sa propre initiative et partisan d'actes de terrorisme donnent à son acte le caractère de délit anarchiste » (1).

Et l'Institut de Droit International dans sa session de Genève adoptait la quatrième règle suivante : « Ne sont point réputés délits politiques, au point de vue de l'application des règles qui précèdent, les faits délictueux qui sont dirigés contre les bases de toute organisation sociale, et non pas seulement contre tel Etat déterminé ou contre telle forme de Gouvernement ».

CXC

SUITE — CRITIQUE DE LA CLAUSE D'EXCLUSION

On comprendrait, qu'à cette époque du moins, on eût inséré pareille exception au principe de l'asile, si l'on expliquait celui-ci par la criminalité relative des délits politiques; l'anarchisme menaçant tous les Etats, cette justification eût alors manqué. Mais l'asile — on s'accordait à cette époque à le reconnaître — est fondé sur la nécessité de ne pas intervenir dans les affaires intérieures des Etats étrangers. Or, n'était-ce pas s'engager à prendre parti entre le Gouvernement Tsariste et les Révolutionnaires russes que de consentir à examiner la demande d'extradition d'un nihiliste ?

Et surtout l'assimilation apparaît inévitable entre l'anarchisme et le communisme ; elle correspond d'ailleurs au véritable esprit de la mesure : ce n'étaient pas ceux qui

(2) Liège, 3 janvier 1928, Clunet, 1929, p. 773.

poursuivent certains buts jugés particulièrement dangereux que l'on désirait atteindre mais plus directement ceux qui opèrent par certains procédés spécialement répréhensibles. Or, peut-on considérer aujourd'hui que le parti communiste vise à l'anarchie ? les fameuses « vacances de la légalité » ne doivent pas faire illusion ; ce n'est qu'une anarchie essentiellement temporaire qui est ainsi visée. On ne peut certes accuser la Russie soviétique d'être anarchique chez elle. Ainsi ce nouvel essai en vue de limiter l'asile politique paraissait voué à l'échec. Si son principe pouvait être juste, les applications pratiques en étaient impossibles. Aussi verrons-nous que la loi française du 10 mars 1927 ne le mentionne pas.

CXCI

SYSTÈMES DE LAMMASCH ET GRIVAZ

Cependant qu'ils formulaient toutes ces critiques les auteurs ne se décourageaient pas : ils ne s'efforçaient plus désormais de trouver un critérium unique, ils se préoccupaient surtout pour parer au plus pressé, de découvrir une formule n'englobant que des crimes réprouvés par la morale universelle. Lammasch et Grivaz à la suite de M. Rolin, qui avait fait cette recherche pour son rapport à l'Institut, se sont dirigés dans cette voie et ont abouti à des solutions sensiblement rapprochées. M. Lammasch après avoir opéré par énumération limitative (1) proposait comme dernière formule : « En règle générale l'Extradition ne peut avoir lieu pour délits politiques ? Néan-

(1) Lammasch, *op. cit.*, p. 78.

moins l'extradition sera accordée pour tout fait volontaire ayant causé la mort d'autrui, pour tentative y ayant trait pour toute participation à pareil fait punissable d'après les lois régulières de l'Etat requis, comme attentats à la vie, lorsque le fait en question n'a pas été commis en état de lutte ouverte (1) ». Quant à M. Grivaz il s'inspire de la même idée (il ne s'en cache d'ailleurs pas) mais y faisant quelques critiques de forme et de fond, il aboutit lui-même à proposer les formules suivantes « ...II. — En principe l'extradition n'a pas lieu pour délit politique. III. — Il en est de même pour délit commun quand le but en est politique ou social. Toutefois l'extradition ne doit pas être accordée: 1° pour tout fait volontaire ayant causé la mort d'autrui. — 2° pour tout attentat aux propriétés par incendie, explosion, inondation, pour toute tentative y ayant trait, pour toute participation à pareil fait, lorsque l'acte incriminé n'a pas été accompli en état de lutte ouverte. IV. — Quand l'acte incriminé a été accompli en état de lutte ouverte il ne peut donner lieu à l'extradition que s'il est défendu par les usages de la guerre et encore l'extradition n'a-t-elle pas lieu quand le fait est nécessaire ou est un acte de représailles » (2).

CXCII

SUITE — CRITIQUE

Cette dernière formule, quoique M. Grivaz ait cherché

(1) Cette formule fut proposée par M. Lammusch à la session de Lausanne tenue en 1888 par l'Institut de Droit International. Elle est rapportée par Grivaz, p. 286.

(2) P. 302.

à éviter tout arbitraire, nous semble encourir toujours le même reproche : L'arbitraire possible est source de divergences d'interprétation. Celles-ci doivent être évitées parce qu'elles sont sources de périls internationaux.

SECTION DEUXIEME

LA JURISPRUDENCE INTERNATIONALE

CXCH

PLAN

Avant d'entreprendre nous-même de chercher la solution qui conciliera ces deux nécessités de la répression et de l'asile politique, examinons la solution donnée par la loi française du 10 mars 1927.

Cependant avant même d'étudier cette loi de 1927, nous voudrions parler d'un système que nous n'avons trouvé soutenu dans aucun ouvrage, mais qui nous semble avoir guidé d'assez nombreuses décisions de jurisprudence étrangère.

CXCIV

DOUBLE CARACTÈRE DES DÉLITS POLITIQUES

Ce système peut être résumé en deux propositions :

1° Les seuls motifs politiques d'un acte ne suffisent pas à lui conférer le caractère politique. Il faut que l'agent ait poursuivi dans son acte un *but* politique général, notamment qu'il l'ait accompli pour servir au triomphe d'un parti politique.

2° Il faut *de plus* que l'acte soit en rapport direct avec le but à atteindre, par conséquent que sa gravité soit *proportionnée* à cette fin.

D'abord, il est plusieurs exemples de décisions qui ont autorisé l'extradition d'individus dont les actes reflétaient peut-être la passion politique, mais qui ne semblaient pas aux Cours de justice concourir à un but politique (1). De ces décisions il faut rapprocher celles qui ont estimé que dans l'acte de l'agent « le but se confondait avec le résultat immédiat » (2).

Mais le but politique ne suffit pas (3) il faut en outre que « l'attentat constitue un moyen réellement efficace pour atteindre le but, ou du moins faire partie intégrante

(1) V. par exemple : l'affaire Kilatchisky : Trib. Féd. Suisse, 7 mai 1907, Clunet, 1908, p. 259. L'aff. Kompowski, Trib. Féd. Suisse, 15 mars 1886, Clunet 1887, p. 113. Dans le même sens à contrario : Affaire Malatesia.

Rapprocher l'affaire Belenzow, Trib. Féd. Suisse, 18 juillet 1906 Clunet 1907, p. 857. Pour justifier l'extradition de Belenzow l'annotateur de Clunet ne trouve rien de mieux que de dire « l'acte était réprouvé par le parti-même auquel appartenait Belenzow » (rapprocher Corbaz : p. 153).

Ainsi il y aurait dans chaque pays un certain nombre de partis qui jouiraient du droit d'asile, mais les dissidents ne le pourraient pas. C'est tout simplement ridicule. Ne voit-on pas ces partis privilégiés inscrire dans leurs prospectus de propagande : « Seul parti jouissant officiellement du droit d'asile en Suisse ».

(2) Affaire Pavan ; meurtre d'un agent provocateur fasciste en France, Trib. Féd. Suisse, 15 juin 1928, Clunet 1929, p. 510. Dans le même sens ; affaire Jaffei : assassinat du roi Humbert ; Trib. Féd. Suisse, 30 mars 1901, Clunet 1902, p. 74 et s.

(3) Affaire Silberstein : Trib. Féd. Suisse, 21 juin 1912, Clunet 1913, p. 681.

d'actes propres à conduire au but politique, ou constituer un incident d'un mouvement politique général dans lequel les partis ont recours à des moyens semblables (1). Comme on le voit il n'est pas nécessaire que l'acte se rattache à une insurrection, il peut être même isolé à condition qu'il soit la mise en œuvre d'une entreprise politique ultérieure.

Et dans cette recherche de la « proportionnalité » entre l'acte et le but, les décisions ont tendance à se rapprocher du système des usages de la guerre, mais de le tempérer pour tenir compte de la différence foncière entre guerre civile et guerre internationale, et pour tenir compte aussi du caractère actuel des guerres civiles.

C'est ainsi que la Cour de Bruxelles a pu attribuer le caractère politique à un véritable assassinat isolé car la lutte était à la fois ouverte et sourde, procédant par menées clandestines de part et d'autre (2). Ainsi encore les Etats-Unis ont pu refuser à la Russie l'extradition d'un individu coupable de meurtre et d'incendie, parce qu'il s'agissait de représailles l'incendie étant la forme habituelle employée par le Gouvernement russe contre les révolutionnaires (3).

(1) Aff. Pavan et Jaffei précitées ; Rapp. affaire Bagni. Trib. Féd. Suisse, 14 juillet 1923, Clunet, 1924, p. 520 ; Aff. Wassiliw. Trib. Féd. Suisse, 13 juillet 1908, Clunet, 1909, p. 28.

(2) Affaire Chimansky, Clunet 1913, p. 232 (Bruxelles, 11 avril 1911).

(3) Affaire Rudowitz, Clunet 1909, p. 1017, V. S. G. Archibald. L'extradition en matière de crimes soi-disant politiques Clunet 1909, p. 1015.

CXCIV

SUITE — CRITIQUE

Ce système est sensiblement celui que nous avons nous-même adopté en matière interne pour caractériser les délits politiques complexes et connexes.

Mais en matière d'extradition nous nous garderons bien de le proposer. Il nous semble prêter le flanc à la même critique que tous les systèmes doctrinaux entrevus. Répétons-le encore: La part est trop grande faite à l'arbitraire du Tribunal saisi; où il y a arbitraire, il y a risque de solutions divergentes, donc de conflits. Certains annotateurs de Clunet s'en sont aperçus et ont montré la nécessité de donner du délit politique en matière d'extradition une notion particulièrement large à cause du fondement de la règle (1).

SECTION TROISIEME

LA LOI DU 10 MARS 1927 (2)

CXCVI

RÉDACTION DE L'ARTICLE 5 DE LA LOI

Cette loi a pour origine une proposition déposée au Sénat, par M. Renault, le 11 juillet 1923. Le deuxième ali-

(1) Notes au Clunet 1924, p. 525 (sous l'affaire Ragni) et 1929, p. 510 (sous l'affaire Pavan).

(2) *Bibliographie*: Rapport de M. Donnedieu de Vabres, Bulletin de la Soc. d'Etudes Législ. 1924, p. 330; Discussions à la Société.

née de son article 5 se bornait à consacrer le vieux principe de l'asile politique. « L'extradition ne sera pas accordée... 2° lorsque les crimes ou délits auraient un caractère politique ». Cette consécration pure et simple parut insuffisante à la Commission de la Société d'Etudes législatives. Celle-ci entreprit de rédiger un texte plus complet : par une première incidente elle augmenta les garanties des réfugiés politiques : « L'extradition n'est pas accordée... 2° Lorsque le crime ou le délit a un caractère politique ou lorsqu'il résulte des circonstances que l'extradition est demandée dans un but politique ». D'autre part, la commission estima nécessaire d'insérer dans le texte de la loi une définition du délit politique, et « sans innover sur une question dont le règlement eût exigé d'elle de minutieuses recherches étrangères à son objet, elle inséra *« in terminis »*, la définition proposée en 1892 par l'Institut de Droit International (2).

Le projet ainsi arrêté par la Société d'Etudes Législatives devait être repris au Parlement. En ce qui concerne notre question il n'allait y subir qu'une modification : les Chambres allaient rejeter tout le deuxième alinéa

d'El. Législ. même revue : 1925, p. 99 et 124 ; Donnedieu de Vabres : Le Régime nouveau de l'extradition. Revue Lapradelle 1927, p. 169, Principes de Droit Pénal International, p. 262 ; Semaine Juridique 1927. — G. Le Poittevin : la loi française sur l'Extradition, Rev. de Droit Pénal et de criminologie, 1927, p. 903 ; et D. P. 1927-4-265 ; de Saint-Aubin : Revue Générale de Droit International publiée 1928, p. 10. Travers : L'Entraide répressive internationale, p. 78 et suiv. et Clunet, 1927, p. 595.

(2) V. sur ces points le rapport de M. Donnedieu de Vabres.

(correspondant à l'article 2 des résolutions de Genève). Le rapporteur au Sénat avait dit : « Le principe est nettement posé que les infractions complexes ou connexes à des délits politiques sont réputées délits politiques. Mais il est immédiatement apporté à ce principe de telles exceptions qu'on peut dire que dans tous les cas un peu graves, il ne restera plus rien du principe » (1). Ainsi aujourd'hui le texte de la loi de 1927 ne comprend plus que les premier et troisième alinéas proposés par la Société d'Etudes Législatives.

CXCVII

DISPOSITIONS DE LA LOI

Aussi la simple lecture de ce texte ménage-t-elle une surprise : contrairement à toutes les habitudes reçues, on semble traiter les délits complexes ou connexes isolés avec plus de faveur que les infractions commises au cours d'une insurrection. Celles-ci dans certains cas ne bénéficieront pas de l'asile politique, il semble au contraire que pour les premières, aucune exception ne soit prévue au principe de l'asile.

En vérité une pareille interprétation serait fausse. Si l'on poursuit la lecture du rapport de M. Vallier, on est conduit à conclure que l'on n'a pas voulu lier les Cours d'appel par un texte strict : « La formule générale de M. Renoult, dit le rapport, a peut-être moins d'inconvénients qu'une définition qui, en limitant les interprétations, risque de les fausser ».

(1) Doc. Paul. St 1926, p. 160.

D'autre part, il faut constater que l'on ne trouve pas dans la loi, la formule assez couramment inscrite dans les lois ou les traités d'extradition depuis 1890, et qui excluait du bénéfice de l'asile politique les délits anarchistes. Il n'y a même pas été fait allusion au cours des travaux préparatoires ; M. Donnedieu de Vabres en a donné une explication ingénieuse : la France est en relations diplomatiques avec l'U.R.S.S., dont le gouvernement a pourtant répudié les principes que l'on regardait jusque-là comme la base de toute organisation sociale. « Ainsi l'extradition d'un criminel social soulèverait désormais la même objection que celle d'un criminel politique : celle qui concerne l'immixtion dans les affaires intérieures d'un pays étranger » (1). Rien ne peut mieux montrer que cet exemple combien la clause relative aux délits anarchistes, surtout telle qu'elle est interprétée par la Jurisprudence, était un véritable défi aux élémentaires enseignements de l'Histoire.

CXCVIII

ESSAI DE DÉFINITION DU D. P.

La loi de 1927 n'a pas donné de définition du délit politique. Elle se borne à poser le principe de l'asile et à établir le critérium qui permettra d'en exclure certains délits commis au cours d'une guerre civile. Mais les travaux préparatoires nous éclairent ; la Commission de la Chambre des Députés a en effet tenu à consigner dans son rapport sa définition du crime ou délit politique. Elle

(1) Principes, p. 264, note 34.

S'est appropriée celle donnée par M. Barthou dans une circulaire adressée aux services pénitentiaires en vue de l'application du régime politique : « Sont des criminels ou des délinquants politiques ceux que l'ardeur de la passion politique a seule poussée jusqu'à la violation de la loi » (1). Quant au rapport fait au Sénat par M. Vallier, il oriente nettement la définition dans un sens subjectif. Partant en guerre contre l'alinéa 2 du texte proposé par la Société d'Etudes Législatives, il disait : « Il nous a semblé qu'il serait dangereux de lier les magistrats par un texte qui, donnant la première place aux caractères extérieurs de l'infraction, exposerait à en méconnaître le sens intime, la cause profonde et éventuellement le caractère politique » (2) et il préfère le texte vague de M. Renoult, qui permettait aux magistrats « pour déterminer le caractère politique ou non de l'infraction de s'inspirer d'abord de la règle générale posée impérativement par la loi, puis de rechercher s'il existe des *motifs politiques*, l'intention d'atteindre un but politique (motifs et intention étant les deux éléments indispensables de l'infraction politique ou si au contraire l'intérêt personnel, la vengeance privée et la criminalité de droit commun caractérisent l'infraction ». Faut-il en conclure que tous les délits accomplis dans un but ou même pour des motifs politiques ne pourront donner lieu à extradition ? Il semble bien que non. La présence du dernier paragraphe même de l'article 5 — 2° condamne cette interprétation.

(1) Déb. Parl. Chb. 1927, p. 279, col. 3.

(2) Doc. Parl. Sénat, 1926, p. 160, col. 1.

Et surtout ce serait donner à l'asile politique une extension que son principe justificatif n'exige pas. Qui dit « mobile politique » ne dit pas « intérêt politique de l'Etat à poursuivre ». Et sans celui-ci, pas crainte d'immixtions, donc de complications internationales. Assurément, M. Vallier a dit : « Le but de la commission a été en matière politique d'assurer une *immunité* aussi complète que possible » (1). Cette improvisation est peut-être généreuse. Mais pourquoi ne proposerait-on pas alors l'abolition de toutes pénalités en matière politique ?

Au fond donc, il n'y a rien qui puisse guider la jurisprudence dans cet amas de discussions parlementaires. Pour y faire un dernier appel; disons avec M. Vallier que les Tribunaux devront « s'éclairer aux lumières d'une doctrine et d'une jurisprudence nationale et internationale qui se sont formées en matière d'infractions politiques complexes et connexes ».

CIG

AVIS DEMANDÉ AUX COURS D'APPEL

Mais quelle est la nature du service que l'on demande aux Cours d'appel lorsqu'on les charge de se prononcer sur l'extradition d'un réfugié politique ? C'est l'innovation maîtresse de la loi de 1927 que d'avoir introduit une phase judiciaire dans la procédure d'Extradition. C'est une espèce de contrôle préventif que l'on demande aux Cours d'appel. Sur toute demande d'Extradition adressée au Gouvernement français la chambre des mises en accu-

(1) Déb. Parlem. Sénat, 1926, p. 1734, col. 3.

sation (dans le ressort de laquelle le réfugié est arrêté) est appelée à donner son avis motivé ; si elle conclut dans le sens du refus, l'extradition ne pourra être accordée (art. 17) ; au cas contraire le Gouvernement décidera par « acte de souveraineté » et sera libre d'accorder ou de refuser l'Extradition.

Mais si on fait ainsi appel à de hautes juridictions, est-ce une solution juridique qu'on leur demande ? Nous ne le croyons pas car le souci de ne pas intervenir dans les affaires intérieures d'autres pays est toujours la justification de l'asile politique. 1° C'est lui qui explique la dernière phrase de l'al. 2 « et seulement lorsque la guerre civile a pris fin » On l'a beaucoup critiquée. M. Pella en a souligné le caractère peu chevaleresque, M. Donnedieu de Vabres a pu ajouter qu'elle soulèverait de grandes difficultés, étant donné le caractère actuel des guerres civiles, luttes sourdes et chroniques dont on ne peut fixer le terme. Ces critiques certes sont justifiées. Mais cette phrase montre bien le souci qu'on garde de ne pas intervenir au cours de la guerre qui divise un pays étranger. 2° La fin de l'alinéa 1 doit avoir la même explication : on n'accorde pas l'extradition lorsqu'il résulte des circonstances qu'elle est demandée dans un but politique ». On vise ici le cas où un individu coupable d'un crime politique et d'un crime de droit commun est réclamé pour celui-ci, mais le Gouvernement réclamant est au fond désireux de tirer vengeance de son ennemi politique. On peut craindre que le jugement prononcé à l'occa-

sion du crime de droit commun ne se ressent de ce secret désir du gouvernement (1).

La meilleure preuve en est qu'une menace de débat parlementaire se fit jour au sujet de l'affaire Morelli (2) qui devait donner lieu plus tard à un arrêt de la Cour d'Aix (3). Le palliatif de la loi de 1927 n'a pas fait illusion et les parlementaires se rendent bien compte que l'Extradition d'un criminel politique est toujours une affaire de Gouvernement.

On comprend dès lors devant ce rôle, extra juridique des Tribunaux, pourquoi l'on n'a pas donné de définition juridique du délit politique. Comme le dit M. Donnedieu de Vabres, il y a ici « subjectivisme » mais entendu dans un sens particulier ; on demande au Tribunal de porter lui-même un jugement politique sur l'état requérant et sur l'affaire à lui soumise. Le même auteur critique alors le système complet de la loi, il y découvre un défaut de composition, car « la compétence accordée à une Cour d'appel ne se justifie que si l'on attend d'elle une solution juridique ». Or c'est une appréciation d'opportunité qu'on lui demande.

CC

APPRÉCIATION DU SYSTÈME DE LA LOI DE 1927

Et cependant tant qu'une solution internationale ne

(1) Rapp. Donnedieu de Vabres, Principes p. 267, texte et note 36 Contra ; Travers *op. cit.* p. 85.

(2) Chambre, Déb. Parl. 1928, p. 2790.

(3) 15. novembre 1928, Sem. Jur. 1929, p. 245.

sera pas intervenue, le système général de la loi de 1927 à condition de l'amender sur un point nous semble acceptable. On a pour ainsi dire jeté du « lest » on s'est enfin rendu compte qu'il était impossible en cette matière de s'abstraire de toutes considérations d'opportunité. Puisqu'on ne peut pas s'en empêcher, n'est-il pas dès lors préférable d'en laisser la charge à des organes qui n'en seront pas responsables internationalement ? (il ne faudrait alors laisser au Gouvernement de pouvoir d'appréciation dans aucun cas). Cela reviendrait à conserver le principe de non immixtion à l'égard des Gouvernements seulement. Les Tribunaux n'y seraient pas astreints, les principes et les usages actuels du droit international ne rendant pas les États responsables des sentences rendues par leurs tribunaux.

Mais étant donné la solution actuellement donnée par la loi de 1927 dans son article 18, le risque des complications internationales sera rarefié, mais elles se présenteront plus graves encore. Supposons par exemple que lors de la tension franco-italienne, un meurtrier antifasciste se soit réfugié en France, que sur la demande d'extradition par le gouvernement italien, une cour d'appel ait rendu un avis favorable. Si le Gouvernement français avait alors refusé, ce geste aurait pu être fâcheux. Par le fait même que la décision de la Cour aurait montré qu'il n'y avait juridiquement aucun obstacle à l'extradition, le refus du gouvernement français n'aurait été qu'une marque de défiance à l'égard de l'équité des autorités judiciaires fascistes.

Mais ne serait-ce pas alors une pure fiction que de

confier aux tribunaux un problème dont la solution était autrefois donnée par le gouvernement **lui-même**, étant bien entendu que l'on conserve à ce problème (et par conséquent à la solution) tout son caractère politique ? On n'est pas plus avancé pour cela. Lorsque pareil régime sera instauré, l'Etat requérant ne manquera pas de penser que puisque c'est une solution d'ordre politique que l'Etat requis a demandé à sa Cour d'appel, celle-ci se sera conformée aux visées et aux desseins secrets du Gouvernement. Il ne manquera certainement pas de voir dans la sentence de la cour la manifestation d'un état d'esprit hostile ou au contraire amical; on rendra en quelque sorte les Tribunaux internationalement responsables.

CCI

CONCLUSION

Ainsi si on limite la solution du problème aux rapports entre les 2 Etats, on ne peut pas limiter le principe de l'asile politique. Et si aucune autre solution ne pouvait être envisagée, nous nous résignerions pour notre part à sacrifier entièrement la nécessité de la répression à la nécessité d'assurer la paix dans le monde. Toutes les institutions doivent être organisées de telle sorte qu'aucune possibilité de tension internationale n'en puisse sortir. Sur notre point particulier, pareille assurance ne peut être obtenue que s'il y a impossibilité de divergences d'opinions entre deux pays sur le terrain politique de répression. Il faudrait donc que l'Extradition fût refusée chaque fois que par un quelconque de ses éléments ou

de ses circonstances une infraction touchât à l'ordre politique d'un Etat.

Se flatte-t-on alors d'assurer l'intérêt de la répression en conseillant aux Etats de punir selon leur droit pénal les infractions commises à l'étranger, et pour lesquelles ils ne peuvent accorder l'extradition, au même titre qu'ils sont compétents pour réprimer les attaques dirigés contre les Etats étrangers, mais perpétrés sur leur propre territoire ? Ne doit-on pas penser qu'ainsi le risque des tensions internationales serait seulement reculé. Est suggestive à ce titre, l'attitude de l'Italie vis à vis de la France lors du jugement de l'Italien antifasciste meurtrier du Consul d'Italie à Paris. Il fut acquitté par le Jury de la Seine. Mais comme les relations franco-italiennes étaient alors tendues ce verdict fut exploité par certains journaux italiens qui le présentèrent à leurs lecteurs comme un défi jeté à l'Italie. Ils le firent quoiqu'ils sussent parfaitement que l'usage était au Jury de la Seine d'acquitter les meurtriers politiques. Combien plus grande encore aurait été l'indignation suscitée chez ces lecteurs s'il leur avait apparu que les Tribunaux Italiens étaient normalement compétents mais que l'extradition refusée avait empêché qu'ils pussent statuer ?

SECTION IV

CCII

SOLUTION PROPOSÉE

Ainsi les seules solutions nationales sont insuffisantes. Le souci d'assurer la sécurité des relations internationales

doit empêcher d'une part que l'Extradition puisse être accordée par l'Etat de refuge, d'autre part que celui-ci juge l'infraction politique. Et cependant bien qu'ils touchent à la politique tous ces délits ne seront certainement pas inspirés par des passions nobles. Le seraient-ils même que le sentiment populaire serait choqué d'une pareille absence de tout contrôle judiciaire. Tournons-nous donc vers les institutions internationales. La Cour Permanente de Justice internationale ne pourrait-elle pas remplir l'office désirable ? Ne pourrait-on pas lui remettre le soin de statuer sur la demande d'Extradition ? Si l'infraction lui apparaissait politique ou du moins susceptible de susciter chez l'Etat requérant et lésé un intérêt politique à la répression, elle refuserait l'Extradition, **mais** alors statuerait elle-même au fond sans renvoyer l'inculpé devant les juridictions de l'Etat de refuge. Dans le cas contraire, la Cour Permanente autoriserait la remise du délinquant aux autorités du pays requérant, normalement compétentes.

C'est à l'esprit même de la solution que nous tenons. Il est indifférent que ce rôle soit confié à la Cour Permanente ou à toute autre organisme qu'il plaira aux Etats d'instituer. C'est le schéma suivant seul que nous proposons :

1° Conventions entre Etats pour soumettre à la décision d'un organisme international permanent toutes les difficultés relatives à l'Extradition des délinquants politiques.

2° Le Tribunal international serait saisi par l'Etat de refuge qui ne pourrait jamais refuser lui-même une Extra-

dition en raison du caractère politique du délit.

3° Organisation d'un Tribunal international chargé d'une part de statuer sur toutes les demandes d'Extradition pour lesquelles apparaît un intérêt politique de l'Etat requérant et éventuellement de statuer au fond et de prononcer l'acquiescement ou la condamnation du délinquant si son infraction est apparue comme politique.

4° Exécution de la sentence de condamnation par l'Etat de refuge.

CCIII

Cette solution éviterait de plus un gros inconvénient : aujourd'hui toute infraction de droit commun, postérieure à une infraction politique, risque de ne pas pouvoir donner lieu à l'extradition : celle-ci n'est pas accordée en effet lorsqu'il semble que c'est dans un but politique qu'elle est demandée (art. 5-20 loi du 11 mars 1927). Ainsi un individu serait tranquille du jour où il aurait commis une infraction politique: dans l'Etat lésé il pourrait commettre toute sortes de délits de droit commun et passant la frontière l'asile politique le protégerait. Devant la demande de son extradition pour ses crimes de droit commun, il ne manquerait pas en effet de soutenir que ce n'est qu'un prétexte cherché par l'Etat qu'il a voulu atteindre dans son ordre politique.

En déférant tous les réfugiés politiques à la Cour Permanente on pourrait lui donner compétence pour les juger de toutes les infractions postérieures à leur délit politique.

QUATRIEME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

INTERETS DE LA DISTINCTION

CCIV

DROIT INTERNE

Comme on a pu l'entrevoir au cours de ces développements les intérêts de la distinction en infractions politiques et infractions de droit commun sont multiples :

A) En matière de pénalités : 1° La peine de mort n'est pas applicable en matière politique (art. 5 Constitution de 1848). Tous les textes du C. P. n'ayant pas été mis en harmonie avec cette nouvelle disposition lorsque cette peine est encore prononcée par la loi en pareille matière, le Juge doit la remplacer par la déportation dans une enceinte fortifiée (art. 1, loi du 8 juin 1850) ; 2° les crimes politiques ne peuvent être punis que des peines criminelles à eux réservées ; ce sont la déportation sous ses deux formes, la détention, le bannissement et la dégradation civique ; 3° en matière de délits, il n'existe pas de peines spéciales réprimant ceux qui ont un caractère politique. Mais dans le compte à faire pour la rélégation, peine complémentaire, ne sont jamais compris les crimes ou délits politiques. Il en est ainsi aussi bien de la rélégation ordinaire (loi du 27 mai 1885, art. 3) que de la rélégation spéciale des anarchistes (loi du 28 juillet 1894, art. 3).

B). D'autre part, plusieurs lois ont introduit des mesures favorables aux infractions politiques 1° le bénéfice du sursis est plus étendu en matière politique : à la différence d'une condamnation pour un délit de droit commun, celle qui est intervenue pour un délit politique ne met pas obstacle à l'octroi postérieur d'un sursis, et ne révoque pas un sursis antérieurement accordé (loi du 26 mars 1891, art. 1 § § 1 et 2) ; 2° les condamnations pour délits politiques n'entraînent pas l'exclusion des corps réguliers de l'armée (loi du 13 mars 1928, art. 6) ; 3° elles ne peuvent entraîner la suspension temporaire ou l'incapacité absolue d'exercer les professions de médecin, officier de santé, ni l'exclusion des établissements d'enseignement médical (loi du 30 novembre 1892, art. 25 *in fine*). 4° La loi du 10 février 1931 (art. 1) n'interdit les entreprises d'assurance de capitalisation et d'épargne qu'aux individus condamnés pour « crimes de droit commun pour vol, abus de confiance, escroquerie (1). 5° La contrainte par corps n'est pas applicable en matière de crimes, délits et contraventions politiques (loi du 30 décembre 1928, art. 19) (2). 6° Enfin de nombreuses lois d'amnistie n'étaient applicables qu'aux infractions politiques ou aux détenus pour infractions politiques. Mais

(1) Raisemblablement d'ailleurs, cette différence ne durera pas longtemps : un projet de loi a été déjà déposé proposant l'abolition définitive de la contrainte par corps en toutes matières.

(2) Cette exclusion des condamnés politiques se trouve identiquement dans le projet de loi adopté par la commission d'assurance et de prévoyance sociales. Il n'a subi sur ce point aucun changement. Voir rapport Nicolle — Chambre, 8 novembre 1929 — Doc. Parl. annexe, n° 2393.

ces formules tendent à disparaître des plus récentes lois d'amnistie. Les Parlementaires toujours à l'affût des modifications qui peuvent allonger les textes de loi n'ont pas manqué de saisir une nouvelle occasion ; on n'emploie plus aujourd'hui la courte formule « de délits » ou « infractions politiques », formule peut-être vague par elle-même, mais qui avait perdu cet inconvénient par la fermeté d'interprétation de la Jurisprudence, et qui avait l'avantage de répondre exactement au caractère de mesure politique qu'affectent les lois d'amnistie. Quoi qu'il en soit, c'est aujourd'hui par l'énumération de textes qui les répriment que les lois récentes visent les infractions amnistiées.

C) En matière de compétence : 1^e les *délits politiques* (*stricto sensu*) ont été entre 1830 et 1852 déférés à la Cour d'Assises. Cet intérêt de la distinction n'existe plus depuis le décret du 27 février 1852. 2^e La procédure des flagrants délits (1) n'est pas applicable en cas de délits politiques (loi du 20 mai 1863, art. 7).

CCV

SUITE — RÉGIME PÉNITENTIAIRE

D) Au point de vue pénitentiaire les condamnés politiques jouissent de certaines faveurs administratives par exemple : ils reçoivent un régime alimentaire spécial (1-

(1) Comme M. Garraud, nous indiquons cet intérêt de la distinction sous la rubrique « En matière de compétence » ; d'une façon plus frappante il apparaît que c'est une question de procédure. Cependant il y a bien là un intérêt au point de vue compétence des Juridictions d'Instruction.

gime gras quotidien), il ne leur est donné de travail que sur leur demande. Ils sont séparés des détenus de droit commun ; seules d'ailleurs les Maisons Centrales de Clairvaux (pour les hommes) et de Rennes (pour les femmes) reçoivent des condamnés politiques et les détentionnaires (1). Cependant quant à l'envoi et à la réception des correspondances, communications et objets divers, une circulaire du Ministre de l'Intérieur du 5 novembre 1907 (2) rappela aux directeurs de prisons que les détenus politiques restaient comme les autres soumis à la règle du visa.

Mais ce sont là que de pures *faveurs* de l'Administration pénitentiaire. L'opinion contraire est une erreur, comme l'a dit M. Sarrut qui l'a relevée dans un

(1) M. Joseph Depeiges, indiquant les divers intérêts de la distinction entre Délits politiques et délits non politiques dit : « L'Emploi des menottes dans les transfèrements de prévenus en matière politique ont donné lieu à des protestations ».

Remarquons d'abord que l'art. 273, sur l'organisation de la Gendarmerie, du 20 mai 1903, ne fait aucune distinction. V. D. P. 1904-4-54. Il ressort ensuite de la chronique de la Gaz Trib. du 16 mars 1909, citée par M. Depeiges, qu'une protestation fut élevée par M. Poincaré, après que Maurice Pujo eût été conduit, menottes aux mains, devant la chambre des appels correctionnels : il n'y est nullement question d'une discrimination à faire entre inculpés politiques et inculpés non politiques ; il s'y agit d'égards à avoir envers ceux qui sont poursuivis pour *délits de presse*. Et lorsqu'à la suite de cette protestation le Gouvernement décida de limiter les cas où l'emploi des menottes serait prescrit, il ne semblait pas que ce fût une différence entre inculpés politiques et non politiques qu'il avait le dessein d'introduire.

(2) Statistique pénitentiaire, 1907, p. 444.

arrêt de la Haute Cour de Justice (1). Celle-ci disait très justement que les *inculpés* politiques ne jouissaient *légalement* d'aucun régime de faveur ; mais elle semblait y voir une différence avec le cas des condamnés politiques, ce qui était erroné (2).

CCVI

DROIT INTERNATIONAL

E) Enfin les infractions politiques ne peuvent pas donner lieu à l'extradition d'un réfugié qui en est l'auteur. Ce principe que le Garde des Sceaux pouvait affirmer dans une circulaire du 5 avril 1841, avait été observé par la France depuis 1830. Il a été consacré dans la loi sur l'extradition du 10 mars 1927, art. 5, 2°

On peut rapprocher du principe précédent la règle inscrite dans l'art. 30 de la même loi, et d'où il résulte que la France n'exécutera pas les commissions rogatoires émanées de l'Etranger en cas de poursuites répressives politiques.

CCVII

REMARQUE

Mais par contre nous ne pouvons considérer comme

(1) Commission d'instruction près la Haute-Cour de Justice (aff. Déroulède), 12 octobre 1899. D. 1899. D. 1903-2-363 et note de M. Sarrut.

(2) V. sur tous ces points : Armand, Mossé, *Les Prisons et les Institutions d'éducation corrective*, Paris 1929 (Rappr. Garraud, *Traité I*, p. 263, note 9.

intéressant la distinction des infractions en politiques et de droit commun :

A) Les règles particulières aux crimes ou aux délits contre la sûreté de l'Etat : 1° La règle de l'article 49 C. P. qui renvoie leurs auteurs sous la surveillance de la haute Police remplacée aujourd'hui par l'interdiction de séjour. 2° celle de l'article 12 de la loi constitutionnelle du 18 juillet 1875 (1) qui permet de renvoyer leurs auteurs devant le Sénat, constitué en Cour de Justice. 3° La disposition de la loi du 14 novembre 1918 rétablissant la confiscation générale pour les seuls crimes et délits contre la sûreté *extérieure* de l'Etat.

On ne peut considérer comme une différence entre les Délits politiques et les Délits de droit commun ces règles applicables seulement à une *catégorie de crimes politiques* ? Ce serait la même erreur que de considérer comme intérêt de la distinction l'existence de peines spéciales pour le parricide.

B) Celles relatives aux délits de presse. Ceux-ci ne sont pas en effet nécessairement politiques.

(1) Sur la compétence de la Haute-Cour on peut consulter : Cauchy ; Du jugement des crimes politiques ; Garçon, art. 55, n° 8 ; Roux : Revue générale de Droit public, 1900, p. 281.

CHAPITRE II

AUTORITÉS COMPÉTENTES POUR LE CLASSEMENT

CCVIII

OBSERVATION

Mais à quelle autorité appartiendra le soin de classer telle ou telle infraction dans la catégorie des délits politiques pour lui appliquer telle ou telle de ces mesures que nous venons d'énumérer.

A cette question la réponse n'est pas unique. Etant donnée la multiplicité des intérêts de la distinction entre les infractions politiques et les infractions de droit commun, la question de la nature de telle ou telle infraction sera soulevée dans des circonstances tout à fait différentes. Logiquement donc les autorités chargées de cette détermination peuvent être diverses.

CCIX

APPLICATIONS

Ainsi on comprend très bien que ce soit le Tribunal répressif statuant sur la relégation qui déclare si telle condamnation subie par le prétendu relégable doit être ou non comptée pour l'application de cette peine complémentaire ; que ce soit le Tribunal chargé de statuer sur l'infraction elle-même qui déclare si celle-ci doit être considérée comme politique et à ce titre permettre l'octroi d'un sursis malgré les condamnations antérieures du prévenu. De même la loi du 30 décembre 1928, art. 19,

après avoir aboli la contrainte par corps en matière politique a déclaré expressément : « Les Tribunaux chargés de l'application des peines devront eux-mêmes à charge d'appel, faire toutes discriminations utiles à cet égard ».

Le contrôle de la Cour de Cassation s'exercera selon les principes ordinaires : les tribunaux chargés de l'application des peines décideront **souverainement de toutes** les questions de fait, notamment du but de l'agent. Mais la Cour suprême sur le seul vu du jugement ou de l'arrêt attaqué pourra censurer la conclusion juridique tirée par le Tribunal ou l'arrêt. Donc la reconnaissance même du caractère politique ou non politique d'une infraction ne peut pas être considérée comme une question de fait (1).

CCX

Quoiqu'il en soit de cette difficulté, le choix de l'autorité chargée de statuer ne semblait dans ces divers cas pouvoir donner lieu à discussion. La même question a soulevé au contraire de nombreuses controverses dans trois hypothèses, en matière de recrutement de l'armée, de régime pénitentiaire et d'extradition.

(1) Il semble en être autrement en Belgique : V. Cass. Belge, 24 octobre 1865. Aussi cette cour n'a-t-elle eu à trancher la question de qualification d'une infraction qu'en cas de règlement de Juges. Le conflit peut en effet s'élever entre une cour d'assises et un Tribunal correctionnel étant donné l'article 98 de la constitution belge « Le Jury est établi en toutes matières criminelles et pour délits politique de la presse ».

CCXI

RECRUTEMENT DE L'ARMÉE

L'art. 6 de la loi du 13 mars 1928 après avoir posé en principe que les condamnés pour faits politiques et faits connexes ne seraient pas exclus de l'armée, dispose dans son alinéa 3 : « En cas de contestation, il est statué par le Tribunal civil du lieu du domicile conformément à l'article 26 ci-après ». C'est la reproduction textuelle de l'article 6, al. 2 de la loi de 1889 sur le recrutement (1). A cette époque la disposition suscita un débat parlementaire assez mouvementé. Le texte initial du projet (qui devait devenir la loi du 15 juillet 1889), stipulait qu'il y aurait « reconnaissance de connexité dans le jugement de condamnation ». Malgré la critique qu'en fit le député Piou, la Chambre adopta cette rédaction. Au Sénat M. Bozerian entreprit une nouvelle charge contre la disposition ; il demandait que le tribunal qui a prononcé la condamnation fût consulté *d'une façon spéciale* lors de l'incorporation du condamné (2). Mais le Sénat maintint la rédaction proposée par sa commission, rédaction qui, après adoption par la Chambre, devait être celle de la loi ; cela, malgré l'opposition de M. Léon Maurice qui estimait contraire à tous les principes du droit qu'un Tri-

(1) Celle-ci en vérité renvoyait à l'art. 31, mais l'article 26 de la loi nouvelle est la reproduction littérale de cet article 31 de la loi de 1889.

(2) J. Off. séance du 30 avril 1888.

bunal *Civil* fût ainsi chargé d'interpréter les décisions des Cours d'Assises ou des Conseils de guerre (1).

Ainsi aujourd'hui au cas où une contestation s'élèverait sur la nature d'une condamnation subie par un conscrit, la difficulté serait tranchée par le Tribunal civil, saisi par la requête de la partie la **plus diligente, conscrit** ou préfet (v. art. 26, loi du 13 mars 1928).

CCXII

RÉGIME PÉNITENTIAIRE

En matière de régime pénitentiaire, comme on l'a vu il existe par faveur administrative un régime spécial aux condamnés politiques ; les directeurs des circonscriptions pénitentiaires en font bénéficier les catégories de délinquants que leur signalent des circulaires ou des instructions adressées par le Ministre de la Justice. Ainsi quoique leur infraction soit sans aucun doute de droit commun, sont placés au régime politique les détenus en vertu des articles 1 et 2 de la loi du 28 juillet 1894. L'arbitraire de l'Administration a été assez souvent signalé dans les débats parlementaires (2) pour que le Conseil des Ministres ait approuvé le 5 juillet 1927 qu'un projet de loi fût déposé à la Chambre des Députés, projet qui attribuait à l'autorité judiciaire le droit de décider si les

(1) Déb. Parl. Ch. 1888, p. 3012.

(2) Les interpellations du Gouvernement sont fréquentes dans lesquelles on lui reproche de ne pas faire mettre au régime politique certains détenus dont le crime ou le délit est politique. Il s'agit d'ailleurs le plus souvent de délits de presse, délits qui passionnent particulièrement le Parlement.

détenus, prévenus ou accusés et les condamnés à l'emprisonnement doivent ou non être soumis au régime politique,

CCXIII

EXTRADITION

L'innovation capitale de la loi du 16 mars 1927 fut d'enlever au Gouvernement le soin d'accorder ou de refuser seul et sans contrôle l'extradition d'un réfugié. La Chambre des mises en accusation est appelée à statuer désormais sur cette opportunité. C'est donc elle qui en premier lieu décidera du caractère politique ou non politique de l'infraction reprochée au réfugié. Nous disons « en premier lieu » : en effet si la décision de la cour lie définitivement le Gouvernement ce n'est qu'au cas où elle propose de refuser l'extradition ; au cas contraire, la liberté du Gouvernement maintenue lui permettra de refuser l'extradition en s'appuyant vis à vis de l'Etat requérant sur le caractère politique de l'infraction. Il y aura en quelque sorte révision par acte souverain du jugement porté par la Cour.

CCXIV

OBSERVATION

Ce qu'il faut retenir de ces dernières innovations, c'est la tendance à refuser à l'administration (pénitentiaire dans un cas, Gouvernement lui-même dans un autre) le soin de décider du caractère de telle ou telle infraction.

Les Chambres de plus en plus soucieuses de protéger les délinquants politiques craignent que par l'interprétation qui lui serait laissée, l'administration et le Gouvernement n'entravent leur œuvre. Elles essayent de reprendre cette application distributive pour en remettre la charge aux Tribunaux en l'impartialité desquels elles ont plus de confiance.

APPENDICE

CCXV

Y a-t-il des contraventions politiques ? Les auteurs s'accordent en général pour le nier, les uns tacitement (1) les autres expressément (2). M. Garraud en donne comme raison que l'intention n'est pas recherchée pour les contraventions, les infractions politiques se caractérisant par leur mobile, les contraventions ne sauraient donc à ce point de vue être réparties en deux groupes. La doctrine de cet auteur ne nous semble pas ferme : il reconnaît lui-même au cours de son ouvrage que certaines infractions, en vérité, punies de peines criminelles ou correctionnelles, sont contraventionnelles et cependant politiques. D'autre part, il nous semble adopter dans cette note une conception du délit politique qu'il rejette for-

(1) Vidal et Magnol, p. 98.

(2) Garraud, *Traité I*, n° 122, p. 261, texte et note 4, *Contraventions*, n° 732, p. 320.

(3) *Traité III* ; n° 1164, pour les crimes des art. 84 et 85, n° 1199, p. 544 sur l'art. 6 de la loi contre l'espionnage de 1830.

inellement plus loin. Pour notre part nous ne voyons aucune objection de principe à l'existence de contraventions politiques (5).

Mais il convient de remarquer qu'avant la loi de Finances de 1928 il n'y avait aucun intérêt à faire la distinction pour les contraventions. Qu'il s'agisse d'extradition, de pénalités spéciales, d'instruction, de sursis, de relégation... la question de savoir si l'on est en présence d'une contravention politique ou non *n'a aucun intérêt*. Aussi toutes les lois de faveur pour les infractions politiques ne parlent-elles que de « crimes et délits ».

Depuis 1928 au contraire, l'intérêt de la distinction semble apparaître même en notre matière. La contrainte par corps est applicable en cas de contraventions comme de délits. Or n'est-il pas significatif de voir le Législateur moderne, se piquant en l'espèce de précision, parler de « crimes, délits, et *contraventions politiques* » ? (article 19, Loi du 30 décembre 1928).

(4) Traité I, p. 267.

(5) Rappr. : Fabreguettes, I, p. 65 qui n'en donne aucune raison et Ortolan (loc. cit.), qui s'appuie sur l'existence de délits non intentionnels et cependant politiques.

CONCLUSION

1. — Actuellement, en droit positif, le délit politique se caractérise par l'atteinte portée à l'ordre politique, ou plus exactement par le risque même de cette atteinte ; le délit politique relatif étant la mise en œuvre de ce délit politique idéal : celui-ci ne peut être atteint autrement que par la violence ; changer la forme du gouvernement ne peut se faire pacifiquement que par la révision constitutionnelle : il n'y a plus alors délit ; si nous nous trouvons au contraire en face d'une *infraction* politique, sa réalisation n'a pu être obtenue que par l'emploi de certains moyens violents lésant nécessairement l'Etat et les particuliers dans leurs intérêts privés.

On peut se demander dès lors s'il est vraiment utile de distinguer les crimes politiques purs des délits politiques relatifs ; cette division est utile pour celui qui étudie les délits politiques, mais correspond-elle à quelque réalité ? Il en était bien ainsi lorsque les auteurs voyaient le signe de l'infraction politique dans l'atteinte exclusive de l'ordre politique mais, ne s'apercevant pas de l'illogisme de leur solution, déniaient tout caractère politique à une infraction dès qu'elle lésait en même temps quelque intérêt privé. Aujourd'hui il faut bien reconnaître qu'il n'y a plus aucun intérêt à faire la distinction : délits politiques purs et délits relatifs bénéficient de l'amnistie, n'encourent plus la peine de mort, ne peuvent donner lieu à la relégation... Le législateur nous paraît lui-même être entré dans cette voie, comme le

montre l'art. 19 de la loi de finances de 1928 « Les Tribunaux, chargés de l'application de la peine, devront, à charge d'appel, faire toutes discriminations utiles à cet égard « Cette abdication du législateur, constatée pour la première fois dans une loi, est signe qu'il reconnaît le caractère variable de ces infractions. L'énumération des délits politiques purs est certes possible : la loi du 8 octobre 1830 l'avait entreprise. Dès qu'au contraire on s'aperçoit qu'il est illogique de distinguer délits politiques purs et délits politiques relatifs, une définition devient très difficile ; elle doit être si nuancée que les législateurs peuvent hésiter à l'inscrire dans un texte.

Nous avons un exemple de cet embarras dans la loi allemande d'extradition du 23 décembre 1929, art. 3 : « L'extradition n'est pas recevable si l'acte qui doit donner lieu à l'extradition est un *acte politique* ou se trouve lié à un acte politique, de telle façon qu'il devait préparer, assurer, couvrir ou écarter celui-ci.

Sont actes politiques les agressions punissables dirigées contre l'existence ou la sûreté de l'Etat, contre le chef suprême ou contre un membre, en tant que tel, du Gouvernement de l'Etat, contre un corps prévu par la Constitution, contre les droits civils politiques en cas d'élection ou de vote, ou contre les bonnes relations avec l'Etranger ».

Ainsi les législateurs allemands, qui tenaient à trancher la difficulté eux-mêmes, ont dû faire appel à la division d'école entre délits politiques purs et délits relatifs, expliquant que ceux-ci sont ceux qui préparent, assu-

rent, couvrent ou écartent un délit politique pur et donnant alors une définition de celle-ci.

Imitant cette méthode nous dirons :

a) Sont délits politiques toutes infractions qui risquent d'attenter à l'ordre politique français. Celui-ci comprend à l'intérieur l'indépendance de la Nation l'intégrité territoriale de l'Etat et les relations internationales ; à l'extérieur la forme du Gouvernement l'organisation des pouvoirs politiques les principes de la représentation politique en France (1).

b) Sont considérées aussi comme délits politiques toutes les infractions qui sont la mise en œuvre indispensable d'un délit politique pur.

La consécration du système des peines parallèles permettrait d'éviter ces artifices de construction. Si l'on se préoccupe avant tout des mobiles, la question de lésion de tel ou tel intérêt privé n'est plus à considérer. Il sera peut être plus difficile de prouver la noblesse des mobiles lorsqu'il y aura eu lésion d'un intérêt privé fondamental, liberté, intégrité corporelles ou propriété individuelle, mais ce ne sera qu'une question d'investigation plus ou moins profonde par le juge.

Le système des peines parallèles n'a d'ailleurs pas pour seul mérite de résoudre cette première difficulté : il rendrait surtout inutile la distinction entre infractions politiques et infractions de droit commun. En droit interne cette division correspond au désir de ne pas frapper d'infamie certains individus qui ont failli, mais y

(1) Supra, n° 39.

ont été poussés par de nobles pensées. C'est là le but même de la législation française, et, si elle n'y réussit pas, c'est par suite du décalage qui s'est produit, transposant aux auteurs de délits politiques des faveurs que l'ont entendait appliquer aux seuls délinquants politiques (1). Mais pourquoi ne prendre en considération la noblesse des mobiles que lorsque les délinquants agissent dans le domaine de la politique ? Le seul énoncé de la question prête à sourire.

C'est pour toutes les infractions qu'il faut prévoir deux pénalités possibles : l'une, conservant tous les caractères classiques de la peine afflictive et infamante, frappera ceux que des mobiles pervers auront seuls guidés ; l'autre sera la « peine non déshonorante », sanction beaucoup plus que peine : elle atteindra ceux qui auront été mus par des motifs honorables.

Entre celui qui tue pour éviter des souffrances à une personne chère et celui qui livre une place forte contre de l'argent, l'hésitation est-elle possible ? Aujourd'hui pourtant le premier est légalement passible de la peine des travaux forcés ; au deuxième on ne pourra appliquer qu'une peine à laquelle le sentiment public n'attache aucune infamie.

Avec l'institution des peines parallèles, tous les intérêts de la distinction actuelle en délits politiques et délits de droit commun se retrouveraient mais leur champ d'application serait illimité : les infractions non déshonorantes ne pourraient donner lieu à la rélégalion ou à la contrainte par corps, ne pourraient plus tard mettre obstacle à l'octroi d'un sursis, n'excluraient pas leurs auteurs

(1) Supra, n° 90.

des corps réguliers de l'armée, ne pourraient leur interdire l'exercice de la médecine...

Certains projets de Codes pénaux étrangers, à l'imitation du Code Norvégien de 1902, font de l'institution des peines parallèles la base même de leur système de répression (projets suédois et tchécoslovaque). Notre droit ne semble pas au contraire l'admettre, ni même jusqu'ici y avoir accordé quelque attention. La commission chargée de rédiger un nouveau Code Pénal envisagera certainement l'éventualité de son instauration en France. Mais la retiendra-t-elle ? C'est ce que nous ne saurions pronostiquer.

Nos parlementaires, eux, n'oublient pas les « Délits politiques ». Non contents de les favoriser, l'impossibilité où ils se sont trouvés de définir le Délit politique leur fait craindre l'arbitraire de l'Administration, lorsque c'est à celle-ci que revient le soin de déterminer la nature de telle ou telle infraction ; il est vraisemblable, dans ces conditions, que ce projet de loi (1) aboutira, qui confie aux tribunaux, chargés de l'application de la peine, le soin de déterminer quels condamnés bénéficieront du régime pénitentiaire politique.

II. — La distinction entre les infractions politiques et les infractions de droit commun devrait donc disparaître de notre droit interne ; elle devrait faire place à l'institution plus large et plus juste des peines parallèles. Lorsque celle-ci sera instaurée, notre division n'apparaîtra plus que comme le stade imparfait qui en aura préparé l'événement. Et cette institution des peines paral-

(1) Supra, n° 212.

lèles ne nous semble contrarier aucune des nécessités imposées par l'état actuel de la criminalité en France.

Il n'en serait pas de même de l'abolition de l'asile politique: Dans les rapports entre Etats souverains la distinction est exigée par l'état actuel du Droit international. Cependant certaines tendances à la restriction du principe se manifestent; la législation italienne ne le consacre même plus (1). On peut répéter ici ce qu'un auteur disait à propos du rétablissement de la confiscation générale: « Les peuples ont la mémoire courte. Les causes pour lesquelles les pères ont lutté deviennent indifférentes aux générations suivantes. Parce que les dernières ont dû aux efforts des précédentes d'en avoir ignoré les abus, des institutions dont le nom seul soulevait autrefois les esprits se trouvent rétablies sans hésitation et dans l'indifférence générale » (2).

En vérité lorsqu'on cherchait sur le plan national à concilier les deux intérêts de la répression et de la sécurité internationale tous les efforts étaient vains: il est impossible d'établir un critérium excluant du bénéfice de l'asile certains délits politiques, sans que la seule possibilité d'une interprétation différente par les deux Etats, de refuge et requérant, ne rende éventuelle une tension diplomatique.

Si les deux intérêts étaient vraiment inconciliables, nous n'hésiterions pas pour notre part à sacrifier le premier: il vaut mieux permettre l'impunité d'un coupable

(1) Supra, n° 164.

(2) J. Radouant. La confiscation générale, p. 52.

que d'exposer les Etats à une nouvelle cause de tension et de troubles internationaux (1).

Mais la situation n'est pas si désespérée. On a jusqu'ici cherché la solution sur le terrain du droit interne où elle est introuvable. Pourquoi ne pas la demander à la nouvelle discipline du Droit pénal international? Pourquoi ne pas confier le litige à la Cour Permanente de Justice Internationale? Sa vocation en matière criminelle a été démontrée (2) et même un projet de Statut pour la création d'une chambre criminelle au sein de la Cour Permanente stipulait dans son art. 36 *a*) que cette chambre serait compétente : « pour les crimes et les délits commis en temps de paix, et susceptibles de troubler les relations pacifiques entre les Etats, ou qui, à raison des circonstances dans lesquelles ils ont été commis, doivent être soustraits aux juridictions répressives nationales, afin que leur répression puisse être objective et effective » (3). Le jugement de crimes politiques, pour lesquels l'extradition serait toujours impossible, rentrerait dans les cas prévus par cet article.

Sans envisager cette solution internationale peut-on être assuré que l'asile politique disparaîtra quelque jour? Il n'en pourra être ainsi que lorsque tous les Etats, se décidant à s'unir, formeront une confédération par toute la Terre. L'asile politique n'apparaîtra plus alors que comme l'un des nombreux instruments, qui étouffaient aupa-

(1) *Supra*, n° 201.

(2) Donnedieu de Vabres. *Rev. int. de D. Pénal.* 1924.

(3) *Rev. int. de D. Pénal*, 1928, p. 301.

ravant la Justice, lorsque la « Souveraineté » de certaines formations géographiques ou juridiques faisaient craindre qu'un grain de sable ne les précipitât dans des guerres sans fin.



BIBLIOGRAPHIE

- BEAUCHET. — *Traité de l'Extradition*, Paris 1899, p. 180 et suiv.
- BERNARD. — *Traité de l'Extradition*, Paris 1890.
- BILLOT. — *Traité de l'Extradition*.
- BLANCHE. — *Etudes Pratiques sur le Code Pénal*, 2^e édit. par Dutruc, 1889.
- BOURQUIN. — *Crimes et Délits contre la sûreté des Etats Etrangers*. Recueil des Cours de l'Académie de La Haye, 1927.
- BREGEAULT. — *Le Projet de Loi sur l'Extradition et sa discussion au Sénat*. Revue générale du Droit 1879.
- BRUSA. — *Le Délit Politique et l'Extradition*. Revue de Droit international, p. 1882, p. 403 (inachevé).
- CAUCHY. — *Du jugement des crimes politiques*, Paris 1867 (Séances et travaux de l'Académie des Sciences morales et politiques, tome 80, p. 165 et suiv.).
- CHAUVEAU et F. HÉLIE. — *Théorie du Code Pénal*, 5^e édition par Villey.
- CORBAZ. — *Le Délit Politique d'après le Tribunal Fédéral Suisse*, Thèse Lausanne, 1927.
- CURET. — *Des Délits Politiques*, La France Judiciaire, 1881-1882, p. 453.

DEPEIGES et F. HÉLIE. — *Pratique Criminelle*, 4^e édition, 1928.

DONNEDIEU de VABRES. — *Les Principes modernes du droit pénal international*, Paris 1928.

— *Rapport fait au nom de la Commission de la société d'études législatives*. Bulletin 1924, p. 330.

FABREGUETTES. — *Délits politiques et infractions par la parole*, 2^e édit.

— *De la Complicité intellectuelle et des Délits d'opinion*, Paris 1895.

GARÇON. — *Code Pénal Annoté*.

— *Le Droit Pénal*, 1922 (coll. Payot).

GARRAUD. — *Traité Théorique et Pratique de Droit Pénal français*, 3^e éd.

— *Précis de Droit Criminel*, 14^e édit., 1926.

— *L'Anarchisme et la Répression*, Paris 1895.

GRIVAZ. — *Nature et Effets du Principe de l'Asile Politique*, Thèse Grenoble, 1894.

— *L'Extradition des Criminels politiques et sociaux*. Revue générale de Droit international public, 1902 p. 701.

GUIZOT. — *Des Conspirateurs en matière politique*, 1821.

— *Mémoire sur la peine de mort en matière politique* 1822.

LABORDE LACOSTE. — *Le but de l'Agent*. Revue internationale de Droit pénal, 1926.

LAMMASCH. — *Le Droit d'Extradition appliqué en matière politique* (traduit par Weiss et Paul-Louis Lucas).

- LECOMTE. — *Les attentats contre la sûreté de l'Etat*, Thèse
Paris 1901.
- LENEPVEU de LAFONT. — *Des crimes et délits politiques
d'après les plus récents traités d'extradition*, Clu-
net, 1891, p. 766.
- LOMBROSO et LASCHI. — *Le crime politique et les Révolu-
tions* (traduit par Bouchard, Paris 1892).
- LOMBROSO. — *Il delitto politico*, Turin 1890.
- LOUBAT. — *De la législation contre les anarchistes au
point de vue international*, Clunet 1895, p. 5 et
59 ; 1896, p. 294 et s.
- MAXWELL. — *Le crime et la Société*, Paris 1909, p. 214-
233.
- MOLINIER. — *Abolition de la peine de mort en matière
politique*, Revue de Droit français et étranger, 1848
tome V, p. 273.
- ORTOLAN. — *Eléments de droit pénal*, 4^e édit. par Des
jardins, 1886.
- PLASSARD. — *Evolution de la nature juridique des atten-
tats à la sûreté extérieure de l'Etat*, Travaux de la
Conférence de droit pénal, Paris 1924.
- PRADIER FÖEDERE. — *Extradition des auteurs d'attentats
contre les chefs de l'Etat*, La France Judiciaire,
1887, p. 17.
- PROAL. — *La Criminalité politique*, 2^e édit. Paris, 1908.
- RADOUANT. — *La confiscation générale et la loi du 14 no-
vembre 1918*, Travaux de la Conférence de droit
pénal, Paris 1922.

REGIS. — *Les régicides*, Lyon, 1890.

RENAULT. — *Des crimes politiques en matière d'extradition*, Clunet 1880, tome VII, p. 55.

— *Travaux de la Commission anglaise chargée d'examiner les questions relatives à l'extradition*. Bulletin de la Société de Législation comparée, tome VIII, p. 175 et 247.

— *Revue de la Jurisprudence française en matière d'extradition*. Revue de droit international, 1882, p. 397.

ROBERT J. — *Le communisme devant la loi pénale*, thèse Dijon 1930.

ROGUIN. — *Le droit d'asile en Suisse*, Clunet, 1881, p. 285, surtout p. 304 Sq.

ROLIN. — *Les infractions politiques*, Revue de Droit international, 1883, p. 417 et 1884, p. 147 et 254.

— *Observations sur les résolutions de l'institut de Droit international*, Revue de Droit international, 1885, p. 374.

— *Rapport à l'institut de droit international*, Revue de Droit international, 1892, p. 526.

ROUX. — *La Haute Cour de Justice en 1899*. Revue de Droit public, 1900, p. 281.

SAGONE. — *Pour une répression efficace du délit politique*. Revue internationale de droit pénal, 1930, p. 310.

SALEILLES. — *L'individualisation de la peine*, 3^e édit.

SOCIÉTÉ D'ETUDES LÉGISLATIVES et SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS. — *Etude d'un projet de loi sur l'extradi*

- tion, Bulletin de la Société, 1925, p. 99 et 124.
- SOLDAN. — *L'extradition des criminels politiques*, Rev. générale de Droit, 1882, p. 512.
- STRACHOUNSKY S. — *De la détermination des délits à caractère politique*, Thèse Montpellier, 1926.
- TARDE. — *Le délit politique : Etudes sociales et pénales*, p. 87-114.
- TEICHMANN. — *Les délits politiques, le régicide et l'extradition*. Rev. de Droit international, 1879, p. 475.
- THIRY. — *Cours de droit criminel*. 2^e édit.
- TRAVERS. — *Le Droit Pénal International*. Paris, 1920, tome, IV, p. 571.
- *L'entraide répressive internationale*. Paris, 1928, p. 75 s.q.
- VIAUD. — *La peine de mort en matière politique*. Thèse Paris, 1902.
- VIDAL et MAGNOL. — *Cours de Droit Criminel*. 7^e édit., 1928.
- WEISS. — *Etudes sur les conditions de l'extradition*. Thèse, Paris, 1880, p. 143.

Vu : Le Doyen, Vu : Le Président de la Thèse,
BERTHELEMY. M. HUGUENEY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
Pour le Recteur, l'Inspecteur de l'Académie
J. PERRON.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	9
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

<i>Les Délits Politiques Purs en Droit Interne...</i>	15
---	----

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. — Le législateur a-t-il attribué formellement le caractère politique à certaines infractions'	18
--	----

CHAPITRE I. — Quel est le signe distinctif des infractions politiques dans notre droit positif ? ..	29
---	----

Section I. — Etude de certaines infractions politiques	30
--	----

Section II. — Recherche de l'élément caractéristique de l'infraction politique en général.	59
--	----

Section III. — Applications de la définition du délit politique	76
---	----

APPENDICE. — Influence de la législation militaire sur la division en infractions politiques et infractions non politiques	100
--	-----

CHAPITRE II. — Evolution dans la conception du D. P. en droit français.....	109
---	-----

Section I. — La notion de D. P. existait-elle dans notre ancien droit ?.....	109
Section II. — Etude chronologique de la législation française depuis la Révolution.....	115
Section III. — Les attentats contre la Sureté extérieure de l'Etat sont-ils aujourd'hui des D. P. ?.....	140
CHAPITRE III. — Des diverses conceptions possibles du Délit Politique.....	147
Section I. — La conception objective du D. P....	148
§ 1. — Les crimes politiques et les crimes non politiques sont-ils de natures différentes ?.	149
§ 2. — Les crimes politiques et les crimes non politiques sont-ils les indices de criminalités différentes ?.....	153
Section II. — La conception subjective du délinquant politique	155
Section III. — Le D. P. en droit comparé.....	161
DEUXIEME PARTIE	
<i>Les infractions complexes et connexes en droit interne</i>	179
Section I. — Délits isolés.....	174
Section II. — Délits non isolés.....	180
Section III. — Application aux délits anarchistes	201

TROISIEME PARTIE

<i>Les délits politiques en droit pénal international français</i>	216
CHAPITRE I. — Le principe de l'asile politique et ses motifs.....	216 *
CHAPITRE II. — Champ d'application de l'asile politique	232
Section I. — Les divers systèmes doctrinaux..	235
Section II. — La jurisprudence internationale..	249
Section III. — La loi du 10 mars 1927.....	252
Section IV. — Solution proposée.....	262

QUATRIEME PARTIE

<i>Intérêts pratiques de la distinction des délits politiques et des délits non politiques. Autorités chargées d'opérer le classement des infractions</i>	265
CHAPITRE I. — Intérêts de la distinction.....	265
CHAPITRE II. — Autorités compétentes pour le classement	271
CONCLUSION	278
BIBLIOGRAPHIE	286
TABLE DES MATIÈRES.....	293



